

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

Séance publique du
Jeudi 26 janvier 2017

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du jeudi 26 janvier 2017 18H00 – Salle du
Conseil Municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption des procès-verbaux des Conseils municipaux des 28 novembre et 15 décembre 2016.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Urbanisme et aménagement durable

- 1 ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie - EAI Bilan de la concertation Approbation du dossier de création de la ZAC
- 2 Quartier Cévennes Secteur « Grèzes » Instauration d'un périmètre d'étude (article L 424-1 du code de l'urbanisme) Approbation
- 3 ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) Agrément de candidature EIFFAGE IMMOBILIER (Lot E)
- 4 Transfert des biens Ville/Montpellier Méditerranée Métropole : Parcs et aires de stationnement publics non cadastrés
- 5 Agriparc du Mas Nouguier Convention d'occupation temporaire du domaine public par l'Association des Compagnons de Maguelone Aire de stationnement Chemin des Comportes Parcelle cadastrée EH 54partie
- 6 MONTPELLIER GRAND COEUR Nouvelles halles A. Laissac Approbation de l'avant-projet détaillé Validation du coût prévisionnel définitif des travaux
- 7 Affaire retirée
- 8 MISSION GRAND COEUR Instruction du subventionnement dans le cadre de découvertes fortuites ou de travaux lourds sur un patrimoine historique ayant été altéré Composition de la commission compétente
- 9 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
- 10 MONTPELLIER GRAND COEUR Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

Sécurité

- 11 Convention de coordination entre la Ville de Montpellier et la Préfecture de l'Hérault précisant la nature, les lieux et les modalités d'interventions des services de sécurité, de tranquillité et de prévention de la délinquance de la Ville de Montpellier

Réussite éducative

- 12 Modification de la carte scolaire à la rentrée 2017
- 13 Ville de MONTPELLIER "Ville amie des enfants" - Signature d'une convention d'objectifs avec l'UNICEF France

Culture

- 14 Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier dans l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault. Approbation du nouveau programme, attribution d'un nouveau budget, autorisation à la Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) de lancer une nouvelle procédure de maîtrise d'œuvre et établissement d'un avenant à la convention signée avec la SA3M
- 15 Agora des Savoirs 8e saison Cycle de conférences 2016 – 2017 Agora Junior
- 16 Théâtre Jean Vilar Conventions de partenariat avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier pour l'organisation de l'option facultative théâtre Demande de subvention à la DRAC
- 17 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles et modification de nom d'une association Exercice 2017

Prévention Santé et Droits des femmes

- 18 Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances-acceptation par la Ville de la dotation

Relations internationales

- 19 Accord de coopération avec la Ville d'Obninsk et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la Région de Kalouga en Russie- Autorisation de signature
- 20 Signature d'un Mémorandum d'entente sur le Partenariat éducatif international
- 21 Représentation de la Ville de Montpellier au vernissage de l'exposition Elina Brotherus, à Turku en Finlande du 15 au 17 février 2017- Autorisation de déplacement
- 22 Participation d'un chef cuisinier à la 5ème édition de la Semaine de la Gastronomie Française en Israël du 5 au 10 février 2017

Désignation de représentants

- 23 Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation d'une nouvelle personnalité qualifiée

Vie associative, Maisons pour tous, démocratie de proximité

- 24 Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions
- 25 Mise à disposition à titre gratuit de salles des Maisons pour tous

Finances, patrimoine de la collectivité, administration générale, affaires juridiques et marchés publics

- 26 Extension de la fourrière municipale Villa chemin de Poutingon Autorisation de dépôt de permis de démolir
- 27 Avenant n°2 à la convention conclue entre l'Etat et la Ville de Montpellier en date du 15 octobre 2013 relative à l'installation ou au raccordement de sirènes étatiques au système d'alerte et d'information des populations (SAIP)
- 28 Copropriété Ensemble Centre Commercial et Parking du Polygone Participation de la Ville en tant que copropriétaire aux charges exceptionnelles induites par le projet de rénovation
- 29 Attributions de subventions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2017
- 30 Reports d'affectations de subventions votées sur des exercices antérieurs
- 31 Convention de partenariat entre la Ville et la Cour des comptes dans le cadre de l'expérimentation de la certification des comptes locaux
- 32 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/SA3M Restanque 5,5 M€ Caisse des Dépôts et Consignations
- 33 Mise en place du paiement en ligne des titres de recettes via l'appli TIPI
- 34 Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat Changement d'opérateur de télétransmission Autorisation de signer l'avenant n° 1 à la convention
- 35 Convention de sensibilisation aux bonnes pratiques pour les marchés publics du bâtiment
- 36 MARCHES PUBLICS - Modifications du règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée
- 37 Convention de groupement de commandes avec MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour l'acquisition d'un logiciel de commande publique

Ressources humaines

- 38 Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du jeudi 26 janvier 2017

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Informations du Maire :

Monsieur le Maire : Nous pouvons délibérer puisque le quorum est largement atteint. Avant de procéder au déroulé de l'ordre du jour et de présenter quelques informations, nous avons le plaisir de recevoir au Conseil Municipal Madame Jacqueline BOCH, à qui nous allons conférer la médaille de Citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier. Je lui demande de me rejoindre à la tribune et j'appelle sans plus tarder Madame ROUSSEL-GALIANA qui assistera à la remise.

Applaudissements

Remise de médaille :

Monsieur le Maire : Nous sommes très heureux de vous accueillir. Je vous connais depuis mon premier mandat, depuis l'association Vivre à Montpellier, que Georges FRECHE avait favorisée, notamment pour les

cérémonies d'inauguration de la place Jean-Jaurès et de la crypte, qui avaient donné lieu à des festivités dans la ville, c'est-à-dire aux alentours de l'année 1993.

Jacqueline BOCH, vous êtes née le 7 mai 1932 à Lansargues. Vous avez épousé André BOCH en 1953, dont la famille, originaire de Savoie, a marqué de son empreinte le commerce de Montpellier, notamment avec ses boutiques implantées place Saint Côme et au coin de la Grand rue Jean Moulin. Dès les années 70, vous avez été investie dans les associations de défense de l'environnement et de protection des territoires. Au fil du temps, vous êtes devenue la référence locale en matière de défense et de promotion du littoral languedocien. Vous siégez au Conseil d'administration de la CAPNUBAM, un collectif de onze associations du littoral impliquées dans la protection du patrimoine côtier.

Depuis 2013, vous êtes élue au Conseil d'administration de la section de l'Hérault de la SMLH. Vous êtes d'ailleurs présente dans toutes les cérémonies publiques et patriotiques. Vous êtes également la représentante des femmes légionnaires dans le département au titre des deux associations. De plus, en tant qu'ancienne élue de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, vous mettez à profit votre expérience auprès des entreprises et des commerçants au bénéfice des actions de solidarité, notamment auprès de la jeunesse, des apprentis et des étudiants. Vous êtes également très active dans l'association Fée qui rit, dont vous êtes membre fondatrice depuis 2011, association qui récolte des fonds pour réaliser les rêves des enfants hospitalisés et gravement malades.

Vous êtes enfin membre fondateur des associations de dépistage du cancer du sein et du cancer du côlon avec le professeur LAMARQUE. À partir de 2010, vous devenez déléguée du Comité de Montpellier de la Société des membres de la Légion d'honneur de l'Hérault. C'est donc avec joie que j'ai l'honneur de vous décerner la médaille des Citoyens d'honneur de la ville de Montpellier, qui représente les armes de la ville.

(Applaudissements)

Je remercie tous les amis qui sont présents, et notamment Monsieur SEVESTRE qui représente la Chambre de Commerce et son président André DELJARRY, mon ami Yvon BOURREL, Maire de Mauguio et son épouse, ainsi que Danielle ABEN, qui représente les personnes décorées de la Légion d'honneur. La parole est à vous.

Madame Jacqueline BOCH : Monsieur le Maire, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, chers amis, Messieurs les élus, merci pour cette reconnaissance. Je suis très émue et très fière en même temps. Cet hommage, au-delà de moi, est celui au monde du commerce, à ses forces vives au cœur des villes. Saint Côme, le magnifique hôtel consulaire si près du vaisseau amiral Boch, a inspiré et accompagné mon engagement d'élue de la Chambre et celui de celles et ceux qui ont œuvré avec moi. Il s'agit de l'honneur de ma ville, de notre ville de Montpellier, aussi fort que la reconnaissance de la profession de chacun et de chacune de nous, honneur d'autant plus symbolique qu'il est rendu à une femme. Je le dédie aux jeunes femmes qui ont accompagné mon combat pour leur reconnaissance, leur place dans l'entreprise, leurs professions et leur engagement qu'elles ont maintenu toute leur vie. Je suis très émue et vous me faites vraiment un honneur en m'offrant ce titre de Citoyenne d'honneur de la ville de Montpellier.

(Applaudissements)

Je considère cette médaille comme une récompense personnelle, mais aussi comme le symbole du travail de tous les commerçants, qui se battent parfois pour survivre et qui ont besoin de se sentir soutenus par la municipalité, surtout dans le centre-ville qui ne demande qu'à s'épanouir. Alors, Monsieur le Maire, du fond du cœur, je vous remercie pour votre reconnaissance et pour votre soutien pour tous les commerçants.

(Applaudissements)

Il s'agit pour moi de la consécration, certes du travail fourni par le commerce montpellierain, comme vous l'avez rappelé, mais surtout du symbole de mon attachement viscéral à cette ville, pour laquelle j'ai œuvré depuis tant d'années, mais surtout qui m'a tant donné. Vous comprendrez bien que je souhaite associer à cet honneur mon mari André, qui aurait été très fier d'être à mes côtés ce soir avec ma famille, car le nom de BOCH est lié à jamais à cette ville. Je voudrais vous dire que je considère cette médaille comme une

récompense personnelle bien sûr, mais également comme le symbole du travail de tous les commerçants qui se battent parfois pour survivre. Je vous remercie encore du fond du cœur pour votre reconnaissance et pour votre aide. Sachez qu'à mon âge, on est encore plus sensible de voir que non seulement, on ne vous oublie pas, mais qu'en plus, on vous honore. Permettez-moi de vous dire encore merci, cher Philippe.

Monsieur le Maire : Nous avons fait accompagner la médaille d'un petit bouquet de fleurs, que va porter Madame ROUSSELL-GALIANA, et d'un petit livre que nous avons édité chez Privat, qui est « Montpellier, la cité des belles dames », qui ira parfaitement au commerce montpelliérain et à vous qui l'incarnez.

(Applaudissements)

Monsieur le Maire : Je souhaite vous donner une petite information que vous avez déjà lue dans la presse mais que je vais vous répéter ce soir, car il s'agit d'une belle information. Je voulais vous dire que Pierre MESTRE, fondateur de la société Orchestra Prémaman devient, grâce à la fusion avec l'américain Destination Maternity, le leader mondial du secteur du vêtement de maternité et des articles de puériculture, avec une présence dans 40 pays, 1 800 boutiques, et un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de dollars. Il n'a pas encore tout à fait signé mais il n'en est pas loin. Je l'ai eu au téléphone, je connais bien Pierre MESTRE, c'est pourquoi je me permets de le dire publiquement. Le nouveau groupe baptisé Orchestra conserve son siège à Saint-Aunes, et Pierre MESTRE en sera le président. La conséquence de cette fusion est que le nouveau groupe Orchestra passe de 3 000 à 8 000 salariés, et que le nombre de ses magasins se voit multiplié par quatre, de 600 à 2 400 boutiques dans le monde.

J'ai d'autant plus de plaisir que, vous le savez, Pierre MESTRE est originaire de Montpellier et Baron de Caravètes. Il souhaite installer son siège social ici, à Montpellier. Je voulais vous faire part de cette belle nouvelle. Nous honorons assez peu souvent les chefs d'entreprise, il s'agit d'une façon de le faire au travers d'une très belle marque et d'une belle personne, avec qui j'entretient des relations excellentes depuis fort longtemps. Il m'a donné son accord pour qu'à son tour, nous le fassions Citoyen d'honneur de la ville de Montpellier, comme l'a été son père.

(Applaudissements)

Adoption de l'ordre du jour :

Monsieur le Maire : L'ordre du jour comporte 39 affaires. Je vous propose de retirer l'affaire numéro sept, qui n'est pas prête, celle qui concerne l'installation d'un périmètre d'étude sur les secteurs Boutonnet - Beaux-Arts. La parole est à Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Pourriez-vous me faire la faveur, ce soir, d'inverser l'avis des élus, c'est-à-dire au lieu de demander qui est contre, de commencer par demander qui est pour, afin que votre majorité lève le bras. Dans la mesure où vous avez un projet de rapprochement avec la Russie, vous pourriez commencer à donner une saveur de Douma au sein de notre assemblée.

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ, lorsque vous serez Maire de Montpellier, vous organiserez le Conseil, car vous adorez la police. Pour l'instant c'est moi, j'organise la police. Je sou mets au vote l'adoption de l'ordre du jour.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Adoption des procès-verbaux des Conseils municipaux des 28 novembre et 15 décembre 2016

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur DUMONT entre en séance.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal (cf. fin du document).

1. ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie - EAI

Bilan de la concertation

Approbation du dossier de création de la ZAC

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (E.A.I.) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre sans tarder en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service du développement de la ville, de son rayonnement, de sa qualité de vie et de la création d'emploi. Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique au potentiel remarquable situé à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du centre historique. En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI.

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole. Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un aménageur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Par délibération du 18 juin 2015, le conseil a défini les objectifs du projet et les modalités de la concertation.

La concertation étant achevée et le dossier de création de la ZAC prêt à être approuvé, il y a lieu d'une part de tirer le bilan de la concertation et d'autre part, de se prononcer sur la création de la ZAC.

1. Rappel des objectifs du projet

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances,... mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter.
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie.
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer.
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se mêlent activités innovantes, structures de formation, commerces de proximité et le parc Montcalm, lui aussi support, sur plus de 20 hectares, d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

2. Principes d'aménagement

Le projet s'articule autour de cinq objectifs clés qui permettent de répondre aux différents objectifs.

Recycler la ville

L'Ecole d'Application de l'Infanterie est un lieu secret, caché, intime, lié à l'histoire de son occupation militaire qu'il s'agit d'intégrer, avec douceur, dans les faubourgs de Montpellier. Il faudra mettre en valeur les qualités existantes, mais aussi transformer, compléter, enrichir pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter. La matérialité de certains bâtiments comme la richesse du patrimoine végétal, seront intégrés à l'aménagement d'ensemble. Il est donc proposé un dispositif qui valorise le « déjà là ». Il s'agit d'une démarche légère et pragmatique pour mettre en valeur l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances. L'objectif est de faire glisser ce site sans rupture d'un état à un autre.

Emergence d'une nouvelle polarité

Le projet propose de réaliser deux nouvelles polarités à l'échelle métropolitaine. L'ancienne caserne est amenée à être un quartier mixte où se côtoient logements et activités innovantes, formations et commerces de proximité ainsi que des équipements publics. La place d'Armes ainsi que les bâtiments existants réutilisés au cœur du quartier formeront une polarité économique et culturelle. Le parc est lui aussi le support d'une multitude d'activités.

Un vrai quartier de faubourgs

Le modèle urbain proposé s'inscrit dans l'identité du faubourg, offrant une diversité des occupations avec des commerces, services et activités et des équipements publics de proximité, ce qui représente une vraie offre alternative à l'étalement urbain. Ce projet contribuera également à dynamiser la requalification des quartiers aux abords. Le quartier offrira une diversité de formes urbaines allant de l'échelle des îlots urbains compacts à celle des maisons de ville denses. Les qualités d'habiter seront dans tous les cas au cœur des enjeux architecturaux à mettre en œuvre dans le projet.

Proposer une vision environnementale

Le projet d'aménagement de l'EAI est une opportunité pour réaliser un nouveau quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, de maîtrise des périodes chaudes par l'ombre ... De manière plus structurante, l'ancien parc sportif bien qu'en dehors du périmètre de la ZAC, sera recomposé pour permettre de réaliser un important dispositif d'écroulement des eaux de crues du Lantissargues. La gestion spatiale des volumes de rétention nécessaires, doit être une opportunité pour modeler les sols du nouveau grand parc urbain. Ce nouveau projet proposera un nouveau type d'écosystème permettant des synergies, des solidarités entre les habitants et leur cadre de vie.

Une accessibilité métropolitaine

Au cœur de Montpellier, le site de l'EAI s'inscrit déjà dans un réseau métropolitain dense. Ce maillage sera renforcé au fur et à mesure de l'avancement du projet. Le système de circulation favorisera la desserte locale des îlots depuis des bouclages maillés sur les voiries principales et atténuera le transit au sein du nouveau quartier. Un dispositif de stationnements publics ou mutualisés pourra être étudié pour compléter la desserte par les transports publics. Le stationnement résidentiel sera aménagé au sein des îlots et répondra aux besoins de ce nouveau quartier. Le renforcement de la desserte en transport en commun sera étudié parallèlement à son développement.

3. Bilan de la concertation

3.1 Cadre réglementaire de la concertation

Afin d'assurer l'information du public sur la mise en œuvre d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), une concertation avec la population a été organisée conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme.

Les objectifs et modalités de concertation et d'association du public relatif à l'aménagement d'une zone d'aménagement concerté en vue de l'urbanisation du site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie ont été définis comme suit par la délibération du 18 juin 2015 :

- une réunion publique,
- une mise à disposition du public, en mairie de Montpellier et pour une durée d'au moins quinze jours, du dossier d'étude de création de la ZAC accompagné d'un cahier permettant de recueillir les observations des administrés. Le public sera averti des dates de cette mise à disposition par une information figurant sur le site internet de la Ville de Montpellier,
- un article dans le journal municipal.

3.2 Déroulement de la concertation

Du 17 octobre au 18 novembre 2016 inclus, un dossier d'études a été tenu à la disposition du public en Mairie de Montpellier, place Georges Frèche, constitué :

- du rapport de présentation,
- d'un plan de situation
- d'un plan du projet de périmètre de la ZAC
- de l'étude d'impact,
- de l'avis de l'autorité environnementale en date du 21 septembre 2016,
- d'un carnet de réponses à la suite de l'avis de l'autorité environnementale,
- du régime envisagé de la ZAC au regard de la taxe d'aménagement,
- de l'étude de faisabilité sur les potentiels de développement en énergies renouvelables.

Durant la même période et dans le même lieu, un registre à feuillets non mobiles a été mis à disposition afin de recueillir les observations du public.

Ces modalités de concertation ont été portées à la connaissance du public par un avis publié le 6 octobre 2016 dans deux journaux (la Gazette de Montpellier et Midi Libre) ainsi que sur le site internet de la Ville de Montpellier.

Le même jour, cet avis a fait l'objet d'un affichage sur les lieux au moyen de 6 panneaux au format A2 situés rue Fontcouverte, rue de la Croix du Capitaine, rue Lepic / Place du 56ème Régiment d'Artillerie, rue de Bugarel, rue des Chasseurs, affichage qui a été maintenu jusqu'au terme de la concertation soit le 18 novembre 2016.

Un article présentant le projet de ZAC est paru dans le bulletin municipal "Montpellier Notre Ville" du mois d'octobre 2016.

Enfin, une réunion publique s'est tenue le samedi 5 novembre 2016 à 10h00 dans la Maison Pour tous Marcel PAGNOL.

3.3 Analyse des observations du public

Conformément à l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, l'autorité compétente pour prendre la décision arrête le bilan à l'issue de la concertation.

Réunion publique

La réunion publique qui s'est tenue le samedi 5 novembre 2016 de 10h à 14h a été très largement suivie et a rassemblé environ 350 personnes. Durant ces 4 heures, de nombreux sujets ont été abordés et en particulier les questions liées à la construction de logements le long de la rue des Chasseurs, aux déplacements et à l'hydraulique. Cette réunion a fait l'objet d'un compte rendu synthétique, consultable sur le site internet de la Ville de Montpellier : <http://www.montpellier.fr/evenement/18948/3624-retour-sur-la-reunion-publique-de-concertation-sur-la-zac-eai.htm>.

Observations du public et réponses du maitre d'ouvrage:

Le registre mis à disposition en mairie de Montpellier a consigné 40 commentaires ci-dessous développés.

Ces commentaires ont porté sur les thématiques suivantes :

- La construction de logements le long de la rue des Chasseurs

La grande majorité des commentaires porte sur le rejet de la construction de 600 logements sur la partie Montcalm/Chasseurs située à l'est du Lantissargues.

Le projet d'aménagement de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) prévoit la construction de 600 logements le long de la rue des chasseurs dont la moitié sur des emprises déjà construites (jardinerie, bâtiment d'hébergement des militaires et emprise de la SNI). Il faut noter également que la démolition de bâtiments situés à l'ouest du Lantissargues (3 bâtiments d'hébergement des militaires, ancienne piscine, ancienne maison du général) vient fortement atténuer les effets de la construction d'une emprise aujourd'hui libre et a l'avantage d'agrandir notablement la superficie des espaces de parc laissés libres et d'un seul tenant.

- Les déplacements – le stationnement

Des inquiétudes sont exprimées à l'encontre du projet quant à l'augmentation de la circulation due à l'arrivée de nouveaux habitants et la nécessité de disposer pour les futurs résidents de places de stationnement. Il est également souhaité que le réseau actuel de transport en commun soit renforcé pour tenir compte de l'arrivée d'une population supplémentaire.

Tous les nouveaux projets de construction disposeront de places de stationnements répondant à leurs besoins et a minima offriront au moins une place de stationnement par logement familial. Mais bien plus encore, il est prévu que les bâtiments neufs réserveront dans leur volume des places de stationnements supplémentaires à l'usage des bâtiments non démolis, à raison d'au moins une place de stationnement par logement familial.

S'agissant du stationnement public sur voirie, des réserves de capacité ont été observées sur les voiries longeant le site de la Caserne (avenue de la Croix du Capitaine, rue des Chasseurs, rue du 56^e Régiment d'Artillerie, rue de Fontcouverte). Toutefois, pour répondre aux différents besoins liés aux visiteurs, commerces et services qui seront présents sur le site, des places de stationnement le long des voiries publiques seront créées et une réflexion sur la création d'un parc de stationnement public sera engagée.

Concernant les transports en commun, le secteur de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie et du parc Montcalm est aujourd'hui desservi par une offre de transport en commun constituée de 5 lignes de bus (6-7-11-17-38). Les lignes 6, 7 et 11 sont parmi les lignes les plus fréquentées du réseau de bus de la Métropole et offrent une fréquence moyenne de 10 minutes par sens. Elles présentent encore des réserves de capacité importantes. De plus, la future ligne 5 de tramway desservira également ce secteur, ce qui enrichira encore l'offre de transport. Afin de préserver l'intégrité du parc Montcalm, une adaptation ponctuelle du tracé de la ligne 5 sera proposée, en conformité avec l'arrêté de déclaration d'utilité publique, après enquête publique modificative.

Enfin pour compléter l'offre de vélos en libre-service Vélomagg, l'implantation de stations sera étudiée en cohérence avec les stations existantes, afin de constituer un réseau continu, et le développement urbain du quartier.

- La question hydraulique

Il est souhaité que soit modélisée la zone inondable pour avoir une connaissance des hauteurs de crues. Des interrogations sont exprimées face aux constructions situées en zones bleues du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI). Il est également souhaité une bonne intégration des bassins de rétention situés dans le parc Montcalm.

L'ensemble du dispositif hydraulique existant et à mettre en œuvre a été modélisé et fera l'objet d'une demande d'autorisation au titre de l'article L.214-1 et suivants du code de l'environnement, "dossier loi sur l'eau", qui sera soumis à une prochaine enquête publique. D'une manière générale, après la réalisation des travaux, le projet aura un impact positif sur le fonctionnement hydrologique du cours d'eau. Pour les crues fréquentes, les bassins

permettront de concentrer l'ensemble des eaux excédentaires sans débordement du cours d'eau au-delà de son lit mineur.

Si la construction de logements est bien évidemment interdite en zone rouge du PPRI, elle est autorisée en zone bleue sous réserve que la sous-face des planchers soit calée au minimum à la cote de PHE (Plus Haute Eaux) + 30 cm. Il n'est donc pas prévu de construire en zone bleue de parties enterrées, ni des rez-de-chaussée habités. Il en ressort donc que les rez-de-chaussée des bâtiments abriteront les places de stationnements et les autres niveaux, des logements, ce qui aura pour avantage de protéger leur intimité en les mettant à distance du domaine public, et de les rendre sûrs face à un éventuel débordement du Lantissargues.

Enfin, toute la pertinence de l'aménagement du parc hors du périmètre de la ZAC est de transformer une contrainte forte, la contrainte hydraulique, en atout. Son dessin s'inspire de la géométrie du parc actuelle, avec ses lignes d'arbres, et ses cheminements doux. Il reprend ces lignes et les cheminements existants, les prolonge, et forme des écrins, dessinant ainsi une famille de jardins rectangulaires accueillant les bassins de rétention, chambres entourées de rangées d'arbres. Ces bassins deviennent des espaces de jeux amples et des espaces de respiration. Les bassins de rétention seront pour certains plantés et pour d'autres laissés libres permettant ainsi des pratiques variées.

- Installation d'une stèle

L'association nationale des cadres de Chelchell, officiers de réserve et élèves (ANCORRE-ceux de Chelchell) souhaite qu'une stèle soit érigée sur la ZAC pour marquer la mémoire et la présence de l'école Chelchell pendant une cinquantaine d'année.

Un des fondements de ce projet d'aménagement, est de s'attacher tout particulièrement à conserver la mémoire du lieu, à révéler l'histoire, à mettre en valeur l'identité du site et les ambiances. C'est notamment le cas avec le maintien d'une partie du patrimoine bâti, propre à l'architecture militaire, mais aussi par l'ordonnancement urbain proposé qui rappelle une certaine rigueur militaire. Le maintien de cette mémoire passera également par l'installation d'une stèle qui se fera en concertation avec l'association "ANCORRE-ceux de Chelchell".

- Le coût du projet

Il est demandé des indications quant au coût du projet d'aménagement.

Annuellement, le conseil municipal de la Ville de Montpellier approuve par délibération un compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) rendant compte de l'activité de son concessionnaire, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), pour les opérations d'aménagement qui lui ont été confiées. Le conseil municipal a approuvé le 20 octobre 2016 le CRAC relatif à l'opération EAI (exercice 2015) auquel était notamment joint en annexe le compte rendu et un bilan prévisionnel de l'opération. Le bilan présenté s'établissait à 107 013 000 € HT en dépenses et en recettes, dont 18 248 000 € HT réalisés en dépenses et 1 838 000 € HT réalisés en recettes au 31 décembre 2015.

- Le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté

Des remarques sur le périmètre de la ZAC ont été formulées sollicitant les raisons de l'exclusion du parc Montcalm et de la rue des Chasseurs de ce périmètre.

S'agissant du parc Montcalm, il a été décidé de ne pas l'intégrer dans le périmètre de la ZAC d'une part car il s'agit d'un équipement bénéficiant à l'ensemble des montpelliérains et d'autre part pour rester cohérent avec les objectifs politiques énoncés de préservation de toute urbanisation d'un parc de 20 hectares. Aussi, le périmètre de la ZAC ne concerne que des espaces qui pourront être constructibles.

Concernant la rue des Chasseurs, seule la partie au droit du projet est intégrée dans le périmètre de la ZAC dans la mesure où elle accueillera des interventions sur des réseaux et un réaménagement des traversées piétonnes entre la caserne et le parc Montcalm. Par ailleurs, la Ville de Montpellier a intégré le

réaménagement d'une partie de la rue des Chasseurs (rue du 56ème régiment d'artillerie – route de Lavérune) dans son programme de travaux pour l'année 2017.

- La concertation sur internet

Deux remarques ont porté sur l'absence de la mise en ligne du dossier de création de la ZAC.

Il est tout d'abord utile de préciser que les modalités de concertation et d'association du public relatif à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté en vue de l'urbanisation du site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie ont été conformes à celles qui ont été définies lors de la délibération du conseil municipal du 18 juin 2015. Le dossier de création de la ZAC, très lourd, n'a pas pu être mis en ligne et sa lecture aurait été malaisée. En revanche, le contenu de la réunion publique du 5 novembre 2016 comprenant un diaporama présentant les intentions du projet d'aménagement et un compte rendu, a été mis en ligne.

- La permaculture

Un membre d'une association de permaculteur offre le concours de son association (Humus sapiens) dans la perspective de développer un projet.

Le projet EAI se traduit par la mise en œuvre d'un véritable "écosystème" durable, respectueux de l'environnement, s'appuyant sur des objectifs de préservation des ressources existantes et de sobriété énergétique. Ainsi, au fur et à mesure de l'avancement du projet d'aménagement, des appels à projet ou manifestations d'intérêt pourront être lancés pour associer toutes les bonnes volontés à sa réussite.

3.4 Bilan de la concertation

Les mesures de publicité afin de mobiliser la population sur ce projet, ont permis de bénéficier d'un large public lors de la réunion du 5 novembre 2016, assurant ainsi un dialogue très ouvert, et de recueillir de nombreux commentaires sur le registre prévu à cet effet.

Il résulte de l'analyse qui vient d'être faite que les observations ainsi formulées ne sont pas de nature à empêcher la poursuite de l'opération d'aménagement.

4 Création de la ZAC

Conformément aux dispositions de l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme, un dossier de création joint en annexe 1 de la présente délibération a été élaboré comprenant :

- un rapport de présentation, qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération, comporte une description de l'état du site et de son environnement, indique le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone ;
- un plan de situation ;
- un plan de délimitation du périmètre composant la zone ;
- une étude d'impact définie à l'article R.122-5 du Code de l'Environnement ;
- l'indication du régime de la taxe d'aménagement ;
- en annexe, une étude faisabilité sur les potentiels de développement en énergies renouvelables.

L'étude de faisabilité a permis d'analyser les atouts et contraintes de l'opération pour la valorisation du potentiel en énergies renouvelables (EnR) du territoire d'implantation de la zone d'aménagement.

L'étude d'impact démontre que le projet a de nombreux impacts positifs à savoir des effets positifs sur la requalification urbaine, sur la limitation de l'extension urbaine et l'étalement urbain, sur la production de logements (amélioration et renouvellement) et sur la démographie, sur le paysage et l'insertion urbaine, sur la biodiversité, sur l'économie, sur le développement socio-économique du secteur (effets indirects), sur la vie artistique et culturelle, sur les activités sportives, sur l'attractivité du secteur, sur le cadre de vie (effets indirects), sur les déplacements et la desserte en transport en commun, sur la desserte et la sécurisation des

modes doux, sur le patrimoine, vis-à-vis de la gestion des eaux et détermine les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine, les modalités de suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine, le calendrier des bilans du suivi de ces effets et mesures.

Ces mesures, effets et modalités de suivi sont reprises dans le tableau de synthèse joint en annexe 2 de la présente délibération,

En application des articles L. 122-1 et suivants du Code de l'environnement, le dossier a été soumis à l'autorité environnementale laquelle a rendu son avis le 21 septembre 2016.

Il résulte notamment de cet avis que « l'étude d'impact présente un état initial globalement proportionné aux enjeux du projet. Au stade des études opérationnelles, la qualité des inventaires proposés et l'apport d'éléments plus précis concernant le projet et les modalités de sa mise en œuvre, devront permettre au maître d'ouvrage de qualifier précisément les effets du projet et de justifier les mesures qu'il propose de mettre en place ».

Cet avis a fait l'objet d'un carnet de réponses de la part de la Ville.

L'étude d'impact, l'avis de l'Autorité Environnementale et le carnet de réponses ont été mis à la disposition du public. Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil municipal :

- a approuvé le bilan de cette mise à disposition du public de l'étude d'impact accompagné de l'avis de l'Autorité Environnementale et du carnet de réponses ;
- a pris en considération les observations et propositions recueillies auprès du public au cours de cette procédure de mise à disposition ;
- a défini les modalités de mise à disposition du public du bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact.

Ce bilan a ainsi été mis à disposition du public en mairie de Montpellier.

Au vu de ces différents éléments, le dossier de création peut être approuvé et la ZAC créée.

Le périmètre de la ZAC de l'EAI figurant en pièce n°3 du dossier de création annexé à la présente délibération, intègre uniquement les emprises urbanisables constituées des secteurs « Caserne » et « Chasseurs » ainsi qu'une emprise bâtie située à l'entrée de l'ancienne caserne.

Le programme global prévisionnel des constructions à édifier présenté au chapitre 4 du rapport de présentation figurant en pièce n°1 du dossier de création annexé à la présente délibération, comprend :

- environ 2 500 nouveaux logements, constituant une vraie offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains ;
- environ 30 000 m² de commerces, de services, d'activités se répartissant essentiellement dans les rez-de-chaussée et sur les axes structurants des secteurs de la caserne ;
- par ailleurs, deux équipements publics de proximité sont prévus dans le secteur Caserne: un groupe scolaire et une crèche.

Ainsi que mentionné en pièce n°5 du dossier de création annexé à la présente délibération, les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC de l'EAI seront exclues du champ d'application de la part communale et intercommunale de la Taxe d'Aménagement conformément à l'article R.331-6 du Code de l'urbanisme.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants.

Vu la délibération du conseil municipal du 18 juin 2015 précisant les objectifs et modalités de concertation et d'association du public relatif à l'aménagement d'une zone d'aménagement concerté en vue de l'urbanisation du site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie.

Vu l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale,

Vu la délibération du conseil municipal du 15 décembre 2016 approuvant le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et définissant les modalités de sa mise à disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'arrêter le bilan de la concertation préalable à la création de la zone d'aménagement concerté de l'EAI tel que plus amplement exposé au rapport ;
- prenant en considération l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale du 21 septembre 2016 et le bilan de la mise à disposition du public, de créer la zone d'aménagement concerté dénommée ZAC de l'EAI sur le périmètre tel que délimité par le plan figurant au dossier de création et en vue de réaliser un programme global prévisionnel des constructions comprenant environ 2 500 nouveaux logements, environ 30 000 m² de commerces, de services, d'activités et deux équipements publics de proximité soit un groupe scolaire et une crèche ;
- de décider que les constructions réalisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC seront exonérées du champ d'application de la part communale et intercommunale de la taxe d'aménagement, l'aménageur ou le constructeur prenant à leur charge au minimum le coût des équipements publics visés à l'article R.331-6 du code de l'urbanisme ;
- d'approuver le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de l'EAI tel que figurant en annexe 1 de la présente délibération ;
- d'approuver les mesures relatives à l'impact du projet sur l'environnement, les modalités de suivi des effets du projet et le calendrier des bilans de suivi de ces effets et mesures, tels qu'exposés dans le tableau (extrait de l'étude d'impact) joint en annexe 2 de la présente délibération ;,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Madame JAMET et Monsieur BOUMAAZ. La police de cette assemblée demande à ce que les élus s'expriment au maximum cinq minutes. J'ai remarqué, lorsque je siégeais à côté de Monsieur MESQUIDA au Conseil Général, que le temps de parole était de trois minutes. Je sens que je vais aligner le règlement du conseil sur celui du Conseil Général. Respectez donc les règles. Premièrement Madame JAMET, et ensuite Monsieur BOUMAAZ.

France JAMET : Nous parlons bien du dossier...

Monsieur le Maire : ...Sur le bilan de la concertation.

France JAMET : ...Qui n'appelle pas d'autre remarque. Nous en avons déjà trop dit, c'est cela ?

Monsieur le Maire : Nous avons déjà traité cette affaire à plusieurs reprises. La concertation a déjà fait l'objet de plusieurs délibérations, Madame JAMET.

France JAMET : En attendant, que voulez-vous que je fasse ? Voulez-vous que je vous remercie de me donner la parole ? Si nous en arrivons comme à la Région... Vous êtes démocrate, vous n'avez pas peur du débat ?

Monsieur le Maire : Allez-y Madame JAMET, vous êtes en train de manger votre temps de parole.

France JAMET : Je trouve cela un peu dommage, car certains sujets...

Monsieur le Maire : Tous les sujets sont intéressants. Je partage votre avis.

France JAMET : J'attends mon minutage. Nous n'allons pas rigoler avec cela. Je voulais juste faire une petite remarque. Ne vous sentez pas agressé. Vous minutez, et en plus vous avez le marteau ? Vous ne minutez pas.

Monsieur le Maire : J'ai une cloche aussi.

France JAMET : Nous avons tout ce qu'il faut. Je remarque une coquille sur Cherchell. Je connais bien, mon père y a fait son école d'officier. Je note que nous arrivons à ne plus avoir rien à en dire, simplement, sur la ligne cinq, même si le principe est acté, pouvons-nous savoir si vous avez une vague idée du délai ?

Monsieur le Maire : J'en ai parlé hier au Conseil de métropole. Vous étiez absente.

France JAMET : J'étais à Toulouse. Nous pouvons avoir des obligations.

Monsieur le Maire : Je ne tiens pas des Conseils Municipaux privés pour les élus.

France JAMET : Je n'y étais pas, et ainsi vous avez pu expliquer à tout le monde que le taux d'augmentation était de 0 %. Je continue de dire qu'avec la réévaluation forfaitaire de 0,4 % et le coût de la vie, si vous souhaitiez vraiment maintenir ce taux à 0 %, vous auriez dû baisser les impôts. Hélas, je vous ai manqué.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur BOUMAAZ.

France JAMET : Vous pourriez avoir la correction de répondre par l'intermédiaire de cette assemblée à ceux qui n'y étaient pas. Nous nous réunissons ici pour rien : ce qui a été dit à la Métropole est acté. Que pouvons-nous faire ?

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur BOUMAAZ. Vous avez cinq minutes.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, ou plutôt, je parlerai à Philippe SAUREL, ancien candidat pour la mairie de Montpellier en 2014. Philippe, ce dossier, cette affaire, ce feuilleton, n'est qu'une synthèse qui définit très bien le personnage que vous êtes. Il existe un côté technique dans ce dossier, mais je pensais qu'un débat à ce sujet aurait lieu entre vous et Monsieur DELAFOSSE, ancien Adjoint à l'urbanisme, l'« Homme qui valait 19 M€ ».

Nous allons toutefois revenir sur le côté politique. Je parlerai à Monsieur le Maire, et je parlerai simplement, car il s'agit d'un bel exemple de la trahison de la parole du politique. Cette affaire, vous auriez dû l'appeler : « MOURE en rêvait, SAUREL l'a fait ». Monsieur MOURE voulait le faire, mais il a perdu les élections. Monsieur SAUREL n'en voulait pas, mais lui a gagné les élections. De plus, il l'a fait. Je vous vois arriver, Monsieur le Maire, en préparant votre réponse. J'entends déjà vos argumentations : « Monsieur BOUMAAZ, moi, je le fais autrement ». Soit. J'entends aussi votre argumentation lors des réunions publiques : « si vous n'êtes pas content, votez contre moi ». Soit.

Néanmoins, Monsieur le Maire, au vu des retours de nombreuses associations à qui vous avez donné votre parole d'homme politique, à qui vous avez promis de combattre le système et d'être un Maire à temps plein, ces Montpelliérains, comme moi, ne veulent pas de ce projet que vous nous présentez ce soir. Par contre, ils vous en veulent, Monsieur le Maire, d'avoir trahi votre parole, celle que vous leur avez donnée, cette parole soi-disant politique.

Ces citoyens, ces riverains, ces Montpelliérains ne veulent pas de ce projet de « bétonisation », qui est loin de ce fameux Central Park que vous leur avez promis. Ils vous demandent premièrement de le rénover, deuxièmement, d'y ajouter des équipements, et troisièmement, simplement de les écouter, car leurs propositions, que j'ai lues, sont là pour faire battre le cœur de notre ville, et non pas de l'euthanasier, comme vous êtes prêt à le faire.

Pour en terminer à ce sujet, sur cette affaire, ce « feuilleton » comme vous le dites si bien, au vu que votre majorité le validera sans tenir compte d'aucune objection, je vous demande de réfléchir, à l'avenir, sur la question suivante : qu'est-ce qu'un bon aménageur ? Car pour moi, l'aménageur, en lui-même, prévoit l'infrastructure de déplacement et de transport, et par la suite, il y implante de nouveaux habitants, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, Monsieur le Maire.

Pour fermer cette parenthèse de ma conclusion, une question : quid des locaux commerciaux dans ce quartier ? Allez-vous revoir un droit de préemption renforcé dans la ZAC ?

Monsieur le Maire : Je n'ai pas compris la question, par conséquent je ne peux pas y répondre. Je sou mets aux voix l'affaire une.

Pour : 58

Contre : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Abstentions : 1 (Alex LARUE)

Adopté à la majorité.

2. Quartier Cévennes

Secteur « Grèzes »

Instauration d'un périmètre d'étude

(article L 424-1 du code de l'urbanisme)

Approbation

Situé à l'Ouest de Montpellier dans le quartier des Cévennes et d'une superficie totale d'environ 160 hectares, le site d'étude « des Grèzes » est délimité par la rue des Grèzes, la route de Lavérune, la rue du Pont de Lavérune, la rue des Bouisses et l'avenue de la Liberté.

Ce secteur est marqué par une topographie générale qui se caractérise par une succession de points hauts formant des belvédères surplombant la plaine de la Mosson. Apparaissent à la fois des ruptures de relief et des pentes plus douces avec des lignes de crêtes régulières. Cette topographie particulière rythme une succession de bassins versants et de circuits des eaux pluviales, et elle s'accompagne d'une série de parcs et de boisements qui compartimentent l'espace en lui offrant une très grande variété de paysage. Ce secteur est notamment concerné par le magnifique parc de Fontcolombe dessiné par l'architecte Daviler.

Sur ce site d'étude, prédomine un habitat essentiellement résidentiel constitué par un tissu urbain hétérogène avec de nombreux logements individuels implantés sur de grandes parcelles. Or, face aux besoins importants de logements existant sur la Ville de Montpellier d'une part, et aux perspectives de développement du réseau de transports collectifs d'autre part, une forte pression immobilière s'est emparée de ce secteur peu équipé, qui si elle se poursuit, contribuera à créer des déséquilibres urbains. Il apparaît aujourd'hui nécessaire que la Ville de Montpellier anticipe et encadre les évolutions de ce quartier de prescriptions urbaines et paysagères, avec une attention particulière sur le maintien des ambiances paysagères, la préservation des vues sur le grand paysage et le traitement des limites entre domaine privé et domaine public.

Le moment semble donc opportun pour s'interroger sur le devenir de ce grand secteur et accompagner son éventuelle évolution par une programmation cohérente des équipements publics. Il en résulte que plusieurs réflexions urbaines et paysagères sur les perspectives de la transformation maîtrisée du secteur des « Grèzes » dans une démarche durable et globale ont été poursuivies ; réflexions qui permettent également d'accompagner la révision du Plan Local d'Urbanisme en PLUi et celle du Schéma de Cohérence Territoriale portées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il en ressort plusieurs enjeux et en particulier:

- Programmer un développement urbain cohérent avec les perspectives d'évolution de la desserte en transports collectifs des quartiers ouest de la ville de Montpellier
- Composer avec le paysage particulièrement sensible en s'appuyant sur les continuités écologiques pour renforcer les qualités naturelles du territoire montpelliérain.
- Identifier les fonciers mutables et établir des préconisations en matière d'implantation des bâtiments par rapport à la voie (retrait, orientation), ainsi qu'en matière de volumétrie et de typologie.
- Révéler la topographie du site étant attentif aux vues sur le grand paysage ou depuis le grand paysage.
- Porter une attention particulière au maillage viaire de ce secteur et à son accessibilité tous modes de déplacement confondus.

Pour garantir l'atteinte de cet objectif, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. Aussi, est-il proposé d'instaurer un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisations de travaux, de construction ou d'installation qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur « Grèzes » ;
- d'instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

3. ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) Agrément de candidature EIFFAGE IMMOBILIER (Lot E)

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- l'hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public en 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. E. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui achevée avec la réalisation des lots L1 et L2.

- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct de l'hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1^{er} octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de Eiffage en vue de la cession du lot E de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

EIFFAGE IMMOBILIER
8/14 allée Cervantes - CS 10075
13273 Marseille Cedex 9

- Localisation :

Lot E
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot E correspond à : les parcelles cadastrées DS 787p et 784p d'une superficie totale de 1 315 m² environ.

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 45 logements collectifs.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 3 600 m² SDP

La SERM précise que la candidature de EIFFAGE IMMOBILIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de EIFFAGE IMMOBILIER en vue de la réalisation d'un programme comprenant environ 45 logements collectifs sur le lot E de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

4. Transfert des biens Ville/Montpellier Méditerranée Métropole : Parcs et aires de stationnement publics non cadastrés

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Parmi les compétences dévolues par la loi aux métropoles figure la compétence relative aux déplacements.

Cette compétence emporte notamment la gestion des parcs et aires de stationnements publics.

En application de l'article L. 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées doivent être transférés dans le patrimoine de la Métropole.

Les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraire.

En application de l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

S'agissant des parcs et aires de stationnements publics non cadastrés car situés en tréfonds du domaine public affecté à la voirie et à l'espace public, il convient d'opérer ce transfert par délibérations concordantes de la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, afin que ce dernier soit pleinement effectif.

Cela signifie que ce transfert sera effectif sans nécessité de procéder à la rédaction de titres de propriété notariés.

Les aires de stationnement et parcs de stationnements publics suivant sont concernés :

Nom du bien	Contenance	Nombre de places	N° inventaire	Montant inventaire
Parking Gambetta	10 950 m ²	482	BAT 41143	605 999,31 €
Parking des Arceaux	5 959 m ²	208	Non valorisé à l'inventaire	
Parking de la Comédie	21 824 m ²	824	BAT 41146	425 607,17 €
Parking Foch préfecture/Marché aux fleurs	10 750 m ²	678	BAT 41151	444 297,06 €
Parking Nombre d'or/Antigone	4 000 m ²	248	BAT 41144	3 146 185,58 €
Parking Europa	5 660 m ²	600	BAT 4142	4 417 672,01 €
Parking Arc de Triomphe	9 375 m ²	451	Non valorisé à l'inventaire	

Montpellier Méditerranée Métropole en assure d'ores et déjà la gestion. En ce qui concerne le parking aérien des Arceaux et le parking souterrain Arc de Triomphe, ces deux biens ne sont pas inscrits à l'inventaire comptable de la Ville de façon individualisée. La Métropole procèdera elle-même au calcul de leur valeur historique en vue de leur incorporation à l'inventaire comptable de la collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité des parcs et aires de stationnement publics non cadastrés énumérés ci-dessus au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Une intervention. La parole est à Monsieur DUMONT.

Christian DUMONT : Dans la question qui est soumise à notre approbation, il manque à mon avis une donnée concernant le parking de la préfecture, dont la valorisation et la superficie ne sont pas renseignées. Il serait intéressant que le Conseil Municipal dispose de ces informations avant d'acter le transfert. Pouvons-nous obtenir des précisions ?

Monsieur le Maire : Je vous ferai parvenir le nombre de mètres carrés. Il est précisé sur la page suivante : 10 750 m². Il y a peut-être une erreur d'écriture. Je vous propose de retirer cette affaire. Monsieur de VERBIZIER, vous êtes expert des parkings et de la sécurité des parkings. Dites-nous ce que vous avez à dire.

Henri de VERBIZIER : Pour le parking noté « parking Foch », vous tournez la page : il est inscrit Foch, préfecture, marché aux fleurs. Il s'agit du même espace de 10 750 m². L'erreur porte sur le parking Arc de Triomphe, que nous pourrions appeler « parking du Palais de justice », ou parking Foch.

Monsieur le Maire : Il existe donc une erreur de dénomination. Il s'agit en fait de la même délégation de service public. Il n'est donc pas nécessaire de le modifier. Je soumetts aux voix cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

5. Agriparc du Mas Nouguier

Convention d'occupation temporaire du domaine public par l'Association des Compagnons de Maguelone

Aire de stationnement Chemin des Comportes Parcelle cadastrée EH 54partie

La réalisation de ce projet, l'accueil de séminaires, réceptions et expositions en particulier, nécessite de mettre à la disposition des usagers et clients des places de stationnement tout en n'obérant pas les usages du quartier.

Parallèlement, l'accueil quotidien des visiteurs et usagers de l'agriparc et le potentiel d'organisation d'événementiels par la Ville pour faire vivre ce poumon vert et agricole, nécessitent également l'aménagement de places de stationnement.

Ainsi, dans le cadre de la vente, la Ville a pris l'engagement, par la délibération du 17 février 2014 précitée, de « réaliser une aire de stationnement de l'Agriparc du Mas Nouguier, commune à l'Agriparc et au site cédé à l'association des Compagnons de Maguelone », lorsque le site réhabilité sera ouvert au public, aménagement financé par la recette issue de la vente.

Compte-tenu des besoins exprimés pour le stationnement des véhicules dans le cadre de l'accueil de l'agriparc, mais également du besoin spécifique généré par les événementiels organisés soit par la Ville, soit par l'association, la Ville doit créer sur le site de l'agriparc municipal deux aires publiques de stationnement :

- une aire de stationnement de 50 places permanente ouverte au public sur la parcelle cadastrée DZ 115 située directement en contrebas de la voie d'accès au mas du Grand Puy, afin de faciliter l'accessibilité du site à l'ensemble des usagers du parc et du mas du Grand Puy,

- une aire de stationnement temporaire sommairement aménagée de 50 places sur la parcelle cadastrée EH54, qui sera équipée d'un dispositif de contrôle d'accès. Ce parking ne sera ouvert au public que lorsque des manifestations spécifiques auront lieu sur le domaine du Grand Puy et sur l'agriparc, par foisonnement d'usage.

L'association « Les Compagnons de Maguelone » devra pouvoir disposer de ce parking, comme la Ville, dans le cadre d'événements particuliers, sans que ce dernier contribue à favoriser un surplus de stationnement dans le quartier.

Conformément aux engagements pris en 2014, il vous est proposé la convention ci-jointe dont l'objet est de définir les conditions d'utilisation de cette seconde aire de stationnement.

La convention proposée définit les conditions dans lesquelles l'association occupante sera autorisée, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à utiliser la seconde aire de stationnement située sur la parcelle cadastrée EH 54 en application des principales dispositions suivantes :

- occupation consentie pour une durée initiale de 5 ans, renouvelable par tacite reconduction pour une durée égale, à défaut de dénonciation avant l'échéance ;
- une redevance qui sera établie à titre gratuit, sur la base de l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

En effet, compte tenu, d'une part, de l'intérêt public local des manifestations organisées par l'association « Les Compagnons de Maguelone » destinées à animer l'agriparc en synergie avec les actions de la Ville et, d'autre part, de la qualité de l'association comme personne morale spécifique à statut associatif loi 1901 à but non lucratif, exerçant au principal une mission de service public, il est proposé la gratuité de l'occupation.

Au titre de la règlementation, cette occupation à titre gratuit sera considérée comme subvention en nature et sera inscrite comme telle dans les comptes de l'association et au compte administratif de la Ville.

Par ailleurs, les aménagements devant être financés après paiement du prix de la vente du domaine du Grand Puy à l'association, paiement prévu fin janvier 2017 à la réitération de la vente, et le projet de réhabilitation du domaine ayant été validé par octroi d'un permis de construire en date du 21 septembre 2016, la convention ne prendra effet qu'à compter de la réalisation des travaux d'aménagement des aires de stationnement, concomittants avec les travaux de réhabilitation du domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à signer avec l'association « Les Compagnons de Maguelone » une convention d'occupation temporaire, à titre gratuit, de l'aire de stationnement publique à aménager par la Ville sur le terrain cadastré EH 54 situé Chemin des Comportes ;
- de dire que cette convention ne sera signée qu'après travaux d'aménagement de ladite aire de stationnement par la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEUS entre en séance.

6. MONTPELLIER GRAND COEUR

Nouvelles halles A. Laissac

Approbation de l'avant-projet détaillé

Validation du coût prévisionnel définitif des travaux

Les futures halles Laissac sont situées en cœur de ville, aux abords du boulevard du Jeu de Paume et de son attractivité retrouvée et à l'intersection de 4 lignes de tramway. Il s'agit de faire des nouvelles halles un pivot dans un secteur en plein renouveau entre la gare et le futur musée d'art contemporain et le cœur marchand de l'Ecusson au patrimoine architectural emblématique, comme la tour de la Babotte notamment et le futur pôle commercial de la ZAC du Nouveau St Roch. Le concept est une halle légère et transparente en lien étroit avec sa place et les quartiers environnants. En référence avec le style « Baltard » (charpente métallique, lanterneau, verre et brises soleil), elles se déclinent néanmoins avec une écriture architecturale et une technologie contemporaine, notamment par la toiture recouverte en grande partie par des panneaux photovoltaïques permettant de produire l'énergie consommée, voire plus !

Le programme de reconstruction des nouvelles halles a fait l'objet d'une large concertation à diverses étapes de son élaboration. Il prévoit de situer le bâtiment à l'emplacement des anciennes halles dans une volonté d'insertion urbaine affirmée. Ce bâtiment circulaire s'organise autour d'un « mall » central et éclairé par un lanterneau. Il contient jusqu'à 24 étals. En fonction des conditions climatiques, l'équipement pourra fonctionner en mode fermé ou ouvert. L'emprise au sol du bâtiment est de 1100 m².

Par ailleurs, l'ensemble de la place sera réaménagé et piétonnisé et la rue A France, reconfigurée au droit de l'opération (accès à l'aire piétonne, emplacements dédiés aux livraisons des halles et à l'enlèvement des achats par les clients...).

Ce projet complète le « bouclage » du circuit du circuit marchand constitué des rues de la Loge, St Guilhem, Grand'rue J Moulin et bd du Jeu de Paume, il en constitue un « point d'orgue » comme les halles Castellane.

La commercialité des halles fonctionne en synergie avec les commerces de la place et avec ceux, très qualitatifs, de la rue du Faubourg de la Saunerie. Les nouvelles halles influenceront sur la dynamisation des commerces, non seulement de la place, mais aussi des rues Durand et Alger en relevant le niveau qualitatif.

La maîtrise d'ouvrage est déléguée par la Ville à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (décision n°2016/0448 du 19 décembre 2016), par mandat notifié le 29 décembre 2016. La Maîtrise d'œuvre est gérée par la Direction de l'architecture et de l'immobilier de la Ville.

Le montant prévisionnel définitif des nouvelles halles est de 8 595 000 € TTC, dont 7 453 000 € TTC de travaux, sur la base d'un classement ERP (établissement recevant du public) en catégorie 3, à confirmer par la commission sécurité lors de l'instruction du permis de construire. La dépense est imputée au budget de la Ville, CRB 28500, chapitre 908.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avant-projet détaillé joint en annexe pour la réalisation de l'opération des halles Laissac ;
- de valider le montant prévisionnel définitif des nouvelles halles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou toute personne ayant délégation à signer tout document relatif à cette affaire ;

Monsieur le Maire : Il s'agit de la validation du cout prévisionnel. Le cout prévisionnel définitif des Halles est de 8,595 M€. Nous avons parlé de 9,9 M€, nous sommes en-dessous. Les Halles seront recouvertes par des panneaux photovoltaïques, qui généreront l'énergie nécessaire pour la ventilation et peut-être même pour l'éclairage de la place, si nous parvenons à intégrer des batteries capables de stocker l'énergie. La parole est à Monsieur LARUE.

Alex LARUE : Je m'abstiendrai à titre personnel, car je ne trouve pas cela très joli, mais il s'agit d'un avis subjectif. Je souhaite surtout poser une question sur le parking. On note qu'il n'y aura plus de places de parking, ou alors très peu.

Monsieur le Maire : Il n'y a pas de parking.

Alex LARUE : D'accord. Est-il envisagé le lancement d'une étude pour de nouveaux parkings au centre-ville ? Nous recevons en effet de nombreux retours de personnes qui se font refouler à l'entrée de Saint Roch, qui est victime de son succès. J'ai beaucoup d'amis qui ont été repoussés car ce parking est complet le matin et le soir. Pouvons-nous envisager, dans l'optique du bouclage de la ligne quatre, qui dessert bien désormais tout ce secteur – un projet auquel j'étais favorable – de ressortir un vieux dossier pour un parking dans le quartier des Arceaux ?

Monsieur le Maire : Il existe déjà un parking dans ce quartier.

Alex LARUE : En effet, mais il est trop petit. Monsieur SAUREL, ce n'est pas polémique, c'est une proposition de discussion. Les citoyens disent qu'ils ne viennent plus au centre-ville depuis l'Ouest de Montpellier, car ils ne disposent pas de suffisamment de places de parking de ce côté. Dans l'intérêt général, nous devrions travailler sur un projet de parking dans cette zone.

Monsieur le Maire : Je prends note de votre proposition, toutefois il s'agit d'une philosophie qui consiste à sortir les voitures du centre-ville en conservant la vitalité commerciale. Un équilibre doit être trouvé. Si nous avons accéléré la construction de la ligne quatre, c'est justement pour valoriser l'ensemble de l'Ouest de l'écusson et pour répondre à la demande de la Chambre de Commerce sur l'ensemble de la vitalité commerciale de l'Ouest. D'ailleurs, l'ensemble des commerces du Boulevard du Jeu de Paume est en train de revivre, de croître et d'embellir. Lorsque nous aurons mis en place les nouvelles Halles Laissac, qui seront beaucoup moins hautes que la « verrue » qui s'y trouvait, nous aurons encore la possibilité de voir les façades qui se trouvent autour de la halle, de laisser des espaces publics utilisables pour les terrasses des cafés, et donc de créer une urbanité supplémentaire le long de la voie de tram.

Il existe le parking des Arceaux, le parking Pitot, qui n'est pas totalement plein, le parking Gambetta, le parking Saint Roch. Cela fait tout de même quatre parkings dans le secteur.

Alex LARUE : Le parking Saint Roch est très souvent saturé, ce qui prouve que nous avons eu raison de le créer, mais certaines personnes se font refouler.

Monsieur le Maire : Surtout, il dessert la gare Saint Roch.

Alex LARUE : Il n'a pas vocation à desservir le reste. Vous êtes d'accord avec moi sur le fait qu'un parking manquera.

Monsieur le Maire : J'ai noté votre question. La parole est à Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Monsieur le Maire, je souhaite commencer mon intervention avec une citation, un proverbe que Max a cité hier soir, que j'ai beaucoup aimé, en Conseil de métropole : « innover, ce n'est pas avoir une nouvelle idée, mais arrêter d'avoir une vieille idée ». Justement, ma réflexion porte sur les panneaux photovoltaïques, qui ne sont pas forcément de mauvais dispositifs, mais je pense que nous pourrions être encore plus innovants et pour cela, j'aimerais vous parler d'Elon Musk, un créateur considéré comme un peu fou. Il est à la base de l'initiative de Tesla Motors, et il a créé les *Solar Roofs*. Il s'agit de capteurs solaires peu onéreux qui possèdent la capacité d'alimenter en énergie de nombreuses maisons. Il serait souhaitable que Montpellier soit également la capitale de l'innovation en invitant Elon Musk, qui est en mauvais termes actuellement avec Monsieur TRUMP. Nous pourrions également jouer sur une mixité entre panneaux photovoltaïques et tuiles à capteurs solaires. Cette démarche nous permettrait d'être en avance, mais nous ne devons pas avoir peur d'être en avance. Les panneaux photovoltaïques ne sont pas obsolètes aujourd'hui, mais le seront dans dix ans, puisque de nouvelles technologies apparaissent déjà.

Monsieur le Maire : Lorsque nous en serons à la toiture, j'ai demandé que soit réalisée une expertise par Energies du Sud sur ce sujet pour la récupération de l'énergie. Elle sera donc présentée en Conseil Municipal. Nous utilisons des matériaux nouveaux. Il ne s'agit pas de grands panneaux. Je sou mets aux voix l'affaire six.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 4 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE)

Adopté à l'unanimité.

7. AFFAIRE RETIREE

8. MISSION GRAND COEUR

Instruction du subventionnement dans le cadre de découvertes fortuites ou de travaux lourds sur un patrimoine historique ayant été altéré

Composition de la commission compétente

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », un dispositif de subventionnement visant à favoriser la bonne restauration/restitution de vestiges rares voire uniques, ainsi que les dispositions remarquables d'édifices ayant un intérêt architectural ou historique, a été mis en place en 2010.

Ces subventions sont allouées sous condition de la participation financière conjointe de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) qui peut subventionner des travaux intérieurs et extérieurs en secteurs protégés et sur les bâtiments protégés au titre des monuments historiques. Le montant de la subvention allouée par opération est au maximum égal au montant de la subvention versée par la DRAC. Les sommes afférentes sont imputées sur la ligne subventions ravalement de la mission Grand Cœur du budget de la Ville (CRB 28500, nature 20422, chapitre 908). Elles sont précisées annuellement dans le cadre du budget

Pour poursuivre ce dispositif et participer au financement du surcoût engendré dans le cas de découvertes fortuites ou de travaux lourds sur un patrimoine historique ayant été altéré, il est nécessaire d'actualiser la composition de la commission chargée d'instruire les demandes de subvention, et d'actualiser le règlement.

Les demandes de subventionnement retenues par la commission sont ensuite soumises à la validation du Conseil municipal.

Il est proposé d'actualiser cette commission avec les membres suivants :

- le Maire de Montpellier ou son représentant,
- le conservateur régional des monuments historiques, ou son représentant,
- le conservateur régional de l'archéologie, ou son représentant,
- l'architecte des Bâtiments de France ou son représentant,
- le directeur de la mission Grand Cœur ou son représentant,
- le responsable du service patrimoine historique de la mission Grand Cœur ou son représentant.

Le règlement est actualisé comme suit :

Page 2, dans les articles 2, 3, et 5 : « *service territorial de l'architecture et du patrimoine* », est remplacé par « *unité départementale de l'architecture et du patrimoine* ».

Page 2, article 3, les intitulés des services de la ville pour obtenir les autorisations administratives, ainsi que leur adresse sont mis à jour.

Page 3, article 7, « *La demande de subvention (dossier administratif) sera déposée auprès de Madame le Maire de la Ville de Montpellier (mission Grand Cœur).* » est remplacé par « *La demande de subvention (dossier administratif) sera déposée auprès de Monsieur le Maire de la Ville de*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement modifié comme indiqué ci-dessus et annexé à la présente délibération ;
- d'approuver l'actualisation de la constitution de la commission ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

9. MONTPELLIER GRAND COEUR

Ravalement obligatoire des façades

Attribution de subventions

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

Mme Marie MALZAC syndic de copropriété, 5 rue Raoux (50 % de la subvention)	888,57 €
Total :	888,57 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 888,57 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur LARUE sort de séance.

10. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subvention

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites jusqu'au 9 novembre 2015 en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

Les dossiers déposés avant le 9 novembre 2015 sont subventionnés à hauteur de 65 % (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC). A cela s'ajoute une subvention communale pour le surcoût de travaux d'intérêt architectural (TIA) ainsi qu'une prime pour les travaux liés à l'accessibilité (PMR).

Les dossiers déposés après le 9 novembre 2015 reçoivent une subvention unique de la Ville de Montpellier de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (hors subventions spécifiques TIA et/ou PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, les subventions suivantes sont attribuables :

EURL CHARLOTTE AUX LEGUMES, enseigne « **CHARLOTTE AUX LEGUMES** »,
Gérante : Mme Charlotte CANAL
4 rue Marioge

- 5 033,82 € de subvention travaux,
- 520 € de subvention pour maîtrise d'œuvre,

Part Ville : 4 772,17 €
Part Etat (FISAC) : 1 281,65 €

Montant total de la subvention : 6 053,82 €

HOME JEU DE PAUME SARL, enseigne « **HOME COFFEE** »,
Gérant : M. Stéphane RANSOU
18 boulevard du Jeu de Paume

- 7 800 € de subvention travaux (plafonnée),
- 650 € de subvention pour maîtrise d'œuvre,

Part Ville : 6 500,00 €
Part Etat (FISAC) : 1 950,00 €

Montant total de la subvention : 8 450,00 €

SARL BENEZETH, enseigne « **CAFE DE L'ESPLANADE** »,
Gérant : M. Gérard BENEZETH
21 boulevard Sarraïl

- 7 800 € de subvention travaux (plafonnée),
- 1 300 € de subvention pour maîtrise d'œuvre (plafonnée),

Part Ville : 7 000,00 €
Part Etat (FISAC) : 2 100,00 €

Montant total de la subvention : 9 100,00 €

SARL AUX LILAS, enseigne « **BAR des LILAS** »,
Gérant : Gultekin AYDOGDU
1 place Bouschet de Bernard

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés.

- 7 800 € de subvention travaux (plafonnée),

Part Ville : 3 000,00 €
Part Etat (FISAC) : 900,00 €

Montant total de la subvention : 3 900,00 €

THE BLACK SHEEP, enseigne « **THE BLACK SHEEP** »,
Gérant : M. Frédéric CHASSANG
21 boulevard Louis Blanc

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés.

- 7 800 € de subvention travaux (plafonnée),
- 780 € de subvention pour maîtrise d'œuvre,

Part Ville : 3 300,00 €
Part Etat (FISAC) : 990,00 €

Montant total de la subvention : 4 290,00 €

Dossiers déposés après le 9 novembre 2015 et bénéficiant d'une subvention Ville de 50 %

SAS MCB FOOD, enseigne « **STREET CROQUE** »,
Gérante : Mme Mariane BOURGEOIS
35 rue de l'Université

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés.

- 4 496 € de subvention travaux,
- 1 000 € de subvention pour maîtrise d'œuvre (plafonnée),

Montant de la subvention : 2 748,00 €

LMV OPTICIENS SAS, enseigne « **LA MAISON DE LA VISION** »,
Gérant : M. Jacques LEMEUNIER
2 passage Lonjon

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés.

- 6 000 € de subvention travaux (plafonnée),

Montant de la subvention : 3 000,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment des dépôts des dossiers (délibération du 7 mai 2015 n°2015/151, puis modifié par délibération du 26 janvier 2016 n°2016/8), les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements de ces subventions pour un montant total de 37 541,82 € correspondant aux requalifications de devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Un certain nombre de commerçants ont accepté d'être aidés par la ville pour refaire leur devanture. Dans les derniers moments de notre proposition, il s'agissait bien d'une aide à 50 %, Madame JANNIN ?

Stéphanie JANNIN : La délibération qui est proposée concerne l'attribution de sept subventions, dont cinq subventions ville auxquelles sont ajoutées une subvention FISAC, et deux dossiers de subvention ville financés à 50 %. Nous avons relancé cette campagne de requalification des devantures commerciales, qui existait déjà auparavant, mais qui proposait une aide à hauteur de 20 %. En mai 2015, nous avons choisi de faire passer ce taux d'aide de la part de la ville de 20 % à 50 %. Quasiment plus aucun dossier n'était déposé auparavant, et nous avons constaté qu'avec cette nouvelle aide, 42 dossiers ont été déposés sur une centaine de dossiers retirés à la CCI. La mesure commence donc à être connue. Le rythme annuel de réalisation a depuis triplé, et le nombre de dossiers en cours permet d'envisager un rythme meilleur. Nous entamons désormais les quatre derniers mois, pour lesquels nous proposons une aide à hauteur de 50 %. Elle sera ensuite décroissante, comme cela s'est fait pour les ravalements de façades.

Nous avons également mandaté un bureau d'étude, qui nous assiste, pour effectuer un travail de démarchage. Depuis décembre 2015, 450 commerçants ont été démarchés, 155 dossiers ont été suivis particulièrement par ce bureau d'étude, et nous avons également tenu, avec Monsieur le Maire et Brigitte ROUSSEL-GALIANA, une réunion d'information le 30 novembre avec les commerçants, qui a eu l'effet escompté, puisque nous avons encore redynamisé l'action. Depuis, 30 demandes d'information et de rendez-vous ont été déposées. Lors de cette manifestation, nous avons pu à nouveau échanger avec les commerçants sur différents points et améliorer encore le dispositif. Nous avons pu présenter notamment les 18 devantures qui ont été réalisées à cette date, qui

permettent de valoriser le travail positif qui a été accompli et de montrer aux commerçants intéressés quels types de travaux peuvent être subventionnés.

Nous avons également modifié les dates de permanence avec le bureau d'études qui nous assiste. La permanence sera désormais disponible le lundi et le mercredi pour plus de souplesse avec les commerçants. Jusqu'à maintenant, ces permanences se tenaient uniquement le mercredi. Nous avons pu rappeler un certain nombre de détails et présenter le dispositif dans sa totalité.

Nous avons enfin distribué le Guide pratique à l'attention des commerçants, qui est disponible dans le hall de la Mission Grand Cœur, et s'adresse aux commerçants afin de leur expliquer les démarches à entreprendre.

Monsieur le Maire : Merci Madame JANNIN. Pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs LARUE et KRZYZANSKI entrent en séance

11. Convention de coordination entre la Ville de Montpellier et la Préfecture de l'Hérault précisant la nature, les lieux et les modalités d'interventions des services de sécurité, de tranquillité et de prévention de la délinquance de la Ville de Montpellier

Conformément aux dispositions de la Loi n° 99-291 du 15 avril 1999, relative aux polices municipales et au décret 2012-2 du 2 janvier 2012, une convention de coordination entre les services de sécurité de l'Etat et les collectivités locales doit être établie dès lors qu'elles disposent d'un effectif de police municipale supérieur à 5 agents.

Cette convention, d'une durée de trois ans, reprend tout ou partie des clauses de la convention type, tout en l'adaptant, le cas échéant, aux besoins locaux. La convention fait l'objet d'une signature conjointe entre le Maire, le Préfet de département après avis du Procureur de la République.

En conformité avec l'article L.512-4 du Code de la Sécurité Intérieure, une convention avait été signée entre la Ville de Montpellier et les services de l'Etat en date du 12 février 2012.

Cette convention précisait les modalités selon lesquelles les interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'Etat et, notamment la nature et les lieux d'interventions de la police municipale, ainsi que les modalités de gestion des images issues du Centre de Supervision Urbain (CSU).

Au regard des évolutions récentes de la Police Municipale et de la réorganisation des services composant la Direction de la Règlementation et de la Tranquillité Publique (DRTP) concourant à la sécurité, à la tranquillité et la prévention de la délinquance, il apparaît aujourd'hui nécessaire de refondre cette convention, en l'adaptant aux nouveaux enjeux liés à la gestion de la sécurité et de la tranquillité publique au sein du territoire communal montpelliérain, dans le respect des compétences de chacun.

La nouvelle convention établie pour la période 2017-2019, porte sur les modalités organisationnelles et opérationnelles de coordination des missions de la Police Municipale (PM) avec les forces de sécurité de l'Etat. Elle intègre également le Centre de Supervision Urbain (CSU), le Service de Surveillance de la

Voie Publique et de l'Environnement Urbain (SVPEU) ainsi que le Service Sécurité Civile (SSC) de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les services de l'Etat, représenté par Monsieur le Préfet du département de l'Hérault, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe au Maire déléguée à la sécurité, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Madame SANTARELLI.

Marie-Hélène SANTARELLI : Il s'agit du renouvellement de la convention de coordination qui doit être signée par le Préfet de l'Hérault et le Maire de Montpellier à la prochaine séance du CLSPD du 7 février prochain. Les conventions de coordination sont obligatoires dès lors qu'une police municipale comporte plus de 5 policiers municipaux, or je vous rappelle que nous avons, depuis octobre 2016, tenu nos promesses vis-à-vis de nos électeurs, puisque nous avons embauché cinquante policiers municipaux, ce qui porte leur nombre à 183 agents. La Police municipale de Montpellier devient la sixième police municipale de France, et le ratio de policier municipal par habitant est largement atteint.

Le deuxième engagement fort que nous avons pris en matière de sécurité consistait à renforcer la coopération entre les différents acteurs de la sécurité et de la prévention de la délinquance, et nous avons beaucoup travaillé à ces rapprochements depuis notre arrivée, ce qui a été reconnu et très apprécié par les services de l'État.

La convention qui vous est soumise aujourd'hui traduit ces efforts de rapprochement et de collaboration. Cette convention, qui est signée pour trois ans, de 2017 à 2019, prévoit donc un renforcement des contacts entre les différents acteurs de la sécurité de la ville. Elle prévoit ainsi des contacts quotidiens entre notre Centre Opérationnel de Commandement et le Centre d'Information et de Commandement de la DDSP 34. Elle prévoit également des rencontres tous les quinze jours entre le chef de la police municipale ou ses adjoints et le chef de service, d'intervention, d'aide et d'assistance de proximité de la Police nationale. Elle prévoit également des rencontres bimestrielles entre le Commissaire central, ou son adjoint, le Directeur de la DRTP, et l'Adjoint à la sécurité. Enfin, elle prévoit bien évidemment des rencontres trimestrielles du CLSPD dans le cadre des comités restreints.

Sur le plan opérationnel, cette convention apporte quelques nouveautés. Elle tient compte, en effet, de l'évolution des réalités de la commune, comme de celles liées à la gestion des nouveaux marchés, des grands événements, tels que le FISE, Cœur de ville en lumière, les fêtes de Saint Roch, les Estivales, les Hivernales, etc., dans le contexte d'état d'urgence et des plans Vigipirate. Cette convention traite également de la sécurisation des transports en commun et de l'ouverture à des coopérations intercommunales, que ce soit pour des événements sportifs, mais également en cas d'événement climatique, comme les inondations, par la mise en commun de moyens humains et matériels.

Cette convention concerne l'ensemble des services de la DRTP qui concourent à la sécurité et à la prévention de la délinquance de la ville : Police Municipale, bien sûr, mais également le Centre de Supervision Urbain, le Service de sécurité civile de la ville en charge du plan communal de sauvegarde, et le Service de la Voie Publique et de l'Environnement.

Pour finir, je voudrais insister sur un point : cette convention est validée par le Procureur de la République, son rôle consistant à garantir que le texte de cette convention soit conforme à la loi et ne contienne aucun risque de dérive sécuritaire. En effet, il ne faut pas oublier que la Police Municipale constitue une police de complémentarité, et non de substitution, aux forces de sécurité de l'État. Il s'agit bien de l'état d'esprit de la convention qui vous est soumise ce jour. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame SANTARELLI. Qui souhaite s'exprimer sur ce sujet ? Madame CANAUD et Madame JAMET. La parole est à Madame CANAUD.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, au regard de la recrudescence des faits de violence, la sécurité urbaine est une question majeure. Même s'il s'agit principalement d'une compétence de l'État, la mairie doit agir et apporter des réponses urgentes, mais également des solutions à long terme. La situation à Montpellier est tout de même inquiétante, rien n'est plus grave que de sombrer petit à petit dans cette insécurité chronique. Nous devons mener une véritable politique de lutte contre l'insécurité.

Hélas, les articles du Midi Libre parlent d'eux-mêmes. En septembre 2016, les vols de carte bancaire continuent. En novembre 2016, des groupes organisés sévissent au quotidien aux arrêts de tramway. Le 17 janvier 2017, un article pointe la recrudescence d'affaires liées à des mineurs isolés étrangers. Le 18 janvier, un article porte sur des vols à répétition commis par des ados Roms passés trois fois par la case du commissariat.

Monsieur le Maire, cette impunité est intolérable pour les victimes, sans parler des incivilités et des agressions verbales lorsque vous refusez de répondre à la mendicité. Monsieur le Maire, l'insécurité n'est ni un fantasme, ni un argument électoraliste, mais tout simplement une des préoccupations majeures des Montpelliérains. Cette nouvelle convention de coordination entre la Ville de Montpellier et la Préfecture de l'Hérault va dans le bon sens. Je vous sou mets une proposition : pourquoi ne pas associer l'opposition aux Conseils Locaux de Sécurité et de Prévoyance de la Délinquance ?

La dernière convention a été signée en février 2012. Cette convention possède une durée de trois ans. Une autre convention opérationnelle a-t-elle été conclue entre les services de l'État et ceux de la mairie entre 2015 et 2017 ? Si ce n'est pas le cas, pouvez-vous m'expliquer les raisons de cette situation ?

Je souhaite par ailleurs signaler que des progrès ont été accomplis au niveau du tram. Je vous ai soumis l'idée de mettre en place des bandeaux de diffusion et des annonces vocales dans le tram, et il me semble que cette mesure s'est avérée efficace, même si je ne connais pas les derniers chiffres. Je souhaite émettre une autre proposition : lorsque l'on va à Paris, dans le TGV, il est possible d'acheter des tickets de tram, ce qui évite de faire la queue à l'arrivée dans la gare. Pour le retour vers Montpellier, serait-il possible de mettre en place une annonce proposant la vente des tickets de tram dans le TGV ? Ceci permettrait d'éviter ce qui se passe à l'arrivée nocturne des TGV. De même, il est souhaitable qu'une patrouille soit présente lors de ces arrivées.

Enfin, Monsieur le Maire, pouvez-vous proposer aux services de probation des Travaux d'intérêt général ? En effet, les mesures sans sanctions ne permettent pas la réinsertion.

Monsieur le Maire : Madame SANTARELLI vous répondra sur l'ensemble des sujets que vous avez soulevés. La parole est à Madame JAMET.

France JAMET : Je souhaite ajouter quelques mots par rapport à ce que je viens d'entendre. Évidemment, nous allons accompagner cette convention. J'entends Madame SANTARELLI nous rassurer sur les risques d'une éventuelle dérive sécuritaire. Au lendemain de 2016, année pendant laquelle les forces de police ont payé le prix fort puisque 250 agents ont été victimes du terrorisme, je ne suis pas convaincue que vous preniez la mesure des risques réels qui se présentent à nous. Le curseur du terrorisme augmente jusqu'à ce climat délétère qui règne pratiquement, désormais, au centre-ville, qui fragilise toujours les mêmes personnes et devient vraiment insupportable. Nous accompagnerons cette convention, mais je pense que nous pourrions aller plus loin.

Je souhaite en profiter, puisque nous sommes à la fin du mois de janvier, pour rendre un hommage particulier aux forces de police et de sécurité, qui sont toujours en première ligne, tandis que nous ne prenons pas forcément la mesure du rôle qu'ils jouent et des risques qu'ils prennent tous les jours.

Monsieur le Maire : La parole est à Madame SANTARELLI.

Marie-Hélène SANTARELLI : Concernant les travaux d'intérêt général, nous avons, dès notre arrivée, ouvert des postes et des heures de Travaux d'intérêt général, qui sont soumis au tribunal. Par conséquent, les magistrats font effectuer ces peines de Travaux d'intérêt général, justement, depuis que nous avons ouvert les nombreux services de la mairie à cette possibilité. Nous avons, de plus, ouvert des heures de Travaux d'intérêt général pour des mineurs. Cette mesure a été très appréciée par le tribunal. Il s'agissait d'une des premières demandes du Parquet lorsque nous l'avons rencontré avec Monsieur SAUREL, avec l'ouverture d'une Maison de la Justice et du Droit. Ces mesures ont été réalisées dans les premiers mois du mandat.

Par ailleurs, la convention, qui datait de 2012, se termine actuellement. Un renouvellement est proposé sur une durée de trois ans. Elle existait donc déjà. Des nouveautés y sont ajoutées, comme je vous l'expliquais.

Nancy CANAUD : Il est indiqué que ces conventions sont d'une durée de trois ans.

Marie-Hélène SANTARELLI : Celle-ci est prévue pour trois ans. La précédente possédait une durée supérieure et nous la renouvelons sur une durée de trois ans. Il s'agit d'un texte obligatoire et nous ne pouvions pas travailler sans convention.

Au sujet des tickets, nous avons déjà discuté de cette affaire avec Madame CANAUD. Des mesures ont déjà été mises en place. Une réunion a été organisée en urgence à la Préfecture, qui m'a fait revenir de mes congés à Noël, avec les partenaires (TAM, Police nationale, Police municipale) pour mettre en place en urgence des moyens de sécurisation suite aux agressions et vols de cartes bancaires survenus dans le tram. Il a été proposé de mettre en service ces bandeaux lumineux et annonces. D'autres projets sont à l'étude pour faire changer les distributeurs, pour étendre le dispositif déjà en place sur trois stations afin de protéger les codes d'accès et les systèmes sans contact. Par ailleurs, la possibilité d'acheter ces tickets de tram dans la gare SNCF sera mise en évidence. En effet, un distributeur existe déjà, mais il est peu visible. Nous commencerons donc par l'identifier avant d'en placer d'autres, ce qui possède un coût. Quant à l'idée d'acheter des tickets de tram dans le train, cette mesure dépend de la SNCF à travers des partenariats ou conventions. Un travail est en cours sur ce point.

Concernant les CLSPD, les personnes siégeant dans ces instances sont définies par la loi : le maire, l'adjoint de quartier et l'adjoint à la sécurité. Il n'est pas prévu que des conseillers municipaux y participent.

Monsieur le Maire : Merci Madame SANTARELLI. Dans la première partie du mandat, nous nous étions engagés, avec le Procureur, à mettre en place une Maison de la Justice et du Droit et de prendre des Travaux d'intérêt général à la mairie de Montpellier. Nous en avons accueilli 54 et avons réalisé la Maison de la Justice et du Droit de Celleneuve. Dans la deuxième partie du mandat, nous recruterons des Travaux d'intérêt général à la Métropole. J'ai rencontré cet après-midi le premier Président de la Cour d'appel, Monsieur Thierry NEGRON, à qui j'ai reprécisé cette mesure. Nous créerons également une deuxième Maison de la Justice et du Droit, qui est en cours d'étude, dans la commune de Lattes. Celleneuve, au nord de la Métropole, et Lattes au sud, couvriront ainsi l'ensemble des besoins des usagers. Ces maisons sont situées sur des artères, sont accessibles grâce aux lignes de tramway à proximité, et permettent une certaine discrétion pour les visites de ces lieux.

En effet, si les citoyens n'allaient plus prendre conseil à la Paillade, c'est parce que l'ancienne Maison de la Justice et du Droit se trouvait au rez-de-chaussée d'un immeuble. Chaque fois qu'une personne entrait, tout le quartier la voyait. La confidentialité des entretiens est nécessaire, surtout lorsque des citoyens viennent se plaindre de violences, de problèmes de civilité, de problèmes avec des enfants. La confidentialité protège les citoyens qui s'y rendent. La fréquentation de la Maison de la Justice et du Droit de la Mosson était extrêmement faible, et la majorité des usagers et des personnes qui avaient besoin de cette structure se rendaient dans la Maison de la Justice et du Droit de Lunel.

En l'ayant positionnée comme nous l'avons fait, avec Madame BODKIN et Madame SANTARELLI, nous avons pu donner aux Montpelliérains et aux habitants de la Métropole venus des villages du Nord un lieu facilement joignable et où la confidentialité est préservée. Nous ferons de même pour la Maison de la Justice et du Droit qui se trouvera sur la commune de Lattes. Sur la première permanence de la justice et du droit à Celleneuve, la fréquentation, en un an et demi, a été multipliée par trois.

Je sou mets aux voix l'affaire onze.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

12. Modification de la carte scolaire à la rentrée 2017

Conformément aux articles L131-5 et L212-7 du Code de de l'Education modifiés par la loi n°2004-809 du 13/08/2004, il appartient au Conseil Municipal de déterminer par délibération le ressort de chaque école publique lorsque la commune en compte plusieurs.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, sous la responsabilité de la commune, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré par la Ville.

Il est proposé de modifier la carte scolaire pour deux secteurs de la Ville afin de ré-équilibrer les effectifs scolaires compte tenu des évolutions de la population.

1. Ecoles du quartier des Près d'Arènes

Un rééquilibrage entre écoles est nécessaire dans le quartier Près d'Arènes.

Un redécoupage en élargissant le périmètre scolaire de l'école primaire Dickens/Frank permettrait un apport d'élèves et conduirait à un secteur au contour plus harmonieux.

Les 112 nouveaux logements prévus rue Montrouzier jusque là rattachés au groupe scolaire Eluard/Macé et livrables au premier trimestre prochain dépendraient ainsi de l'école Frank/Dickens.

Quelques rues appartenant au secteur des écoles Florian et Simon (quartier Gare) seraient également rattachées à l'école Frank/Dickens.

Les rues ou tronçons de rues suivants seraient rattachés à l'école Frank/Dickens :

- rue du Moulin des 7 Cans
- rue Cité Saint Roch
- Rue Tourel
- Rue du petit train (côté pair)
- Rue Montrouzier
- Rue Centrayrargues (du 851 au 1103 Impair)-(Pair du 896 au 1148)-(Pair du 418 au 778)
- Chemin de Moulares (du 267 à fin –côté impair)
- Rue de la Maitairie de Sayssat (du 1 au 25 (Impair) et du 2 au 38 (Pair))

2. Ecoles du quartier Aiguelongue et du quartier Beaux-Arts :

Un rééquilibrage entre écoles du quartier Aiguelongue et du quartier Beaux-Arts est opportun.

L'école maternelle La Fontaine et l'école Jules Verne ne sont plus en capacité d'accueillir tous les élèves résidant dans leur périmètre scolaire ce qui nécessite un ajustement de leur secteur.

Les écoles Camoens et Freud disposent de capacités d'accueil nécessaires.

Les rues ou tronçons de rues suivants seraient rattachés à l'école Freud/Camoens :

Avenue de Castelnau (du 21 à fin – du 32 à fin)

Avenue Saint Lazare (Impair : du 23 à fin – Pair du 2 au 44°)

Rue du jeu de Mail des Abbés (Pair du 330 à fin)

Rue Max Mousseron (Impair)
Avenue de la reine d'Italie (Impair et Pair du 328 à fin)
Cour Jacques Thibaud
Rue Alfred Cortot
Cour Marguerite Long
Rue Pierre Cochereau
Rue Pablo Casals
Rue Francois Delmas (Impair du 1 à 69).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

de valider les nouveaux secteurs scolaires présentés qui entreront en vigueur à la rentrée de septembre 2017 ;
d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe au Maire déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Madame MARSALA.

Isabelle MARSALA : Merci Monsieur le Maire. Nous allons reprendre les fondamentaux. L'inscription scolaire dans une école publique est du ressort de la commune. Le principe est qu'un enfant est scolarisé au plus près de son domicile. Lorsque l'école de proximité est remplie, l'enfant est dirigé vers la prochaine école la plus proche. Selon l'évolution des populations et afin de rééquilibrer les effectifs scolaires, il vous est donc proposé chaque année des modifications de carte scolaire. Pour la rentrée 2017, nous allons vous proposer des modifications sur deux secteurs. Des rencontres ont lieu en amont, qui associent l'Education nationale, les Directeurs d'école, les Inspecteurs d'académie, les parents d'élèves délégués, et la Ville.

Le premier quartier concerné est celui des Prés d'Arènes, c'est-à-dire les écoles Frank/Dickens, Eluard/Macé, et avec une légère répercussion, Florian et Simon. Les rues concernées sont détaillées dans la délibération. Pour la rentrée 2017, nous estimons que treize élèves de niveau maternelle et quatorze élèves de niveau élémentaire seraient impactés par cette décision. A terme, dans cinq ans, 34 élèves seraient concernés par ces modifications, ces chiffres étant prévisionnels, donc théoriques. Nous travaillons en effet dans la dentelle.

Le deuxième quartier concerné est le quartier Aiguelongue Beaux-Arts, avec les écoles Freud/Camoens, La Fontaine et Jules Verne. Nous sommes sur une estimation de 18 élèves concernés pour la rentrée 2017, et 43 élèves pour dans cinq ans.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Je sou mets aux voix cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

13. Ville de MONTPELLIER « Ville amie des enfants » – Signature d'une convention d'objectifs avec l'UNICEF France

La Ville de MONTPELLIER souhaite développer son partenariat avec UNICEF France et obtenir le label de « Ville Amie des Enfants ».

Cette initiative, portée par l'UNICEF, s'inscrit dans la continuité de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, adoptée en 1989, par laquelle les Etats signataires s'engagent à garantir à tous les enfants un accès à des conditions de vie et un environnement qui favorisent leur développement et leur bien-être. En 1996, la conférence d'Istanbul Habitat II a acté la place des villes dans la réalisation de cette ambition, en prenant la résolution de faire des villes des lieux vivables pour tous et en déclarant que « le bien-être des enfants est l'indicateur suprême d'un habitat sain, d'une société démocratique et d'une bonne gestion des affaires publiques ». Depuis cette date, la dynamique « Ville Amie des Enfants » se développe dans plus de 50 pays, et en particulier en France à partir de 2002. Elle vise à constituer un réseau de bonnes pratiques, au service de l'implantation des droits de l'enfant dans les villes, pour placer l'enfant et l'adolescent au cœur des politiques publiques.

A Montpellier, cette démarche correspond pleinement à la volonté portée par la Ville qui met l'Enfance et la Jeunesse au cœur de sa politique municipale.

Pour étayer cette candidature, la Ville et le Comité local de l'UNICEF ont identifié 51 actions ou projets innovants portés par la ville et destinés aux enfants et aux jeunes, dans les 10 domaines prioritaires suivants :

- Bien-être et cadre de vie,
- Non-discrimination et égal accès aux services et la lutte contre la pauvreté,
- Participation citoyenne des enfants et des adolescents,
- Sécurité et protection,
- Parentalité,
- Santé, hygiène et nutrition,
- Prise en compte du handicap,
- Education,
- Accès au jeu, sport, culture et loisirs,
- Engagement pour la solidarité internationale.

Ces actions, portées par une dizaine de directions municipales, sont décrites dans le dossier de candidature joint en annexe.

Aux termes de la convention d'objectifs qui sera signée par la Ville et par le Comité Français pour l'UNICEF, la Ville s'engage à :

- mettre en œuvre la Convention des Droits de l'Enfant au niveau local : il sera tenu compte des droits de l'enfant dans les politiques publiques locales, les dispositifs locaux dirigés vers les enfants, les jeunes et leurs familles mais aussi les budgets de la collectivité.
- développer des actions innovantes pour apporter les réponses les mieux adaptées aux situations que connaissent les enfants et les jeunes et en particulier les plus fragiles.

- encourager les enfants et les jeunes à être des acteurs de la vie sociale. Leurs besoins, leur voix, leurs opinions, leurs projets seront pris en compte et influenceront, dans tous les domaines qui les concernent, la prise de décision des élus locaux.
- faire connaître les droits de l'enfant et à en évaluer l'application sur son territoire.

La Ville s'engage par ailleurs pour la durée de la convention à prioriser des actions en direction des enfants et des adolescents dans les domaines prioritaires précités.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le dossier de candidature comprenant 51 actions ou projets innovants qui placent les enfants et les adolescents au cœur des politiques publiques ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer la présente convention d'objectifs pour une durée de 3 ans et à prendre toutes les mesures nécessaires à son application ;
- d'accepter l'adhésion de la ville à UNICEF France pour un montant de cotisation annuelle de 200€ ;
- d'imputer la dépense sur le budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier chapitre 922, nature 6281.

Isabelle MARSALA : La Ville de Montpellier souhaite développer son partenariat avec Unicef France et obtenir le label « Ville amie des enfants ». Cette démarche correspond pleinement à la volonté portée par la ville. N'oubliez pas le premier budget de la ville : l'éducation, avec 82,7 M€ votés pour l'année 2017, en accord avec son PEDT, le programme éducatif de territoire, et son PRE, le programme de réussite éducative. Ce label permettra de travailler avec l'Unicef au niveau local, sur des projets précis que nous sommes en train de monter.

Il est envisagé une rencontre entre les enfants du Conseil municipal et de l'Unicef sur les droits des enfants. Un autre projet dans le cadre du PRE et de la lutte contre le décrochage scolaire consisterait à proposer aux élèves exclus momentanément de leur collège un stage animé par les bénévoles de l'Unicef afin de les garder dans une procédure scolaire et d'éviter que ce décrochage ne devienne final.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Je soumets aux voix cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Madame SCUDIER entre en séance

14. Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier dans l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault. Approbation du nouveau programme, attribution d'un nouveau budget, autorisation à la Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) de lancer une nouvelle procédure de maîtrise d'œuvre et établissement d'un avenant à la convention signée avec la SA3M

En 2013, la Ville de Montpellier a acquis l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, situé 2 avenue de Castelnau, pour y installer les Archives municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à la SA3M un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'opération d'aménagement des Archives municipales dans ce bâtiment avec un budget de 5 206 121 € TTC intégrant le mandat et la maîtrise d'œuvre hors déménagement et mobilier.

Une procédure de maîtrise d'œuvre a été lancée le 2 novembre 2015 sous la forme d'un marché négocié. Cette procédure a été déclarée sans suite par arrêté n°2017/0002/T/R, aucun des trois maîtres d'œuvres en compétition n'ayant été en capacité de proposer la réalisation du programme d'aménagement avec le budget initialement prévu.

Il apparaît nécessaire d'augmenter le budget affecté à réalisation de cette opération en le portant à 7 029 848 € TTC et de modifier le programme en y ajoutant notamment le coût du déménagement et du mobilier ainsi que des travaux assurant l'inertie thermique du bâtiment (changement des châssis, isolation de la toiture et réfection de l'étanchéité).

La SA3M devra lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre et pour cela un avenant à la convention passée avec la SA3M devra être établi portant le montant de la convention de mandat à 227 260 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'augmentation du budget de l'opération en le portant 7 029 848 € TTC ;
- d'approuver la modification du programme de l'opération ;
- d'approuver l'avenant à la convention de mandat passée avec la SA3M ;
- d'autoriser la SA3M à relancer une procédure de maîtrise d'œuvre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage ainsi que tous les actes ou documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de remettre ce dossier sur la planche à dessin, car les budgets, évalués à 5 M€, ont été sous-estimés. Nous avons parlé de 7 M€, et les dossiers évoquaient 5 M€. Les architectes et les entrepreneurs ne parvenaient pas à boucler le programme établi. Nous avons donc relancé le dossier avec les bons chiffres et le bon programme. Je rappelle qu'à ce jour, les Archives sont occupées par le collectif Utopia, qui les a squattées. Nous n'avons rien dit en raison de la trêve hivernale. Nous ne souhaitons pas mettre les gens dehors. Toutefois, dans la mesure où dès le deuxième soir, les locaux ont commencé à être dégradés de façon intense, nous avons porté plainte pour dégradation d'un établissement public.

Le programme des archives est le suivant : tout d'abord, l'installation des Archives municipales de Montpellier, qui se trouvent dans l'étage supérieur de la Médiathèque Emile Zola, c'est-à-dire les archives historiques, qui vont de 1914 à 1985, la création de la ville. Ensuite, les archives contemporaines qui se trouvent à la mairie B de l'ancien Hôtel de ville seront regroupées et installées dans les anciennes archives départementales, avenue de Castelnaud.

Dans le même temps, nous consacrerons 400 m² à l'installation du Musée associatif de Castelnaud sur la déportation et sur la résistance. La Chapelle des Récollets, qui se trouve à proximité et que j'avais faite classer jadis, appartient toujours au département de l'Hérault. Nous discuterons, avec Monsieur MESQUIDA, à terme, pour que cette chapelle devienne propriété de la ville afin de pouvoir y installer une salle d'exposition, un lieu d'art pour le quartier des Beaux-Arts à usage de l'art contemporain. Le consortium qui animera ce centre d'art sera composé par la Panacée, le futur Centre d'art contemporain et l'Ecole des Beaux-Arts.

Dans les locaux des anciennes archives, nous regrouperons donc les Archives municipales. Nous installerons également, comme le demande la loi ALBANEL, les archives du District, de l'Agglomération et de la Métropole. En effet, la loi ALBANEL demande aux intercommunalités de disposer d'archives propres. Par conséquent, le service qui se trouvera à cet endroit traitera à la fois des archives de Montpellier et des archives de l'intercommunalité, dans un service mutualisé. La Villa de l'Archiviste, qui se trouve juste en face de la petite synagogue Mazal Tov, fera l'objet d'une étude et d'un programme immobilier qui générera un certain nombre de recettes utiles pour participer au financement des archives.

Je dois dire que les recettes seront un peu moins importantes que prévu, car nous avons été contraints d'organiser des fouilles préventives et de pousser ces fouilles préventives. Je vous rappelle que l'archéologue est venu expliquer ces fouilles ici même, à la tribune. Nous nous trouvons sur d'anciens cimetières de la ville. En matière d'archéologie, les ossements doivent être trouvés, déplacés et réinsérés ailleurs, selon un protocole régi par la loi. Cette méthode occasionne des frais supplémentaires. Ensuite, le bâtiment a été occupé et dégradé, notamment les réseaux d'électricité et d'eau, ce qui nécessitera des frais supplémentaires. Ce service sera néanmoins installé avant la fin du mandat.

Qui demande la parole ? La parole est à Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : J'avais plusieurs interrogations, mais vous avez déjà répondu à pas mal d'entre elles. Notamment sur le squat, je voulais savoir si cela était toujours le cas, donc c'est le cas actuellement. Je voulais savoir également si la réévaluation de cette somme correspondait uniquement à la dégradation, car je constate que le déménagement du mobilier urbain, qui n'était pas compris dans la première affaire, figure dans la seconde. La SA3M, qui possède la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération, n'avait pas trouvé, semble-t-il, un maître d'œuvre capable de respecter les clauses concernant la somme allouée en prime abord. Vous avez répondu à l'ensemble de mes interrogations.

J'ai d'autres interrogations ou réflexions : je trouve dommage qu'une mairie comme celle-ci, qui a coûté une somme astronomique et qui s'en est trouvée épinglée par la CRC, ne soit pas en capacité de recevoir ces archives. Vous l'avez vous-même indiqué, les archives municipales seront installées à l'intérieur de ce bâtiment. La symbolique est donc encore plus importante. Je trouve vraiment dommage que les espaces n'aient pas été calculés de cette façon, car une fois de plus, ces 7 M€ auraient pu être utilisés pour d'autres fins. Vous l'avez rappelé pendant les vœux de la Métropole, les archives sont importantes et même obligatoires. Je pense que ce bâtiment, aussi grand qu'il puisse l'être, aurait pu recevoir ces documents.

Ma deuxième réflexion porte sur l'innovation. Nous pouvons parler de l'archivage numérique. Peut-être est-ce déjà en cours, puisque je vois Monsieur FINA réagir.

Monsieur le Maire : Je vais vous répondre sur les archives, il s'agit de mon jardin. Je vais vous répondre tout d'abord sur le coût. Une partie est réservée aux dégradations, mais une sous-estimation du budget s'est produite, c'est pourquoi la SA3M n'a pas trouvé de maître d'œuvre susceptible de mener à bien le projet. Le cahier des charges n'a pas été correctement réalisé. Nous l'avons donc fait reprendre. J'en ai assuré la gestion directe dans sa totalité.

Au sujet de la mairie, si nous avions dû ajouter un bâtiment d'archives au sein de cette architecture, très belle mais onéreuse, imaginez le coût total de l'édifice. Dans le cas présent, nous récupérons les archives départementales pour les reconfigurer. Nous leur donnons donc une deuxième vie sans engager des frais insensés. Nous récupérons également une parcelle sur laquelle nous construisons du logement.

Sur le fait qu'une collectivité regroupe dans ses murs les archives ou les délocalise, comme vous l'avez vu, le Conseil départemental de l'Hérault, qui se trouve rue d'Alco, n'héberge pas d'archives dans ses locaux. Le Conseil départemental du Gard n'héberge pas non plus d'archives. Selon le règlement, toutes les communes sont contraintes de déposer leurs archives historiques aux Archives départementales, qui constituent un service décentralisé de l'État. Il arrive cependant que les grandes communes, et même les petites, conservent les archives chez elles à condition qu'elles puissent avoir comme argument des locaux protégés à la hauteur des documents qu'elles contiennent et des Conservateurs d'archives diplômés pour assurer le fonctionnement de ces archives. C'est le cas pour la Ville de Montpellier, qui possède un service d'archives et qui gère elle-même ces archives. C'est également le cas du village de Saint-Chinian, pour lequel mon ami, ancien maire et sénateur Monsieur TROPEANO avait mis en place dans un couvent attenant à la mairie, un service d'archives autonome. Peu de communes l'ont fait, mais Saint-Chinian possède des archives magnifiques, avec des locaux et un personnel adéquats pour les protéger. La DRAC a donc accepté qu'il crée le service d'archives. Ce n'est pas dans la mairie.

Tout est en mouvement. La parole est à Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, je vous adore quand vous commencez à dire qu'il s'agit d'une petite erreur, et que vous commencez à vous éloigner du sujet en nous emportant sur celui des archives et de son historique. Il s'agit d'une erreur de 2 M€. De 5, nous passons à 7 M€. L'erreur s'élève donc pratiquement à 50 % du budget initial. Ces 2 M€ nous auraient peut-être permis d'accueillir l'équipe de France d'handball à Montpellier, un projet auquel manquaient 200 K€. Ces 2 M€ auraient peut-être également permis d'investir auprès des associations montpelliéraines. Ils auraient encore pu permettre de moins emprunter pour maintenir votre promesse de taux à 0 %. Une erreur de 2 M€ vous semble-t-elle normale ?

Monsieur le Maire : Pour cette raison, nous revoyons le dossier. Je vous inviterai à l'inauguration. Le prix que j'ai annoncé il y a trois ans était bien de 7 M€. L'erreur est survenue dans la tentative d'élaborer un programme à moindre coût, ce qui n'est pas possible.

Djamel BOUMAAZ : Vous allez nous faire croire, devant les Montpelliérains qui peut-être nous regardent, qu'il s'agit d'une erreur qu'aucun opérateur n'ait voulu, pour 5 M€, prendre en charge ce projet ?

Monsieur le Maire : Absolument, car ce n'était pas possible en fonction du cahier des charges.

Djamel BOUMAAZ : Si chaque erreur nous coûte 2 M€, je pense que l'héritage des Montpelliérains, de nos enfants, va être très lourd. Votre promesse de taux à 0 % va coûter très cher aux futures générations montpelliéraines.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur DELAFOSSE.

Michael DELAFOSSE : Monsieur le Maire, merci de me donner la parole. Je n'avais pas prévu d'intervenir sur ce sujet. Nous voterons cette délibération, car les archives contemporaines et anciennes sont séparées, car la médiathèque Zola et ses usagers que nous sommes, peut-être de manière trop ponctuelle, nécessitent plus de place, car nous avons besoin d'une unité. Par ailleurs, une mutualisation des moyens en réalisant cet investissement représente potentiellement une économie de personnel. La localisation des archives municipales et métropolitaines dans ce lieu est idéale, car à proximité de l'Université Paul Valéry et donc des jeunes chercheurs. Nous avons tous en mémoire la somme de 7 M€, coût de ce programme, néanmoins il s'agit d'un coût raisonnable en regard des travaux à réaliser pour accomplir un programme de qualité. Dans le cas contraire, nous serions contraints, dans quelques années, de présenter une délibération afin de réinvestir. La seule question pertinente consiste à nous demander s'il existe un risque de dépassement de cette enveloppe. Si nous élaborons un bon cahier des charges, nous y répondrons convenablement.

Il est tout à fait normal que des débats aient lieu dans notre assemblée, mais il est inutile d'engager des polémiques. La politique publique commande que la Ville de Montpellier dispose d'un lieu digne pour accueillir ces archives. Nous faisons beaucoup l'éloge du numérique, néanmoins le cartulaire des Guilhem doit pouvoir être présenté dans les meilleures conditions possibles. Nous redonnons vie à un bâtiment d'archives, donc nous voterons cette délibération. Les explications qui nous ont été fournies nous ont quelque peu interpellés, je le reconnais, mais elles ont été satisfaisantes. Nous vous en donnons donc crédit.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DELAFOSSE. Je précise que 7 M€ est le chiffre que nous avons toujours annoncé au Conseil Municipal, y compris au cours de l'ancien mandat. Vous pouvez le vérifier dans les archives. Ces 7 M€ correspondent aux autorisations de programme. Le problème est que dans le cahier des charges, la SA3M a tenté de passer à un moindre coût. Ce n'est pas possible, d'autant que pendant les dégradations, les menuiseries ont été endommagées. Si nous avions pu réaliser des économies sur les archives, nous l'aurions fait. Nous ne pouvons pas le faire, car ces menuiseries dégradées doivent être totalement restaurées.

Sabria BOUALLAGA : Il n'est pas question de polémiquer, Monsieur DELAFOSSE. Nous avons voté des affaires contenant des investissements de sommes astronomiques pour le bien public. Je dis simplement qu'une erreur est survenue. Peut-être provient-elle de la SA3M, peu importe. Je dis qu'à l'avenir, nous devons nous montrer vigilants, car la collectivité ne pourra pas supporter un grand nombre d'erreurs de cette dimension. Le

mot d'ordre, aujourd'hui, n'est pas la polémique, Monsieur DELAFOSSE, mais la vigilance quant à l'emploi de l'argent public, car ces 2 M€ vont être prélevés sur les ressources des contribuables.

Monsieur le Maire : 7M€ est le montant que nous avons voté. La SA3M a cru passer avec 5 M€, mais elle n'y est pas parvenue. Nous aurions pu réaliser des économies s'il n'y avait pas eu autant de dégradations. Malheureusement, tous les cadres en bois des fenêtres et des portes ont été dégradés et nous devons tout refaire. Je soumetts aux voix l'affaire 14.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

15. Agora des Savoirs 8e saison

Cycle de conférences 2016 – 2017

Agora Junior

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Pour sa 8^e saison, l'Agora des Savoirs souhaite poursuivre l'action Agora des Savoirs Junior et étendre ainsi le principe de la diffusion des connaissances aux élèves du primaire. Concrètement, il s'agira de permettre à des conférenciers qui l'ont souhaité, la semaine de leur conférence grand public (généralement le lendemain), d'intervenir sur un mode pédagogique auprès d'élèves des écoles du primaire. Ce procédé, adopté lors des saisons 2, 3, 6 et 7, avait rencontré un franc succès auprès des élèves comme des conférenciers. Il permet de plus de sensibiliser un nouveau public et de nouveaux quartiers à la manifestation.

Ces rencontres seront organisées en dialogue avec le Rectorat d'Académie et la Direction de la Réussite éducative. Les classes seront sélectionnées selon les candidatures reçues et dans le respect d'une juste répartition sur le territoire montpelliérain, avec l'objectif de permettre un accès égal aux rencontres à toutes les écoles de la Ville.

Cinq Agoras des Savoirs Junior seront organisées lors de cette 8^e saison, sur les thèmes et par les conférenciers suivants, en écho avec la conférence grand public prononcée le mercredi de la même semaine :

- Évelyne Heyer, *l'évolution et la diversité génétique de notre espèce* (1 février 2017)
- Élise Huchard, *repenser la frontière homme-animal* (22 mars 2017)
- Arnaud Fontanet, *qu'est-ce qu'une pandémie ?* (28 mars 2017)
- Yaël Nazé, *art et astronomie* (19 avril 2017)
- Carole Samdja, *les origines de la diversité biologique* (26 avril 2017)

L'intervention des conférenciers dans une classe se fera en plus de ces interventions, sur la base du volontariat.

Afin de préparer les classes sélectionnées, la Ville offrira à chaque élève concerné un exemplaire d'un livre en rapport avec la thématique abordée par celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider le principe de l'Agora des Savoirs Junior ;
- d'autoriser l'achat des livres destinés aux élèves, pour un montant maximum de 3 500 euros pour l'ensemble de la saison ;
- de prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

16. Théâtre Jean Vilar

Conventions de partenariat avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier pour l'organisation de l'option facultative théâtre Demande de subvention à la DRAC

Le théâtre Jean Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education nationale et du Ministère de la Culture, il est référent dans le domaine de l'art à l'école. Deux partenariats sont ainsi renouvelés dans le cadre de l'option facultative théâtre, avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier. Les créations des élèves sont présentées sur la scène du théâtre, dans le cadre de la manifestation la Cour des Arts, rencontres scolaires des arts de la scène à la Mosson.

L'option facultative théâtre menée au lycée Victor Hugo, participe depuis 2010 au rayonnement culturel de la Ville ; elle prend la forme de 3 ateliers d'une durée totale de 180 heures, encadrés par des comédiens montpelliérains. Dans le cadre de ce partenariat, le lycée organise l'activité et finance 50 % de la rémunération des compagnies théâtrales, pour un montant de 4 320 € pour l'année scolaire 2016-2017 (90 heures à 48 € de l'heure)

Le théâtre Jean Vilar accueille les élèves aux représentations des spectacles *Débrayage* et *Ubu Roi* ainsi qu'au stage « Ecole du spectateur » prévu les 2 et 3 avril 2017 ; il finance également 50% de la rémunération des compagnies participantes, pour un montant de 4 500 € (90 heures à 50 € de l'heure).

Deux actions complémentaires sont initiées et financées la le théâtre Jean Vilar : 6 heures d'intervention autour du spectacle Ubu roi (300 €) et 15 heures d'intervention à destination du niveau Terminale pour la Cour des Arts (750 €).

Une convention pluriannuelle 2016-2019 et un avenant pour l'année scolaire 2016-2017, joints en annexe, définissent les modalités de collaboration entre le théâtre Jean Vilar et le lycée Victor Hugo de Lunel.

Le lycée Frédéric Bazille (route de Mende), dans le cadre de son option facultative théâtre, travaille également depuis 2015 avec le théâtre Jean Vilar et souhaite renouveler ce partenariat pour l'année scolaire 2016-2017, par le biais d'un avenant à la convention pluriannuelle signée en 2016 ; cette option prend la forme d'un atelier d'une durée totale de 90 heures, encadré par une comédienne montpelliéraine. Le lycée Frédéric Bazille organise l'activité et finance 50 % de la rémunération de la comédienne (soit 2 250 €). Le théâtre Jean Vilar accueille les élèves aux représentations et prend en charge 50% de la rémunération de l'intervenante (2 250 €) et l'organisation d'un week-end de répétitions autour du spectacle (1 300 €).

Ces actions sont entièrement financées par des subventions de l'Etat, Ministère de la Culture et de la Communication, au titre du programme d'éducation artistique et culturelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention pluriannuelle de partenariat, jointe en annexe, entre la Ville, théâtre Jean Vilar et le lycée Victor Hugo de Lunel, pour l'organisation de l'option facultative théâtre, ainsi que l'avenant 2016-2017 à cette convention, également joint en annexe ;

- d'approuver l'avenant 2016-2017 à la convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville, théâtre Jean Vilar et le lycée Frédéric Bazille, joint en annexe ;
- de dire que les dépenses correspondantes, soit 5 550 € pour le partenariat avec le lycée Victor Hugo et 3 550 € pour le partenariat avec le lycée Frédéric Bazille, seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser le dépôt de demandes de subvention pour un montant équivalent au Ministère de la Culture et de la Communication (D.R.A.C.), conformément aux attributions prévues par l'Etat au titre de son programme d'éducation artistique et culturelle.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

17. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles et modification de nom d'une association Exercice 2017

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 2 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 31 000 € au titre de l'exercice 2017.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
4081	Grain d'image	P	18 000
3988	Maison de la Poésie	P	5 000
3988	Maison de la Poésie	F	8 000
	TOTAL		31 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

Par délibération 2016/492 du 15 décembre 2016, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 900 € au titre du fonctionnement 2017 à l'association Escola dau Paratge de Montpelhier.

Suite à un changement statutaire, il y a lieu de modifier l'attribution de la subvention comme suit :

Code	Structure	Type	Montant accordé
184	LOU PARAGE DE MOUNT PELIE	Fonctionnement	900 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- de proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions types et spécifiques le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 31 000 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et spécifiques annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur DELAFOSSE sort définitivement de séance et donne procuration à Madame BONNET

18. Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances- acceptation par la Ville de la dotation

Le thème « Adoptons les comportements qui sauvent » a été retenu par le Premier ministre comme grande cause nationale 2016. En effet, au-delà de la menace, avérée, d'attentats, les risques majeurs s'accroissent et, chaque année, davantage de personnes sont blessées ou tuées lors d'inondations ou de tempêtes. Il en va de même pour les accidents de la vie courante dont les chiffres sont éloquentes.

C'est dans ce contexte que la Fondation CNP Assurances a lancé un appel à projets dédié aux collectivités territoriales qui s'engagent pour implanter des défibrillateurs cardiaques et former la population à leur utilisation.

La Ville de Montpellier, forte d'une politique volontariste autour des « gestes qui sauvent » a reçu en 2014, les 3 cœurs du label « Ma Commune a du Cœur », lancé par l'Association RMC/BFM. Ce label qui valorise les bonnes pratiques locales en matière de prévention des accidents cardiaques, a récompensé le travail de la collectivité dans la formation du grand public et l'installation de 50 Défibrillateurs Automatisés Externes (DAE) sur son territoire.

La Ville de Montpellier a donc répondu à l'appel à projet en octobre 2016. Le conseil d'Administration de la Fondation CNP Assurances, lors de sa délibération du 16 novembre 2016, a décidé d'attribuer un soutien financier d'un montant global de 10717 € :

- 700 € pour l'installation du défibrillateur placé en extérieur place de la comédie
- 200 € pour l'acquisition d'un boîtier communicant pour protéger ce défibrillateur
- 9817 € pour la sensibilisation de la population à son utilisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat, précisant l'attribution d'une dotation de 10717 € par la fondation CNP Assurances à la Ville de Montpellier ainsi que les engagements réciproques des deux parties ;
- d'autoriser la Ville de Montpellier à faire recette de cette dotation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, il s'agit d'une excellente idée que d'implanter ce défibrillateur automatique sur la Comédie, c'est-à-dire dans une zone où il peut être accessible 24 heures sur 24. Une difficulté existe donc, en cas d'arrêt cardiaque, pour récupérer un défibrillateur, en particulier le soir. Je précise toutefois que chaque voiture de police est désormais équipée. Ma question consiste à savoir si ce défibrillateur sera implanté à proximité d'une caméra, afin d'éviter toute dégradation. Deuxièmement, ce défibrillateur fonctionne sur batteries. Qui surveillera ces batteries ? Est-il prévu un entretien régulier de ce matériel ? Ensuite, ma question porte sur la formation du personnel à l'utilisation de ces défibrillateurs, non seulement dans les administrations mais peut-être les écoles, afin que chacun puisse bénéficier d'une formation intéressante sur la pratique du massage cardiaque externe, tout d'abord, et ensuite du défibrillateur. Cette mesure permettrait une efficacité optimale de l'intervention en cas d'arrêt cardiaque.

Est-il prévu d'autres implantations ? J'ai constaté que le financement de ce dispositif était assuré par un appel d'offre. La municipalité va-t-elle prendre en charge à son compte l'installation de défibrillateurs à côté des pharmacies, par exemple ?

Monsieur le Maire : En l'absence de Madame NAVARRE, la parole est à Madame MARION pour répondre.

Chantal MARION : Monsieur le Maire, mes chers collègues, Caroline NAVARRE, Déléguée à la prévention santé et aux droits de la femme étant absente, et Madame CANAUD ayant très justement remarqué que cinquante défibrillateurs ont été installés, je vous rappelle que la Ville de Montpellier a obtenu la plus haute distinction du label « Ma commune a du cœur ». Après l'appel à projet, effectivement, la fondation CNP Assurances a doté la Ville de Montpellier d'un montant global de 10 717 €, dont 700 € pour l'installation des défibrillateurs, 200 € pour l'acquisition d'un boîtier communicant permettant de protéger ce défibrillateur, et 9 817 € pour la sensibilisation de la population. En effet, cette formation est très importante, car les défibrillateurs se trouvent dans des lieux publics. Ils ne doivent pas être systématiquement utilisés. Une formation très poussée sera donc dispensée.

Je tiens à signaler que les 50 défibrillateurs déjà installés sur la municipalité ont déjà permis de sauver deux personnes en 2017. Le choix de l'emplacement sur la place de la Comédie constitue une expérimentation. Ce défibrillateur sera surveillé et protégé. S'il n'est pas dégradé, d'autres appareils seront ajoutés dans la ville. Pour dire un mot sur le projet Montpellier capital santé, qui est un très beau projet, pourquoi ne pas l'étendre, par la suite, sur les communes dans le cadre de la Métropole ?

Ces défibrillateurs sont vraiment, avec une formation adéquate, un outil indispensable pour sauver des vies instantanément. Il s'agit d'un très beau projet, et je pense comme vous, Madame CANAUD, que la formation est indispensable. Elle sera assurée et les équipements seront surveillés. Si ce dispositif fonctionne sur la Comédie, il est prévu d'en installer ailleurs et d'équiper d'autres véhicules de police.

Monsieur le Maire : La parole est à Madame BONNET.

Françoise BONNET : Je voudrais ajouter que l'association Tous Ouverts au Massage cardiaque, née à Montpellier sur l'initiative d'un médecin, sensibilise les citoyens et leur apprend à effectuer des massages cardiaques. Cette association dispense déjà des formations dans les lycées et ailleurs. Il est intéressant de la mettre en valeur.

Monsieur le Maire : C'est avec eux que nous travaillons. Je vous remercie pour cette proposition, que nous avons anticipée. Je sou mets cette affaire aux voix.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Madame SALOMON, Messieurs LARUE, MALEK, RASSAT, et de SAINT-JOUAN sortent de séance.

19. Accord de coopération avec la Ville d'Obninsk et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la Région de Kalouga en Russie- Autorisation de signature

Le Conseil Municipal du 15 décembre 2016 a voté la création d'un service commun de direction de l'attractivité, du Tourisme et des Relations Internationales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (DCM 2016/552). L'une des ambitions de cette nouvelle direction est de développer une politique de rayonnement international commune au service du développement économique de notre territoire ainsi que l'identification, l'exploration et l'activation de l'ensemble des leviers contribuant à l'attractivité de la Ville et de sa Métropole.

Dans le cadre de cette stratégie d'internationalisation, et notamment en facilitant par exemple l'implantation réciproque des entreprises ou l'échange de technologies, Montpellier et sa Métropole ont identifié des pays cibles parmi lesquels la Russie et plus particulièrement la région de Kalouga et la ville d'Obninsk.

Comptant 107 000 habitants, Obninsk a un profil économique varié, combinant la recherche, l'industrie, l'éducation et la médecine avec 10 centres de recherche et plus de 2300 PME. Le 6 mai 2000, une Ordonnance du Président de la Fédération de Russie a attribué à la ville le statut de Ville de Science. Les réalisations obtenues par ses chercheurs dans les différents domaines font partie du patrimoine scientifique mondial.

A l'occasion du déplacement financé par la Métropole de Montpellier, du 29 janvier au 3 février 2017, à Obninsk, Kalouga et Volgograd en Russie, il est proposé à la Ville de Montpellier de signer l'accord de coopération avec la Ville d'Obninsk et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la Province de Kalouga. Cet accord a pour objectif de promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'innovation et des échanges commerciaux dans un esprit de partenariat ouvert et amical.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'approuver la signature de l'accord de coopération avec la Ville d'Obninsk et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la Région de Kalouga, dans le cadre de la mission d'affaire financée par la Métropole du 29 janvier au 3 février 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Nous partons en Russie, par -35°C, et nous allons, avec Madame MARION ici présente, signer un accord de coopération qui existe déjà depuis 2011 avec la province de Kalouga et la ville d'Obninsk. Cet accord n'avait jamais été matérialisé par une convention écrite. Nous allons donc matérialiser cette convention en Russie. La prochaine convention sera signée à Montpellier et les Russes viendront.

Cette convention porte à la fois sur le numérique, sur les start-ups, sur les universités, sur la coopération économique, ainsi que sur le domaine spatial, puisque nous visiterons une entreprise spécialisée. Nous sommes reçus par le Gouverneur de la province à la Douma, l'assemblée nationale russe. Je participerai à la cérémonie de commémoration de la bataille de Stalingrad à Volgograd le 2 février. Je serai reçu par l'Ambassadeur de France à Moscou, sur le site de l'Ambassade de France. La parole est à Monsieur DUMONT, Monsieur BOUMAAZ et Madame JAMET.

Christian DUMONT : Monsieur le Maire, je suis déçu que vous ne soyez pas reçu par Monsieur POUTINE.

Monsieur le Maire : Je n'ai pas demandé de rendez-vous avec Monsieur POUTINE. Je poursuis les accords entre les villes, qui ont débuté en 2011. A ce titre, je souhaite revenir sur la brève qui a été écrite ce matin dans Montpellier Plus, disant que j'approuvais les frappes aériennes lancées par Monsieur POUTINE en Syrie. J'en ai fait le démenti immédiat. J'ai repris strictement les propos de Jean-Luc MELENCHON sur ce sujet, car je partage son avis. Jean-Luc MELENCHON a dit : « Le peuple russe entretient une grande amitié avec la France. A Stalingrad l'an dernier, le gouvernement français n'a pas envoyé de représentant. Il s'agit d'une faute politique ». Se fâcher avec la Russie est une faute politique. Bien sûr, je condamne les frappes perpétrées sur les populations civiles comme je les condamne en Afrique, en Amérique du sud et partout dans le monde. Nous avons déjà émis un vœu sur ce sujet. La France et la Russie entretiennent néanmoins une amitié et une coopération de longue date. Il faut être un peu idiot pour ne pas le voir.

A Paris, à la Fondation Vuitton, nous faisons venir les collections Chtchoukine. Si Thomas PESQUET est allé dans l'espace à bord de Soyouz, c'est grâce à sa maîtrise de l'alphabet cyrillique et de la langue russe, car ses confrères astronautes sont russes. Avec les Russes, nous entretenons une vieille amitié et une coopération entre les peuples. Je ne vous ai pas dit que j'allais demander un rendez-vous à Monsieur POUTINE, et je ne l'ai pas fait.

Christian DUMONT : Nous sommes en droit d'être déçus. Le Maire de Montpellier est le maire de la huitième ville de France. Il ne s'agit pas d'un petit provincial qui nous fait un cours sur la géopolitique internationale. Si vous étiez si fort, vous seriez au Quai d'Orsay, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, je suis un petit artisan des faubourgs.

Christian DUMONT : Arrêtez de nous amuser. Dites que vous allez faire un séjour touristique sous la neige. Vous faites comme les autres, comme Monsieur FRECHE, comme Madame MANDROUX. En début de mandat, vous aviez dit que la politique des jumelages était terminée. Montpellier est déjà jumelée avec onze villes : Louisville, Heidelberg, l'île de Kos, Barcelone, Tibériade, Sherbrooke, Chengdu, Tlemcen, Fès, Bethléem, Rio de Janeiro, Palerme, et aujourd'hui, on nous parle du berceau de l'espace, Kalouga. Dans la région, la capitale de l'espace, ce n'est pas Montpellier mais Toulouse. Monsieur le Maire, arrêtez de nous raconter des sornettes. Aujourd'hui, vous parlez de matérialiser une convention qui existe depuis 2011. Vous vous moquez du monde. Avec les moyens de communication, par e-mail, ne pouvez-vous pas matérialiser cette convention ? Dites que vous avez envie, avec vos amis, de vous payer un voyage en Russie aux frais du contribuable montpelliérain.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, vous ne pouvez pas être élu Maire de Montpellier si vous défendez les intérêts de Toulouse. Vous pouvez être Maire de Toulouse.

Christian DUMONT : Je défends le porte-monnaie des Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Les habitants de l'agglomération, depuis 2011, participent aux coopérations avec la Russie, et je vais les signer pour les renouveler. J'en profite pour aller à Stalingrad, car le Gouvernement français ne l'a pas fait, et Monsieur MELENCHON a raison. Je cite Monsieur MELENCHON, mais les propos de Monsieur MACRON sur le sujet expliquent qu'une solution politique est toujours préférable à une solution sous forme de frappes aériennes et de guerre. Je partage également ce point de vue.

Je vais vous détailler le programme : départ de Montpellier à 6 heures 20 dimanche, arrivée à Moscou. Transfert à Obninsk. Ensuite, à 8 heures 30, nous partons pour l'Agence de développement par l'innovation à Kalouga. Entretien avec la Direction de l'Agence de développement par l'innovation, avec Monsieur Anatoly SOTNIKOV et Madame Irina NOVIKOVA. A 10 heures, départ pour l'Alliance des compétences, Parc des molécules actives, à Obninsk. A 10 heures 30, entretien avec la Direction de l'entreprise. A 11 heures 30, départ pour le Palais des Savants. Il s'agit de la mairie. A 12 heures, entretien avec les responsables de la ville d'Obninsk : le Maire, le Maire adjoint, le Directeur général des services, le chef du département de l'économie. A 13 heures 30, délégation de la métropole, à 15 heures, départ pour le Parc industriel, à 15 heures 30, visite du parc, à 16 heures, départ pour l'unité multimodale logistique FREIGHT village Vorsino. A 16 heures 15, visite de cette unité multimodale logistique. A 17 heures 15, départ pour le parc Musée ethnographique, visite à 17 heures 45. A 20 heures 30, retour à Obninsk.

Le 31 janvier, à 7 heures 45, transfert à Kalouga. Visite de l'Université. Départ pour la région. A 11 heures, entrée avec le Gouverneur de la région de Kalouga, Dmitrievitch ARTAMONOV. A 12 heures, conférence de presse. Je rencontre également les étudiants des universités. A 12 heures 15, déjeuner officiel. A 14 heures, interview avec le président à Nika TV. A 14 heures 30, départ pour le Musée de la conquête de l'espace. Les Toulousains vont être jaloux. Nous n'avons pas Airbus, mais nous concevons des nanosatellites. A 16 heures, visite du Centre Idova de culture. 16 heures 30, transfert à Taroussa, la Venise russe, visite de la ville et mission tourisme.

Le mercredi premier février, à Moscou, visite de la Douma avec les députés. Déjeuner à l'assemblée. Je suis d'ailleurs très heureux d'être reçu à l'assemblée russe. Je le dis pour les journalistes qui siègent à la tribune, car je n'ai jamais été invité à l'assemblée nationale à Paris. Je suis donc très heureux que les députés russes m'aient invité. A 14 heures 30, rendez-vous à l'Ambassade de France, à 15 heures 30, départ pour l'aéroport, vol pour Volgograd.

Le 2 février, à 9 heures 40, accueil par le Maire de Volgograd, Andrey VLADIMIROVITCH KOSOLAPOV. A 10 heures, cérémonie de dépôt des fleurs et couronnes au pied du Feu éternel à l'âme des héros. Vous rendez-vous compte que nous faisons ce que le Gouvernement français n'a pas fait ? Un million de morts, sur un kilomètre. Nous ne devons pas oublier que les armées de Hitler ont été arrêtées à l'Est par les Russes. A 10 heures 50, les autorités russes ont tenu à me faire visiter la colline sur laquelle ont eu lieu les combats. J'irai donc faire cette visite également. Nous revenons à minuit.

Le lendemain, nous effectuons la visite de l'école Voroshilovski à Volgograd. Transfert au Musée de la bataille de Stalingrad, etc. C'est terrible. Les services d'économie de la métropole seront avec nous. Il s'agit d'une petite délégation. Nous serons sept. Nous allons re-signer les accords avec les services économiques de la métropole.

Christian DUMONT : *[hors micro]* J'ai l'impression qu'il s'agit d'un emploi du temps d'une agence de voyage. C'est la réalité.

Monsieur le Maire : Nous avons pris avec nous un journaliste indépendant qui vous fera un rapport quotidien sur nos activités. Vous verrez la cadence, car il faut parvenir à la suivre.

Djamel BOUMAAZ : Une réflexion m'est venue, et je voudrais simplement que vous m'éclairiez la lanterne sur ce sujet, ainsi que sur votre éthique politique. Je vais vous lire un communiqué : « *Je condamne fermement cet acte d'intolérance et affirme que les manœuvres d'intimidation ne viendront pas ébranler mon engagement en faveur de la lutte pour l'égalité des droits* ». Je vous ai entendu parler tout à l'heure de création, d'échanges internationaux : cela va dans le bon sens. Toutefois, vous rappelez-vous de ce communiqué, Monsieur le Maire ? Il s'agit du vôtre.

Monsieur le Maire : En permanence, vous observez les mots que je prononce. Vous ne travaillez pas ?

Djamel BOUMAAZ : Je prêche la bonne parole auprès des Montpelliérains, croyez-moi. Ce communiqué vous appartient. Il fait suite au démantèlement du Rainbow Flag, que vous avez laissé sur le fronton de l'Hôtel de ville à l'occasion de la journée internationale de la lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Monsieur le Maire : C'est hors-sujet.

Djamel BOUMAAZ : C'est important. J'espère que vous allez aborder ce sujet avec vos homologues russes.

Monsieur le Maire : Cela ne traite pas de l'affaire. Mon devoir de police est d'arrêter le débat. La parole est à Madame JAMET.

France JAMET : Je souhaite poser quelques questions. Tout ce qui vient d'être dit m'inquiète terriblement. J'entends parler de faute politique, de Russie, de relations franco-russes. Je lis dans la presse que vous vous vantiez de faire, en tant que Maire et par rapport aux villes, ce que les États ne savaient ou ne pouvaient pas

faire. Je vous l'avais déjà entendu dire pour Palerme. Vous m'inquiétez. Vous avez promis d'être Maire à plein temps et vous êtes parti sur la Métropole. Vous vous êtes peut-être un peu égaré sur la région. Il me semblait que vous reveniez à de meilleurs sentiments.

Monsieur le Maire : J'ai beaucoup appris sur la région. Les régionales me sont très utiles aujourd'hui, car toutes les personnes que j'y ai connues et avec qui je suis resté en relation m'éclairent dans mes choix.

France JAMET : J'ai également appris beaucoup de choses aux régionales, et j'y apprend tous les jours sur la démocratie, le débat. C'est intéressant, mais nous n'en sommes pas là. Votre envergure au niveau de la Métropole est appréciable. Merci de me redonner la parole, puisque vous me faisiez remarquer tout à l'heure qu'ayant déjà débattu de certains sujets, il n'est plus nécessaire d'en parler en Conseil Municipal. Vous avez donc abordé des sujets très intéressants, comme les latrines sèches en Mauritanie. J'ai manqué cela et j'en suis désolée. J'ai des activités et je ne peux pas être partout. Je suis néanmoins touchée de constater que vous avez remarqué mon absence.

Cependant, ce positionnement dans une politique internationale, puisque nous sommes dans le cadre des relations internationales, m'inquiète. Je ne doute pas que vous ayez une opinion sur ces questions, mais je ne suis pas certaine qu'en tant que Maire de Montpellier ou Président de la Métropole, vous ayez à intervenir ou interférer dans la politique franco-russe. Je serais mal placée pour vous le reprocher, puisque je fais partie d'un mouvement qui est pratiquement le seul, puisque vous citez Monsieur MELENCHON, à remettre en question le sort qui a été réservé aux relations franco-russes et ses conséquences passées, présentes et à venir sur notre politique intérieure et extérieure, notamment avec les difficultés liées aux clandestins et aux migrants. Mon propos ne vous intéresse-t-il pas ?

Monsieur le Maire : Je vous écoute, mais puis-je vous poser une question technique ?

France JAMET : Il s'agit du premier élément. Comme je l'ai déjà dit, nous sommes dans l'héritage de Monsieur FRECHE. J'ai malheureusement l'impression que vous n'avez pas pris le meilleur, entre les maisons de région, les ambassades, les villes jumelées, que vous vous étiez engagé à restreindre, et peut-être même à abandonner. Vous repartez hélas sur les mêmes travers. Cela m'inquiète. Nous n'avons pas de bilan, nous ne connaissons pas le coût, nous ignorons à quoi cela sert. De plus, lorsque je vous entends parler des astres et que je vois que vous placez Montpellier dans la stratosphère à côté de notre astronaute, vous ne cessez pas de m'inquiéter. J'essaie de le prendre avec beaucoup d'humour, de vous le dire gentiment, mais je ne vais pas lever le doigt à chaque fois pour vous demander de me redonner la parole.

Si la ville de Turku, en Finlande, vous a demandé que quelqu'un puisse accompagner l'exposition photographique de Madame Elina Brotherus, je ne suis pas sûre de l'utilité d'un représentant du Conseil Municipal pour accompagner ces tableaux. Pour autant, je pense que la présence d'un chef cuisiner sur la cinquième édition de la semaine de la gastronomie française en Israël pourrait s'entendre. Je trouve néanmoins que vous dépensez beaucoup d'argent, et je vous le répète, pour un bilan qui est quasiment nul, sinon vous nous en parleriez. Ceci s'inscrit dans cette approximation et sur ces frais, sur cet argent du contribuable qui est dépensé à tout va. S'il s'agissait de votre argent, imaginez-vous ce que vous en penseriez ? Plus ou moins 2 M€, 0,4 % d'augmentation sur les impôts, tout cela n'est pas à la marge et m'inquiète. J'aimerais que vous redescendiez, non pas sur Terre, puisque vous n'êtes pas encore parti sur la fusée, mais je défends Montpellier au Conseil régional d'Occitanie, comme vous le savez. Vous pouvez compter sur moi, comme je vous l'ai déjà dit. N'hésitez pas. Revenez donc avec un peu plus de modestie, avec nous, occupez-vous de Montpellier, de sa Métropole, et je pense qu'à ce moment, les choses pourront bien aller. Je pourrais peut-être même vous le concéder.

Monsieur le Maire : Merci pour votre intervention, qui n'a pas que des mauvais côtés. Je mets cette affaire aux voix.

Monsieur BOUMAAZ sort définitivement de séance avant le vote de cette affaire.

Contre : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Abstentions : 3 (Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT)

Adopté à la majorité.

20. Signature d'un Mémorandum d'entente sur le Partenariat éducatif international

Les villes de Montpellier et Chengdu (Province du Sichuan-Chine) ont signé en 1981, le premier accord de jumelage entre une ville française et une ville chinoise.

Depuis cette année-là, les échanges n'ont cessé de se développer dans des domaines variés tels que l'économie, l'innovation, le tourisme, la mobilité étudiante, la santé, l'éducation, le sport, la culture...

L'année 2016 a été marquée par la célébration du 35ème anniversaire de la relation bilatérale entre les deux villes. M. le Maire de Montpellier a reçu M. Liangzhi TANG, Maire de Chengdu, au printemps 2016. Cette rencontre a été l'occasion de signer un mémorandum d'entente pour la période 2016-2020 dont l'objet était de consolider les relations réciproques entre les deux villes jumelles et Montpellier Méditerranée Métropole en participant à l'attractivité, au rayonnement international et économique des deux villes jumelles.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord, il est proposé de signer un mémorandum d'entente sur le Partenariat éducatif international entre le Bureau des affaires étrangères, des affaires des Chinois d'Outre-mer, le comité administratif de la zone Hi-Tech de la ville de Chengdu et la Ville de Montpellier. Ce dernier s'inscrit dans le prolongement de la convention tripartite entre le Bureau de l'Education de la Ville de Chengdu, la Ville de Montpellier et le Rectorat de l'Académie de Montpellier signée en 2012 et renouvelée en 2014. La signature de ce nouvel acte réaffirme la volonté commune de renforcer les échanges et la coopération dans le domaine de l'éducation préscolaire et élémentaire avec la création, notamment, d'un groupe scolaire à Chengdu, qui portera le nom de « Montpellier ».

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de signer le Mémorandum d'entente sur le Partenariat éducatif international entre le Bureau des affaires étrangères, des affaires des Chinois d'Outre-mer, le comité administratif de la zone Hi-Tech de la ville de Chengdu et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser l'appellation « Montpellier », comme nom du groupe scolaire à Chengdu ;
- d'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale.

Pour : 55

Contre : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame SALOMON, Messieurs RASSAT et MALEK entrent en séance.

Mesdames BODKIN, KERANGUEVEN (avec la procuration de Monsieur COUR) et MIRALLES sortent de séance.

21. Représentation de la Ville de Montpellier au vernissage de l'exposition Elina Brotherus, à Turku en Finlande du 15 au 17 février 2017- Autorisation de déplacement

Du 29 juin au 25 septembre 2016, La Ville de Montpellier a accueilli, au Pavillon Populaire, une exposition inédite de la photographe finlandaise, Elina Brotherus. Coproduite avec « la galerie Fotohof » à Salzburg en Autriche et le « Turku Art Museum » en Finlande, cette première rétrospective de l'artiste finnoise rassemble, sous le titre « La lumière venue du Nord », son travail visuel alliant la photographie et la vidéo, interrogeant les genres de l'histoire de l'art, autour du corps et du paysage.

Après un passage par Salzburg en Autriche, cette exposition sera visible, du 17 février au 21 mai 2017, au Musée des Beaux-Arts de la ville de Turku, en Finlande.

Dans le cadre de la collaboration engagée entre les deux pays et les deux villes sur cette exposition, le représentant de la Ville de Montpellier, M. Bernard Travier, Conseiller Municipal, a été invité à participer au vernissage qui se déroulera le 16 février 2017.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accorder à M. Bernard Travier, Conseiller Municipal, un mandat spécial pour le déplacement en Finlande du 15 au 17 février 2017 ;
- d'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés invités par M. le Maire ;
- d'autoriser M. Travier à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- de prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, sur le budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Je vous rappelle que nous travaillons beaucoup avec la Finlande, et que des coopérations très importantes se sont mises en route grâce, notamment, à la Directrice adjointe des affaires internationales, Madame Jaana REINIKAINEN. Je rappelle également que le maire d'Helsinki a été un étudiant de la ville de Montpellier, et que nous sommes en train de passer de nombreuses coopérations avec eux. Elina Brotherus a réalisé une magnifique exposition à Montpellier et va ensuite exposer en Finlande. Il s'agit de sa première grande exposition, qu'elle va transporter en Finlande. Nous agissons en partenariat avec les autorités finlandaises. Pour cette raison, Bernard TRAVIER s'y rendra. Il est bon de consolider nos relations avec les pays scandinaves, surtout dans la mesure où l'un de leurs représentants se trouve dans la place de Montpellier. Elina Brotherus a été présente dans tous les grands documents d'art, dans les revues et journaux nationaux. Elle a fait connaître Montpellier. Quand plusieurs milliers de spectateurs finlandais sont venus, lors de l'Euro de Basket en 2015, tout le monde était bien content de voir les maillots bleus et blancs dans les rues de Montpellier, et en premier lieu les commerçants. Lorsque l'entreprise de Saint-Gély-du-Fesc, Smoove, vend les vélos à Helsinki et assure le Vélolib' d'Helsinki, on ne dit pas que Monsieur SAUREL ne sert à rien. La parole est à Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Pour revenir sur les propos précédents de Madame JAMET, je rappelle que la municipalité précédente a été épinglée par la CRC pour certains voyages, Chine, Etats-Unis, et des frais de bouche. Je me rappelle qu'en début de mandat, vous vous êtes montré assez exigeant avec votre équipe vis-à-vis de tous ces frais. Vous nous l'avez suffisamment rappelé. Nous pouvons nous poser des questions sur le fait de savoir quel rayonnement Montpellier pourra obtenir dans cette ville. Peut-être les délibérations ne sont-elles pas suffisamment étayées. Tout à l'heure, vous vous êtes justifié sur votre déplacement en Russie. Je pense qu'à partir du moment où l'on n'a rien à se reprocher, une telle démarche n'est pas nécessaire, mais cela vous regarde.

Je me pose une autre question sur cette affaire. Monsieur TRAVIER est Vice-président à la Métropole, et nous votons là une affaire à la Ville pour un déplacement en Finlande. Je n'y vois pas d'inconvénient, sauf que vous êtes Vice-président, et non pas Adjoint à la culture. Je me demandais s'il ne revenait pas plutôt à Madame KERANGUEVEN de s'y rendre. Madame KERANGUEVEN est-elle confrontée à un empêchement ?

Monsieur le Maire : C'est exactement cela. Madame KERANGUEVEN ne peut pas s'y rendre, j'ai donc demandé à Monsieur TRAVIER de le faire pour des raisons de relations complètes entre nos deux villes. Je sou mets aux voix cette affaire.

Contre : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur TORTORICI sort de séance.

22. Participation d'un chef cuisinier à la 5ème édition de la Semaine de la Gastronomie Française en Israël du 5 au 10 février 2017

La ville jumelle de Montpellier, Tibériade en Israël, en partenariat avec l'Ambassade de France, l'Institut Français d'Israël, le service de coopération économique et Business France, organise pour la cinquième année consécutive la Semaine de la Gastronomie Française en Israël du 5 au 10 février 2017.

Pour cette nouvelle édition, la Ville de Tibériade renouvelle auprès de la Ville de Montpellier sa proposition d'inviter un chef cuisinier local. L'ensemble des frais relatif à ce séjour est pris en charge par la ville hôte, seul les frais de déplacement seront à la charge de la Ville de Montpellier.

Le chef cuisinier sélectionné participera à plusieurs événements célébrant la cuisine française dans différents hôtels et restaurants de qualité à Tibériade pendant trois jours et les trois jours restants dans d'autres villes israéliennes. Il donnera également une « Master class » aux élèves de l'école Rimonim de Tibériade afin d'enseigner certaines de ses techniques aux étudiants cuisiniers. Le chef sera également invité à participer à d'autres événements durant le Festival à travers le pays: Tel Aviv, Haïfa, Nazareth... afin de promouvoir Montpellier et ses alentours par le biais de son savoir-faire gastronomique.

Dans le cadre du fort positionnement euro-méditerranéen, la Ville de Montpellier souhaite développer les échanges de coopération économique et promouvoir l'attractivité du territoire ainsi que la gastronomie française en Israël. L'Office de Tourisme Métropolitain a proposé différents chefs exerçant leur activité sur l'aire montpelliéraine. En partenariat avec l'association les Chefs d'Oc et en association avec la Ville de Palavas-les-Flots, M. Paul COURTAUX, Chef du restaurant « le Saint Georges » a été retenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le déplacement de M. Paul COURTAUX en Israël du 5 au 10 février 2017 afin de promouvoir l'aire montpelliéraine ;
- de prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget 2017 de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser M. le Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur TORTORICI entre en séance.

Monsieur TRAVIER sort de séance.

23. Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation d'une nouvelle personnalité qualifiée

Conformément aux dispositions statutaires de l'Association, la Ville de Montpellier est représentée au sein du Conseil d'Administration de la Maison d'enfants Marie Caizergues par trois membres du Conseil Municipal (désignés par délibération du Conseil municipal du 18 juin 2015) et deux personnalités qualifiées (désignés par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2014).

Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, acteur majeur de la mise en œuvre de la politique sociale communale sur le territoire montpelliérain, compte depuis le 2 janvier un nouveau Directeur.

En conséquence, il est proposé de remplacer au sein du Conseil d'administration, parmi les deux personnalités qualifiées désignées par la Ville de Montpellier, Mme Dominique BETTSCHART, ayant exercé les fonctions de Directrice par intérim du CCAS, par M. M'hamed BELHANDOUZ, nouveau Directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation

Pour : 53

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

A été élu : Monsieur M'hamed BELHANDOUZ

24. Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant des conventions jusqu'au 31 Décembre 2017.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Aide annuelle en nature
Alcool et les proches	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	130 € 00 (12 h/mois)	35 €	95 €
Ecole des Arts Martiaux	2, rue des Tourterelles 34000 – Montpellier	130 € 00 (12 h/mois)	35 €	95 €
Bien Vivre à Aiguelongue	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	420 € 00 48 h/mois)	35€	385 €
Blouses roses	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	302 € 00 (32 h/mois)	35 €	267 €
Bonsai Club	2, rue des Tourterelles 34000 -	180 € 00 (8 h/mois)	35 €	145 €

	Montpellier			
APAJ Centre gitan	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	302 € 00 (32 h/mois)	35 €	267 €
Aiguelongue et Justice en Choeur	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	260 € (24 h/mois)	35 €	225 €
Conseil Citoyens	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	360 € (8 soirs/mois)	35 €	325 €
Association Française des Usagers des Banques	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	180 € (16h/mois)	35 €	145 €
Myosotis	Ex MpT Emma Calvé	25 € 00 (5h/mois)	35 €	-
Radio Campus (ADOREM)	Ex MpT Emma Calvé	885 € 00 (50h/mois)	35 €	850 €
Six Sens	Ex MpT Emma Calvé	448 € (68h /mois)	35 €	403 €
Comité de quartier Nord	Ex MpT Emma Calvé	156 € 00 (24 h/mois)	35 €	121 €
Amitié Franco Vietnamienne	Ex MpT Emma Calvé	224 € 00 (34 h/mois)	35 €	189 €
AFTOC	Ex MpT Emma Calvé	21€ 00 (3h30/mois)	35 €	-
Association Philatélique Montpelliéraine	9, rue de la Poésie	542 € 00 (20 h/mois)	35 €	507 €
Montpel Libre	9, rue de la Poésie	216 € 00 (8 h/mois)	35 €	181 €
Toranomaki	9, rue de la Poésie	357 € 00 (14 h/mois)	35 €	322 €
Le Baobab	La Ruche 11, rue des Abeilles	252 € 00 (12 h/mois)	35 €	217 €
Amicale des Radesthésistes	La Ruche 11, rue des Abeilles	192 € 00 (10 h/mois)	35 €	157 €
Bout'Entrain	La Ruche 11, rue des Abeilles	378 € 00 (18 h/mois)	35 €	343 €
Confédération syndicale des familles	La Ruche 11, rue des Abeilles	252 € (12 h/mois)	35 €	217 €
Passe Pierres	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux	115 € 00 (24 h/mois)	35 €	70 €
ANR 34	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux	172 € 00 (36 h/mois)	35 €	137 €
Amis des étudiants	Jacques Prévert 12, rue des Sureaux	345 € 00 (72 h/mois)	35 €	310 €
Arceaux Montpellier (foot)	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux	432 € 00 (stockage)	35 €	397 €

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les 26 conventions de location du domaine public et privé de la Ville jointes en annexe ;
- d'approuver les loyers et redevances minoré proposés aux 26 associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 6370 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs LARUE et de SAINT JOUAN entrent en séance.

25. Mise à disposition à titre gratuit de salles des Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 5 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1075 €

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : RC Lemasson 575€

MPT CHOPIN : Epilepsie France 110€

MPT COLUCCI : Creche La Ribambelle 140€, Lyu Taiko 140€

MPT MERCOURI : Parkpour 110€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 26 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2940€

Les associations concernées sont :

MPT BRASSENS : Association Passeurs de cultures, passeurs d'images 220€

MPT CURIE : Fédération national des Cie de théâtre et d'animation 110€, Association St Paul Ste croix 110€, As Celleneuve football 55€

MPT DUBOUT : Justice hirondelle 55€

MPT COLUCCI : Crèche Bamboubulle 55€

MPT ESCOUTAIRE : Aizakadja 165€, Jasmin d'orient 220€, Axents 55€, Comité des fêtes 55€, Crazy rebels 110€, Féminateliens 245€, Enfants Bulgares à Montpellier 55€

MPT PAGNOL : Amitié Franco Malgache 55€, FAC Pas du Loup 110€

MPT VOLTAIRE : Afrikante 110€, Surdi 34 55€, Alavie 275€, Les Amis de la Rochelle 110€, Mare Nostrum 55€, Mad series 110€

MPT PARKS : Amélie deux ailes 55€

MPT LAGRANGE : Bosphore 110€

MPT MERCOURI : Jazz à tous les étages 220€, Eurogrèce 55€, Alisé 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre définit dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

**26. Extension de la fourrière municipale
Villa chemin de Poutingon**

Autorisation de dépôt de permis de démolir

Dans le cadre de la gestion active de son patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens immobiliers, la Ville a prévu pour l'année 2017, d'effectuer des travaux de démolition en vue de permettre l'extension de la fourrière municipale.

Ainsi pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer le permis de démolir pour les bâtiments suivants : le garage et la maison du gardien Villa chemin de Poutingon - 280 chemin de Poutingon – 34000 MONTPELLIER.

Les travaux consisteront à désamianter et démolir la maison du gardien et le garage, pour un montant estimé des travaux qui s'élève à 75 000€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux de démolition des bâtiments susmentionnés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'Adjoint Délégué à signer et déposer le dossier de permis de démolir nécessaire à la réalisation de cette opération ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2017 – chapitre 900 – Fonction 207 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

27. Avenant n°2 à la convention conclue entre l'Etat et la Ville de Montpellier en date du 15 octobre 2013 relative à l'installation ou au raccordement de sirènes étatiques au système d'alerte et d'information des populations (SAIP)

Dans le cadre du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, le gouvernement a décidé de doter les autorités de l'Etat ainsi que les communes d'un « *réseau d'alerte performant et résistant* » constitué de sirènes.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP), qui repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces dont les sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Par convention en date du 15 octobre 2013, plusieurs sirènes, appartenant à l'Etat, ont été installées sur 7 bâtiments appartenant à la Ville de Montpellier.

Le présent avenant est établi dans le cadre du renforcement du dispositif d'alerte de la population par l'attribution d'une nouvelle sirène étatique installée sur l'école maternelle François Mitterrand située 297 rue Henri Lagattu.

Toutes les conditions et obligations figurant dans la convention conclue le 15 octobre 2013 entre l'Etat et la Ville de Montpellier demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°2 à la convention conclue le 15 octobre 2013 entre l'Etat et la Ville de Montpellier, portant sur l'attribution d'une nouvelle sirène étatique installée sur l'école maternelle François Mitterrand, joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

28. Copropriété Ensemble Centre Commercial et Parking du Polygone Participation de la Ville en tant que copropriétaire aux charges exceptionnelles induites par le projet de rénovation

Le centre commercial du Polygone est un ensemble immobilier commercial ouvert en 1975 et, depuis lors, locomotive commerciale du centre-ville montpelliérain.

Le centre commercial a connu, en 1990, une phase de travaux importants qui a conduit à une surélévation d'un troisième niveau de surface commerciale supplémentaire.

Depuis 1990, le centre n'a fait l'objet que de travaux d'entretien et de relooking commercial.

Autour de 111 enseignes et un peu plus de 45 400 m² de surface commerciale utile (GLA) le composent à l'heure actuelle.

Outre l'intérêt que la Ville porte à cet outil commercial majeur, elle en est également directement copropriétaire au titre des 930 places de stationnement (lots de copropriété 7014 et 7016) situées dans le parking souterrain, et qui appartiennent à l'ensemble immobilier « Copropriété de l'ensemble immobilier Parkings et Centre Commercial du Polygone ».

Face à la nécessité de conforter cet outil, de le moderniser, mais également de procéder à une mise aux normes en particulier des parkings exigée par la réglementation, la copropriété de l'ensemble immobilier a décidé lors de son assemblée générale du 22 juillet 2016 de lancer un programme complet de rénovation du centre et des parkings.

Ce programme de rénovation ne comprend aucune extension de surface commerciale et a principalement pour objet :

- De procéder à un relooking commercial complet,
- D'améliorer le confort - client principalement par le biais d'un apport en luminosité en réalisant un geste architectural fort : la construction d'une verrière toute longueur,
- De reprendre les façades,
- De réaménager l'ensemble des circulations horizontales et verticales, en agrandissant en particulier le mail central,
- D'engager la mise aux normes des parkings souterrains.

La Ville est partie prenante du projet en qualité de détenteur des lots 7014 et 7016 (47 % des parkings), qui correspondent à un peu plus de 10 % de détention de l'ensemble immobilier global, mais également de bénéficiaire depuis 1975 d'une servitude de passage public depuis la place Paul Bec – Echelles de la ville jusqu'à la fin de la dalle du Triangle et donc comprenant le centre commercial du Polygone et son mail central.

La copropriété est constituée au-delà de la Ville de 5 autres copropriétaires : la société Citynove - Grands Magasins des Galeries Lafayette, la SCI POLLYMAIR (propriétaire des murs de l'enseigne Monoprix), la société Redevco (propriétaire des murs de l'enseigne C&A), les sociétés SNC Polygone I et II (groupe SOCRI), la société SNC Société des Parkings du Polygone (groupe SOCRI).

Le coût prévisionnel de l'opération de rénovation stricto sensu est de 34,535 M€ HT.

La maîtrise d'ouvrage déléguée par les copropriétaires a été attribuée à la société SOCRI Promotions.

Le calendrier opérationnel prévoit le dépôt de la demande de permis de construire début 2017 pour un octroi à l'été 2017, et un démarrage des travaux au mois de janvier 2018 pour une livraison fin 2018.

Etant donné la qualité diverse des parties prenantes au projet, et en particulier de la Ville qui ne détient que des places de stationnement et des parties communes, à défaut bien entendu de tout espace commercial, l'Assemblée générale du 22 juillet a validé le principe de non-respect des règles de répartition des tantièmes de copropriété pour le financement du programme de rénovation.

Ainsi, bien que détenteur d'un peu plus de 10% de la copropriété, la participation de la Ville est ramenée à 3,52 % soit 1,217 M€ HT.

Ce taux négocié revient à limiter la participation de la Ville à la seule mise aux normes des parkings.

Par ailleurs, en qualité de bénéficiaire de la servitude de passage public de 1975 précitée, elle est également appelée à financer une opération connexe, étude d'esquisse et d'intentions concernant l'aménagement de l'entrée principale du centre commercial côté Comédie et de réaménagement des sols, chiffrée à 21 000 € HT, budget total maximum, à cheval sur le parcellaire de la copropriété, le domaine public et la dalle du Triangle, à hauteur de 10 500€ HT maximum, étude menée dans le cadre de la même opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à participer à hauteur de 3,52 % capés à 1,217 M€ HT, au titre de charges exceptionnelles de copropriété, au programme de rénovation de l'ensemble immobilier du centre commercial et des parkings du Polygone dont elle copropriétaire ;
- d'autoriser la Ville, en qualité de copropriétaire et de bénéficiaire d'une servitude de passage public, à financer à hauteur de 50% capés à 10 500 € HT maximum, l'étude d'intention complémentaire relative à l'aménagement de l'entrée principale du centre commercial côté Comédie et de réaménagement des sols de la dalle du Triangle ;
- de dire que les crédits seront prélevés sur le budget de la Ville au titre de sa politique de gestion patrimoniale des biens municipaux ;
- d'autoriser le Maire et, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur TRAVIER entre en séance.

29. Attributions de subventions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2017

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL / DROIT DES FEMMES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
55	UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE	F		1 400 €
1853	FEMMES ACTIVES MOUV	M	ATELIER FAM	900 €
3855	MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	F		500 €
4703	AMICALE DU NID	F		1 300 €
5377	CICADE	M	LIEU DE RESSOURCE SUR LE DROIT DE LA FAMILLE DES FEMMES ETRANGERES OU ISSUES DE L'IMMIGRATION	1 200 €
6370	BIEN VIVRE À AIGUELONGUE	M	ATELIER SANTE CITOYENNETE ET DROIT DES FEMMES	250 €
TOTAL				5 550 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
578	AVENIR SANTE	F		4 000 €
578	AVENIR SANTE	M	LOS ANGELS DE LA NUECH	12 000 €
TOTAL				16 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	M	OFFRE CULTURELLE	960 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

2) Modifications d'attributions de subventions

- Dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL, par délibération n°2016/499, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 5 000 € à l'association AMICALE DES CATALANS DE

MONTPELLIER pour la réalisation du projet « APLEC de Montpellier ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

- Dans le cadre des temps d'activités périscolaires, par délibération n°2016/157, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 5 400 € à l'association OAQADI ON A QUELQUE CHOSE À DIRE pour la réalisation du projet «Découverte de la radio, un outil éducatif». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser intégralement le projet, il y a lieu de modifier l'attribution de cette subvention comme suit :

Code	Structure	Projet	Ancienne attribution	Nouvelle attribution
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE À DIRE	Découverte de la radio, un outil éducatif	5 400 €	2 100 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 22 510 €;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'approuver les modifications d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Madame JAMET.

France JAMET : Pour expliquer mon vote, je vais être obligée de voter contre, puisque vous refusez le vote par division. Je note encore une fois la récurrence de ces subventions versées à l'association Gammes pour l'aide aux migrants. Je note, encore une fois, une subvention versée à la LGBT pour essayer de compenser et d'éponger la dette après le report et l'annulation de la Gay Pride, ce que vous aviez dit que vous ne feriez pas, mais que vous êtes en train de faire. Je ne voterai pas, car une fois de plus apparaît la récurrence de ces subventions aux FRANCAS, au FISE, qui se portent assez bien pour faire l'économie de 70 000 euros les FRANCAS 50 000 euros. Tout cela fait de bons Français. Ces subventions additionnées correspondent à 1 122 864 euros. J'appelle cela du saupoudrage, donc je voterai contre.

Monsieur le Maire : Je sou mets aux voix l'affaire 29.

Pour : 56

Contre : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame BODKIN entre en séance.

Monsieur YOUSSEUS sort de la séance.

30. Reports d'affectations de subventions votées sur des exercices antérieurs

Dans le cadre de l'exécution du budget 2016, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ces subventions concernent notamment des projets nécessitant la production, par la structure subventionnée, des éléments définitifs du dossier. Ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement.

- Dans le cadre de la thématique **ACTIVITES EDUCATIVES ET PERISCOLAIRES:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
38	RADIO AVIVA AMDCJLR	M	INITIATION À LA RADIO	1 575 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	M	PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE CROIX D'ARGENT	450 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	M	PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE GAMBETTA	450 €
88	RADIO AVIVA 88 FM DCJ EN LR	M	DECOUVERTE DES METIERS DE LA RADIO INITIATION AU DEBAT ET REALISATION	900 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	M	LA LUDOTHEQUE A L'ECOLE	4 200 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	M	SENSIBILISATION AU HANDICAP VISUEL	165 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	M	N'ATTENDS PAS DEMAIN	350 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	PROJET EDUCATIF PERISCOLAIRE	5 215 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	PROJET EDUCATIF PERISCOLAIRE	5 215 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	PROJET EDUCATIF PERISCOLAIRE	5 215 €
819	OUVRE-TÊTE	M	EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT	840 €
950	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UNIVERSITE CLUB-MUC	M	ACTIVITES NATATION PERISCOLAIRES	450 €
950	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UNIVERSITE CLUB-MUC	M	ACTIVITE NATATION PERISCOLAIRE	1 050 €
1046	VISUEL - LANGUE DES SIGNES - LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	À TOI DE SIGNER	1 080 €
1240	SATELLITE	M	DANSE A L'ECOLE	700 €
1461	COLLECTIF KOA	M	JAZZ RENCONTRE LES MOMES	3 500 €
1469	LES FRANCAS DE	M	ANIMATHEQUE	49 000 €

	L'HERAULT			
1531	LECTURA E OC	M	LECTURA E OC	450 €
1531	LECTURA E OC	M	L'ORA DEL CONTE (L'HEURE DU CONTE)	1 050 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	M	ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES CLIS 1 MOSSON	2 400 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	EXPRESSION CORPORELLE : EVEIL A LA MULTI DANSES	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	EVEIL CORPOREL MOTRICITE / SPORT	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MULTI-DANSES	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MULTI-SPORTS	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	EXPRESSION CORPORELLE ET MULTI-DANSES	1 800 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MOTRICITE ET MULTI-SPORTQ	1 800 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MULTI SPORTS	8 260 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MULTI DANSES	4 830 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	ANGLAIS	4 830 €
1891	MONTPELLIER AGGLOMERATION GRS	M	GRS	900 €
1893	CENTRE CHOREGRAPHIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC- ROUSSILLON	M	ATELIER DE PRATIQUE CHOREGRAPHIQUE ET DE PRATIQUE DU REGARD	690 €
2324	ECOLE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS DE MONTPELLIER	M	DECOUVERTE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS	1 011 €
2324	ECOLE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS DE MONTPELLIER	M	DECOUVERTE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS	4 130 €
2326	MUSIC EVENTS	M	CORPS CURIEUX / CORPS SENSIBLE	3 000 €
2344	MAYANE ASSOCIATION	M	MON QUARTIER FACE AUX RISQUES	300 €
2344	MAYANE ASSOCIATION	M	MON QUARTIER FACE AUX RISQUES	3 000 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	DE L'ECOLE A LA SCENE	780 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	L'ATELIER DES ARTS DU SPECA	1 350 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	L'ATELIER DES ARTS DU SPECTACLE	240 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	L'ATELIER DES ARTS DU SPECTACLE	5 180 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB	M	PEDT SPORT	900 €

	DE MONTPELLIER		TAMBOURIN	
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	M	TAMBOURIN	2 100 €
3131	MUC SKATEBOARD	M	SKATE A L ECOLE	300 €
3461	CONVERGENCES 34	M	SOUTIEN À LA SCOLARITE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRES D INTERETS DE L'ENFANT MOSSON	264 €
3461	CONVERGENCES 34	M	SOUTIEN À LA SCOLARITE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRES D INTERETS DE L'ENFANT MILLENAIRE	264 €
3923	ASSOCIATION FORME SPORTS ET LOISIRS	M	TAPS ECOLE FREDERIC BAZILE	720 €
4144	MUC VACANCES	M	MUC VACANCES-TEMPS PRERISCOLAIRE EDUCATIF(TPE) 2016/2017	67 795 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	M	STAGE MINI-SAUVETEURS	2 100 €
4547	LA MAISON DU JUDO	M	JUDO DECOUVERTE	900 €
4586	VACANCES EVASION	M	DEFINITION ET REALISATION D'ACTIVITE EDUCATIVES	15 645 €
5421	THEATRE ENTRE NOUS	M	THEATRE POUR JOUER	190 €
5499	COMPAGNIE LA HURLANTE	M	ATELIER MASCARADE	750 €
5537	MOM'ART FACTORY	M	DES HISTOIRES DANS MA VALISE	1 500 €
5589	THEATRE SOLILOQUE	M	VIVE LE THEATRE AUX HAUTS DE MASSANE	660 €
5844	LES DES-CALES : CLUB ASSOCIATIF LUDO-ENVIRONNEMENTAL	M	EDUCATION PAR LE JEU	2 471 €
5898	LA PETITE FABRIQUE	M	CREA	5 250 €
6049	CELLULE ARTISTIK'	M	PREMIER PAS DANS L'ART A L'ECOLE PRIMAIRE	408 €
6281	RUGBYTOTS MONTPELLIER	M	RUGBYTOTS MONTPELLIER TAPS 2015/2016	1 800 €
6322	ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE SONIKETE FLAMENCO	M	DANSE FLAMENCO ET MUSIQUE FLAMENCO	520 €
6360	CIE ANTIBROUILLARTS	M	VIVE LE TJEATRE AUX HAUTS DE	660 €

			MASSANE	
6497	EAU POUR LA VIE	M	L'EAU ICI ET AILLEURS	2 250 €
6497	EAU POUR LA VIE	M	LES ENJEUX DE L'EAU	5 005 €
	LA COMPAGNIE NECH	M	LE CLAPOTIS CLAP CLAP DE L'EAU	1 350 €
	GROUPE NATURALISTE DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER	M	INITIATION À LA BIODIVERSITE	1 050 €
TOTAL				243 008 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	M	CLASSES DECOUVERTES	55 448 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	F		2 000 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	F		1 500 €
6285	LA MAISON DES HISTOIRES	F		400 €
TOTAL				59 348 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE EDUCATION:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	M	CENTRE DE LOISIRS DE LA MOSSON	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **CULTURE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1523	DANSOMANIA ASSOCIATION	F		5 000 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	M	24ÈME Nuits de Sainte Anne	1 800 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	M	24ÈME Nuits de Sainte Anne	3 500 €
3156	PRIMESAUTIER THEATRE	M	LE PRINCIPE DU TRUC!	1 000 €
4377	PULX	M	DISTRICT DANSE	1 500 €
4472	LA VISTA THEATRE DE LA	M	PASS VISTA	3 060 €

	MEDITERRANEE			
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	M	MONTPELLIER AU CINEMA	1 050 €
TOTAL				16 910 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923

- Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6470	RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	M	SÉMINAIRE ET FORMATION DU JARDINAGE BIO	500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE / EMPLOI:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1196	BGE MONTPELLIER	M	CITÉSLAB MONTPELLIER	1 200 €
5331	MILLENERGIES	F		7 000 €
TOTAL				8 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE:**

Code	Structure	Type	Montant
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	F	800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **ENFANCE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	M	PROJET D'EXTENSION DES LOCAUX DE LA STRUCTURE MULTI-ACCUEIL	61 766 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	M	AGRANDISSEMENT DES LOCAUX	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25652, nature 20422, chapitre 906

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5074	CONFRERIE DES PENITENTS BLANCS	M	RESTAURATION DE LA CHAPELLE SAINT FOY	5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	F		700 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	M	30 ANS DE MAISON DE MONTPELLIER ET 55 ANS DE JUMELAGE ENTRE MONTPELLIER ET HEIDELBERG	3 900 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	M	ACHAT DE MOBILIER	1 500 €
6575	CODIGE	M	COLLOQUE FRANCO-BRÉSILIEN BRAFITEC	1 000 €
TOTAL				7 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS:**

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
775	MONTPELLIER SAUVETAGE	M	ACTION ET FORMATION CITOYENNE	1 300 €
5942	ETUDIANTS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ASSOCIATIF EDDA	M	GESTION ET COMMUNICATION DE LA ROUTE DES PAPILLONS	500 €
TOTAL				1 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
950	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UNIVERSITE CLUB-MUC	M	CHAMPIONNATS DE FRANCE ÉLITE NATATION QUALIFICATIFS	18 000 €

			POUR LES JEUX OLYMPIQUES	
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	M	20 KM DE MONTPELLIER	3 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F		1 900 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	M	LOU CLAPAS CUP	1 050 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	M	FISE	70 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	M	MINI MARATHON REGIONAL DE COURSE EN LIGNE DE MONTPELLIER A PALAVAS	1 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	F		4 000 €
4913	ASSOCIATION SPORTIVE ATLAS PAILLADE	F		3 450 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	F		51 000 €
5442	SAS MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	F		7 000 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	F		72 500 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SASP MHSC	F		45 000 €
5443	SAS MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SAS MHSC	F		42 500 €
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES	F		500 €
6428	FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIES	M	CHAMPIONNATS D'EUROPE DE KARATE 2016	7 500 €
	COMITE D'ORGANISATION France 2017 COUPE DU MONDE DE HANDBALL	M	COUPE DU MONDE DE HANDBALL 2017 – Participation 2015	50 000 €
	COMITE D'ORGANISATION France 2017 COUPE DU MONDE DE HANDBALL	M	COUPE DU MONDE DE HANDBALL 2017 – Participation 2016	65 000 €
TOTAL				443 400 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 924

- PARTENARIAT SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	STAGE"LA TÊTE	1 200 €

			ET LES JAMBES"	
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	M	PARTENARIAT SPORT	1 200 €
5697	SLACKADDICT	M	STAGES VACANCES SCOLAIRES	1 500 €
TOTAL				3 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- o Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
578	AVENIR SANTE	M	LOS ANGELS DE LA NUECH 2015	3 600 €
578	AVENIR SANTE	M	LOS ANGELS DE LA NUECH 2016	3 600 €
2814	OPERES DU COEUR ET MALADES CARDIAQUES	F		1 300 €
5615	ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES FAMILLES DE DONNEURS D'ORGANES - AFFDO	M	OEUVRE D'ART EN HOMMAGE AUX DONNEURS D'ORGANES ET À LEURS FAMILLES	3 000 €
TOTAL				11 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- o Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	M	LA SCIENCE EN BAS DE CHEZ TOI	1 000 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	M	AUX SCIENCES CITOYENS-PRÈS D'ARÈNES	1 000 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	M	SCIENCES DANS MON QUARTIER	1 000 €
64	ADAGES	M	ESPACE JEUNESSE	1 050 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	M	TIERS LIEU CULTUREL ET ARTISTIQUE	1 200 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX	M	UNIVERSITÉ DU CITOYEN	1 200 €

	CULTURE CITOYENNETE IPEICC			
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	M	ADIAV	1 950 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	ACCUEIL JEUNES MOSSON	1 200 €
1196	BGE MONTPELLIER	M	CITÉSLAB MONTPELLIER	11 000 €
1281	KAINA	M	KAINA.TV	1 200 €
1281	KAINA	M	KAÏNA TV	1 200 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	SOUTENIR LES APPRENTISSAGES POUR LA RÉUSSITE SCOLAIRE	500 €
1464	CESAM MIGRATIONS SANTE LANGUEDOC, COMITE POUR LA SANTE	M	POUR UNE PRISE EN CHARGE DES FRAGILITÉS PSYCHO- SOCIALES: MÉDIATION INTERCULTURELLE ET SOUTIEN À LA PARENTALITÉ	1 500 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	M	ACCÈS AUX DROITS ET E- ADMINISTRATION	2 000 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	M	WEBACTION- MÉDIATION EMPLOI	960 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	M	ACCÈS AUX DROITS ET MÉDIATION FAMILIALE	1 500 €
1961	UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT	M	MÉDIATION LOCATIVE CÉVENNES	1 200 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	GUDIANCE SOCIO ECONOMIQUE	1 050 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	ACCÈS AUX DROITS ET MÉDIATION SOCIALE	1 050 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	M	POINT ECOUTE POUR LES PARENTS	1 500 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	M	PRÉVENTION ET ACCÈS À LA SANTÉ DES JEUNES ET DES FAMILLES EN GRANDE DIFFICULTÉ	3 500 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION,	M	ATELIERS SOCIOLINGUISTIQUES	1 050 €

	LOISIRS ET EDUCATION - ACLE			
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	M	ATELIERS SOCIO- LINGUISTIQUES	1 350 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	INTERFACE	1 500 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	PRÉVENTION, SOUTIEN, ORIENTATION SANITAIRE ET SOCIALE POUR LES JEUNES	2 100 €
4388	LE PASSE MURAILLE	M	CHANTIERS CITOYENS	3 000 €
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	M	ACTIONS CULTURELLES DU THÉÂTRE LA VISTA	500 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	M	ACCUEIL, INFORMATION ET MÉDIATION DE PROXIMITÉ	1 350 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	VERS UNE INTÉGRATION SOCIO- LINGUISTIQUE RÉUSSIE	1 050 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	LEVER LES FREINS D'ACCÈS À LA CITOYENNETÉ	1 050 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	POUR LEVER LES FREINS D'ACCÈS À LA CITOYENNETÉ	1 200 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	VERS UNE INTÉGRATION SOCIO- LINGUISTIQUE RÉUSSIE	1 050 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES AVEC	M	AIDE ÉDUCATIVE AUPRÈS DES PARENTS	1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	ATELIER DE QUARTIER MONTPELLIER	1 350 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	ESPACE RESSOURCES HABITAT	1 350 €
5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	M	CLUB	1 350 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	M	FACILITER L'ACCÈS AU DROIT PAR L'ACCÈS À DES INFORMATIONS ET CONSULTATIONS JURIDIQUES	3 000 €

			GRATUITES	
5249	SERVICE D'ORIENTATION ET DE MEDIATION POUR L'INSERTION SOCIALE - SOMIS	M	MÉDIATION ADMINISTRATIVE ET SOCIALE, INTERPRÉTARIAT, ÉCRIVAIN PUBLIC	1 560 €
5951	LE LAIT SUR LE FEU	M	DES PAROLES ET DES IMAGES 1.3	500 €
5951	LE LAIT SUR LE FEU	M	TRACES1.3/LE PETIT BARD FAIT SON CINÉMA/PASSEURS D'IMAGES	500 €
6336	UNIS CITE	M	METTRE EN PLACE UN PROGRAMME DE SERVICE CIVIQUE POUR LES JEUNES DE MONTPELLIER MÉTROPOLE	1 500 €
TOTAL				65 270 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	F		1 000 €
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	SUIVIS PSYCHOLOGIQUE DE 30 JEUNES	1 000 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	M	CHANTIERS EDUCATIFS	6 000 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	F		3 600 €
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION HERAULT RAIH	F		1 350 €
4908	FACE HERAULT	F		1 200 €
5765	H2M	F		1 800 €
TOTAL				15 950 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

Code	Structure	Type	Montant
1036	ASSOCIATION PREVENTION SPECIALISEE 34	F	71 772 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24291, nature 65733, chapitre 925

- DROIT DES FEMMES

Code	Structure	Type	Montant
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	F	3 600 €
3359	MOUVEMENT DU NID	F	2 040 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	F	1 200 €
TOTAL			6 840 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

- LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
650	GAMMES UNION DES ASSOCIATIONS DU CSO ESPOIR	M	CRÉATION D'UN CADA DE 90 PLACES	30 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	M	INSTALLATION D'UNE CHAMBRE FROIDE NEGATIVE	10 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	M	LOCATION DE 5 FOURGONS	1 000 €
TOTAL				41 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

- HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	M	HANDIJOB	2 200 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT MTCH	M	ORGANISATION D'UNE SORTIE TANDEM SUR UN WEEK-END	600 €
4861	AMETHYSTE	F		1 500 €
5974	CAP'A CITE	F		500 €
TOTAL				4 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		1 950 €
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	CONFÉRENCES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES EPOA ET INTERPRIDE WORLD	3 000 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	M	MARCHE DES DIVERSITÉS GAY PRIDE ET NUIT DES DIVERSITÉS	5 000 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	F		3 500 €
TOTAL				13 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	F		1 500 €
64	ADAGES	F		3 000 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE	F		1 050 €

	PARCOURS ADULTES ET JEUNES			
1914	LA PORTE OUVERTE	F		4 000 €
2800	ASSOCIATION NOUAS	F		2 250 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	M	NOEL DE L'ESPOIR	2 550 €
TOTAL				14 350 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	ATELIER DE QUARTIER MONTPELLIER	2 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	F		800 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	M	JOURNEE DU PATRIMOINE QUARTIER ANTIGONE	200 €
6631	LES 4 HORIZONS	F		1 000 €
TOTAL				2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le report de l'affectation des subventions indiquées ci-dessus sous réserve de signature des lettres d'engagement ou conventions types ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Madame JAMET.

France JAMET : Nous ne pouvons que nous réjouir de ce partenariat. Nous pourrions reparler, dans le cadre de ce dossier, de la fameuse subvention versée à l'association des flux touristiques, qui vous a valu, d'ailleurs, les honneurs du journal de Monsieur PUJADAS sur France 2, puisqu'apparemment, Montpellier, la Métropole et la Région, je vous le concède, font quai d'école. Comme je vous l'ai déjà dit, nous en reparlerons. Sur ce point, je suis totalement d'accord et je dis bravo. Je ne sais pas si cette démarche possède un coût, mais j'espère qu'elle pourrait éviter les fiascos. Nous ne pouvons pas parler de publicité en matière d'affaires publiques, mais la gabegie de l'Opéra de Montpellier, dont nous parlons aujourd'hui dans la presse, est scandaleuse. Sans prendre la défense de Madame DELGA, celle-ci a estimé utile de donner des suites juridiques et judiciaires à cette affaire. J'aimerais que vous la suiviez, comme je vous l'avais soufflé la dernière fois. C'est important.

Tout cela est digne d'intérêt, d'autant plus qu'il ne doit pas être évident pour la Cour des comptes d'intervenir tous les quatre ou cinq ans. Elle ne peut certainement pas agir de la sorte avec toutes les villes. Je ne sais pas quel en sera le coût, mais je pense que cela pourra peut-être nous permettre d'économiser beaucoup d'argent et d'être très attentifs à l'argent public, qui, je le rappelle, est l'argent du contribuable, qui sort des poches de personnes qui ont plus ou moins de possibilités, et qui en ont de moins en moins. La classe moyenne s'effondre, il serait donc utile de penser à tous ces braves gens.

Monsieur le Maire : Je sou mets aux voix l'affaire 30.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Clare HART ne prends pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

Mesdames MIRALLES et KERANGUEVEN (avec la procuration de Monsieur COUR) entrent en séance.

Mesdames BONNET (avec la procuration de Monsieur DELAFOSSE) et (MARSALA avec la procuration de Monsieur HALUSKA) sortent de séance.

Madame BRISSAUD sort définitivement de séance.

31. Convention de partenariat entre la Ville et la Cour des comptes dans le cadre de l'expérimentation de la certification des comptes locaux

La Ville de Montpellier s'est engagée de manière volontariste dans une démarche de transparence de la gestion de ses comptes. Montpellier a l'ambition d'offrir à ses citoyens un niveau de lisibilité aussi important que celui exigé par les actionnaires des grandes entreprises

Après avoir candidaté à l'expérimentation de la certification de ses comptes prévu par l'article 110 de la loi du 07 août 2015 (loi NOTRe), la Ville fait partie des 25 collectivités (dont 10 communes) retenues pour engager la démarche de certification garantissant le niveau de qualité de tenue de leurs finances.

Sur les 10 communes retenues parmi les 25 lauréats, deux communes seulement comptent de plus de 200 000 habitants : Montpellier et Paris.

Aujourd'hui, les chambres régionales des comptes contrôlent tous les 4 à 5 ans les comptes des collectivités, et analysent de façon ciblée la qualité et le respect des normes comptables.

En s'engageant dans ce processus de certification, la Ville de Montpellier, après une période d'expérimentation de 8 ans, soumettra à la certification chaque année la régularité et la sincérité de ses comptes.

Il est proposé de s'engager dans ce dispositif avec la Cour des Comptes par le biais d'une convention de partenariat qui, comme le prévoit de l'article 110 de la loi NOTRe, « *définit les modalités de mise en œuvre et précise les acteurs chargés de cette certification expérimentale et les moyens qui l'accompagnent* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui souhaite des explications auprès de Max LEVITA ? La parole est à Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Je vais dire un mot sur ce point, car cette convention témoigne d'une volonté de démarche vertueuse, tournée vers la transparence. Vous faites partie des villes qui seront les premières à mettre en place ce genre de convention. Toutefois, nos concitoyens doivent comprendre que la Cour des comptes va se prononcer sur un certain aspect de la gestion municipale, notamment la façon dont est assurée la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes. Il s'agit d'un fait. Par contre, elle n'interviendra pas directement dans une démarche qui conduirait à se prononcer sur la qualité de la gestion. Nous devons éviter tout amalgame entre l'une et l'autre de ces deux appréciations.

La véritable question qui se pose aujourd'hui, puisque nous mettons en place une politique de pratiques vertueuses, consiste à savoir quelles conséquences nous serons prêts à tirer des recommandations qui seront émises par la Cour des comptes, puisque cela a déjà été effectué, par exemple, sur les rapports ou sur les audits menés récemment sur la Métropole. Si nous souhaitons que cette attitude vertueuse soit menée à bien au maximum de sa rentabilité, il est important que nous considérions les remarques de la Cour des comptes comme opposables. En effet, la municipalité devra en tirer les conséquences et appliquer les recommandations émises, puisque la Cour des comptes est un organisme indépendant qui traduit la légalité, mais également la régularité. Si ces recommandations sont vaines et si ces vœux sont pieux, toutefois, la transparence ne suffira pas, car elle n'aura pas de conséquences pratiques pour la gestion municipale.

Max LEVITA : A l'heure actuelle, la Cour des comptes effectue des contrôles tous les cinq ans. Un rapport sera présenté chaque année en Conseil municipal par la majorité. Maître DUMONT, puisque c'est sa spécialité et le seul type de document qu'il lit, nous attaquera avec la violence qui le caractérise, et nous serons contraints d'en tenir compte. Comme vous l'avez dit, il s'agit d'une démarche vertueuse. Le Maire entend vous fournir, à vous en tant que membres de l'opposition, mais également à tous les citoyens, les éléments. Si quelque chose dans le fonctionnement n'est pas correct, le Maire et sa majorité seront bien contraints de le corriger.

Dans le précédent rapport, Maître DUMONT a été fort brillant. La Cour des comptes a renoncé, montrant que dans les remarques précédentes, en particulier concernant l'Opéra, nous n'en avons pas tenu compte. Maître DUMONT s'est montré sublime sur ce thème. Nous vous donnons des armes. Je ne sais pas ce que nous pouvons faire de plus pour vous et pour les citoyens, afin que notre gestion soit en permanence sous les yeux des citoyens. Nous serons bien contraints d'en tenir compte. Selon le type de remarques, nous nous organisons au niveau de la Direction des finances en particulier. Nous allons mettre en place un système qui fonctionnera vraiment dans huit ans. La procédure nous conduit à être extrêmement stricts, en particulier sur les procédures qui seront mises en jeu. Si toutefois nous réalisons quelque chose de vraiment contestable, il vous appartiendra de réagir. Nous recevrons ce rapport tous les ans. A l'heure actuelle, tous les cinq ans, un grand mouvement anime les opposants, puis nous n'en entendons plus parler. Pour avoir été dans l'opposition à la Région, j'aurais bien aimé bénéficier d'une telle mesure à cette époque.

Monsieur le Maire : Il ne peut pas nous être reproché d'être trop transparents.

France JAMET : Être transparent est une chose, mais être attentif à l'argent que l'on dépense en est une autre.

Max LEVITA : *[hors micro]* A votre appréciation. Monsieur DOMERGUE m'a invité à être extrêmement vigilant. Je demande à mes collègues de l'être, et Monsieur le Maire est particulièrement vigilant. Nous sommes dans une situation particulière, contraints par la baisse des dotations de l'État à devenir de plus en plus vertueux, et nous sommes de plus en plus vertueux. A une époque, Georges FRECHE avait lancé une campagne « Montpellier surdouée », pour nous expliquer que nous étions tous surdoués. *[reprise du micro]* Certes, parmi nous, il existe un certain nombre de sous-doués à la Ville de Montpellier. Je n'ai pas dit lesquels. Nous bénéficions d'une grande université, nous sommes la septième ville de France, nous sommes reconnus dans un certain nombre de domaines, nous nous battons à cette fin. Nous bénéficions du label French Tech, nous sommes la ville la plus French Tech de France, et nous sommes connus, que cela vous plaise ou non. Ce mouvement, nous l'accompagnons. La question consiste à déterminer jusqu'à quel niveau nous souhaitons poursuivre cet accompagnement. Ce niveau est fortement mesuré. Les premières décisions de Monsieur SAUREL ont consisté à diminuer ce genre de budget. Nous l'avons diminué considérablement, mais nous ne pouvons pas le réduire à zéro. Nous ne sommes pas une petite ville de 1 000 habitants, mais de bientôt

300 000 habitants. Nous sommes inclus dans un ensemble de 450 000 habitants. Contrairement à ce que vous dites, Rio de Janeiro est venu nous chercher.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, pour Rio de Janeiro, si j'avais souhaité faire du tourisme, j'aurais prétexté notre jumelage pour me rendre aux Jeux Olympiques cet été. J'ai été invité par la Fédération française de natation, mais j'ai décliné. Je considère que le jumelage que nous avons acté et le voyage de deux jours, l'an dernier à Palerme, a été extrêmement utile et porte ses fruits aujourd'hui. Le voyage que nous allons organiser en Russie est également utile, certes pour Montpellier et la Métropole, mais également un peu pour la France. La France n'appartient pas seulement au Front National.

(Applaudissements)

Monsieur le Maire : Madame JAMET, il y a quelque chose que je ne comprends pas. Lorsque j'étais candidat hors parti politique, aux régionales, je n'ai pas eu le droit de mettre le drapeau français derrière moi. Comment se fait-il que le Front National, lui, puisse s'orner de la flamme bleu-blanc-rouge ? Je pose la question à la stratosphère. Pourquoi existe-t-il deux lois dans ce pays ? Si je n'ai pas le droit de mettre le drapeau derrière moi en tant que candidat, comment se fait-il que le Front National puisse mettre la flamme bleu-blanc-rouge, alors que c'est interdit par la loi ? Il s'agit d'un problème majeur. Je suis contrit que les élus de la nation, que sont les députés, n'aient pas porté le fer à l'assemblée nationale. Il existe deux poids et deux mesures. Le drapeau français n'appartient pas au Front National. Il appartient à tous les Français.

(Applaudissements)

France JAMET : Vous avez raison. La Marseillaise, le drapeau français, tout cela appartient à tous les Français, à la France. Savez-vous pourquoi le Front National est le seul à avoir une flamme bleu-blanc-rouge ? Parce que depuis 40 ans, tous les hommes politiques, de tous bords, l'ont piétiné et l'ont négligé. Deuxièmement, je souhaite répondre à Monsieur LEVITA qui nous donne des leçons en tant que professeur. Je conçois ce vieux réflexe professionnel. Lorsqu'on parle de sous-doués, Monsieur LEVITA, ce terme désigne ceux qui ont dépensé des millions d'euros dans un opéra qui est un fiasco, sans jamais avoir rien vu, mon œil.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix cette magnifique délibération présentée par Monsieur LEVITA, qui va dans le sens de la transparence fiscale et financière de notre collectivité. Aujourd'hui, avec Paris, nous sommes la seule ville à avoir tout dématérialisé en termes de finances. Nous signerons bientôt la convention à Paris avec Monsieur Didier MIGAUD. Nous engageons le même processus à la Métropole. Bientôt, si cela est possible, les Conseils municipaux pourront être suivis en direct sur un grand écran, dans la ville. Cette démarche participera à la mise en place de la démocratie directe avec les citoyens. Je sou mets aux voix l'affaire 31.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

32. Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/SA3M

Restanque

5,5 M€ Caisse des Dépôts et Consignations

Dans le cadre de l'opération La RESTANQUE, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 5,5 M€ pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SA3M a obtenu auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'emprunt suivant :

- o Montant : 5 500 000 €
- o Durée totale : 7 ans, à compter de la date de versement
- o Périodicité des échéances : mensuelle
- o Taux : 0.60%
- o Amortissement constant
- o Garantie de la Ville de Montpellier : 80%
- o Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé
- o En cas de défaut de remboursement du prêt ou, en cas de défaut de paiement de toute somme due en vertu du contrat, les sommes échues et impayées porteront intérêt au taux d'intérêt applicable au prêt majoré de 600 points de base à compter de leur date d'exigibilité.
- o Affectation du prêt au remboursement du COI sur Restanque

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 4 400 000 €.

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du Contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 4 400 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

33. Mise en place du paiement en ligne des titres de recettes via l'applatif TIPI

Dans le prolongement de la modernisation des moyens de paiement, la Ville de Montpellier souhaite adhérer à l'application des titres payables sur internet (TIPI) en partenariat avec la Direction Générale des Finances Publiques par la présente convention.

Les comptables de la Direction Générale des Finances Publiques sont seuls habilités à manier les fonds des collectivités territoriales. Dans ce cadre, l'ordonnateur émet des titres de recettes exécutoires en regard des prestations de services rendues aux usagers. Ainsi, chaque année, la Ville de Montpellier émet environ 15 000 titres de recettes. Après contrôle de leur régularité, le comptable public prend en charge ces titres de recettes avant d'en assurer le recouvrement.

Le service de paiement en ligne dénommé TIPI permet aux usagers des collectivités adhérentes de payer par l'intermédiaire du gestionnaire de télépaiement de la Direction Générale des Finances Publiques les créances ayant fait l'objet d'un titre exécutoire et pris en charge par le comptable public.

Les objectifs de la présente convention sont les suivants :

Offrir un service public réactif et accessible à tous les usagers,
Augmenter la rapidité du recouvrement des titres de recettes,
Renforcer le taux du recouvrement des titres de recettes.

Les frais de fonctionnement liés à cette application sont à la charge de la Direction Générale des Finances Publiques, la Ville de Montpellier aura à sa charge le coût du commissionnement carte bancaire en vigueur.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la signature de la convention d'adhésion au service de paiement en ligne des titres de recettes ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses relatives au coût du commissionnement carte bancaire sur le budget 2017 de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

34. Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat
Changement d'opérateur de télétransmission
Autorisation de signer l'avenant n° 1 à la convention

Par délibération n° 2009/283 du Conseil municipal du 22 juin 2009, la Ville de Montpellier et la Préfecture de l'Hérault ont conclu une convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

La télétransmission sécurisée présente un avantage conséquent pour la Ville de Montpellier, sécurisant et rendant plus rapide la transmission en Préfecture, condition du caractère exécutoire de ses actes.

Le présent avenant à cette convention est établi afin de prendre en compte le changement de tiers de télétransmission agréé exploitant le dispositif homologué de transmission des actes de la collectivité soumis au contrôle de légalité.

L'Association ADULLACT par l'intermédiaire de la plate-forme S²LOW permet aux collectivités la transmission dématérialisée d'informations vers les administrations centrales : elle permet ainsi la transmission des actes aux préfectures via le protocole [ACTES](#) mis en place par le ministère de l'Intérieur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer l'avenant n° 1 à la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mesdames BONNET (avec la procuration de Monsieur DELAFOSSE) et MARSALA (avec la procuration de Monsieur HALUSKA) entrent en séance.

35. Convention de sensibilisation aux bonnes pratiques pour les marchés publics du bâtiment

Le secteur du bâtiment représente une composante essentielle du tissu économique national et local.

La ville de Montpellier, est l'un des principaux donneurs d'ordre publics dans le domaine du bâtiment et des travaux publics sur le territoire régional.

La commande publique constitue un des principaux leviers que la Ville de Montpellier développe avec pour objectif constant le soutien de l'économie et de l'emploi, plus particulièrement dans ce secteur du bâtiment public.

La Fédération du Bâtiment de l'Hérault est une organisation représentant les artisans et les entrepreneurs du Bâtiment.

A ce titre, elle souhaite faciliter l'accès de ces derniers aux marchés publics de travaux en définissant de concert avec les collectivités locales et leurs groupements des règles de bonnes pratiques tendant à simplifier, harmoniser et clarifier les procédures de mise en concurrence telles que définies dans les textes en vigueur.

Animées de cette volonté de participer au développement du tissu économique local dans le strict respect partagé des principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement et de transparence des procédures, la Fédération du Bâtiment de l'Hérault et la Ville de Montpellier s'étaient déjà rapprochées en 2013 afin d'établir une convention de bonnes pratiques pour l'application du Code des marchés publics.

La Ville de Montpellier et la Fédération du Bâtiment conviennent aujourd'hui de la nécessité de renouveler cette convention afin de:

- Tenir compte des évolutions réglementaires issues de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- Réaffirmer les objectifs communs de transparence et d'accès des entreprises à la commande publique

Cette nouvelle convention associe également Montpellier Méditerranée Métropole, signataire jusque-là d'une convention propre, permettant ainsi une harmonisation des procédures, source de simplification pour les entreprises candidates aux marchés publics.

Cette convention porte à la fois sur les procédures de publicité et de mise en concurrence, sur l'analyse des offres, ainsi que sur l'exécution des marchés publics notamment en termes financier.

Elle réaffirme la volonté des parties de développer des actions d'information et de sensibilisation auprès des entreprises du bâtiment et des travaux publics afin de leur permettre de répondre le plus efficacement possible aux consultations lancées par les personnes publiques.

Elle réaffirme également les objectifs d'une commande publique plus qualitative attachée à retenir les offres les mieux disantes, luttant contre les offres anormalement basses et prenant en compte les préoccupations sociales et environnementales par la rédaction de clauses et critères spécifiques.

Ces dispositions s'appliquent à tous les marchés lancés par la Ville quel que soit leur montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de sensibilisation aux bonnes pratiques pour les marchés publics du bâtiment à intervenir avec Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération du Bâtiment de l'Hérault ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Il s'agit d'une convention que nous signons avec la Fédération du Bâtiment pour la renouveler et pour manifester notre volonté de participer au développement du tissu économique local, dans le strict respect partagé des principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement et de transparence des procédures. Nous nous sommes déjà rapprochés de la Fédération du Bâtiment. Nous avons signé une convention en 2013. Nous la renouvelons pour montrer notre volonté, en particulier, de lutter contre des comportements parfois et souvent illégaux dans la réalisation d'un certain nombre de marchés.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Je sou mets aux voix cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

36. MARCHES PUBLICS - Modifications du règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée

Les marchés publics sont des contrats conclus à titre onéreux avec des opérateurs publics ou privés pour répondre à des besoins de travaux, fournitures ou services.

Ils sont assujettis à des règles de fond et de forme désormais prévues par l'ordonnance du 23 juillet 2015 et le décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

En dessous de certains seuils, 209 000 euros H.T. pour les fournitures et services et 5 225 000 euros H.T. pour les travaux, les marchés publics sont, en application de la réglementation, passés sous une forme adaptée.

Certains marchés sont également passés sous une forme adaptée quel que soit leur montant (marchés relevant des articles 28 et 29 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) et ceci en raison de leur objet spécifique (services sociaux, services spécifiques, services juridiques de représentation).

Cette forme adaptée est définie librement par le pouvoir adjudicateur sous condition, toutefois, de respecter les principes généraux de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

Depuis 2010, la Commune a adopté un règlement intérieur définissant les règles internes applicables à ces marchés à procédure adaptée

L'évolution constante du droit des marchés public impose que ce règlement soit régulièrement modifié.

Les modifications vous étant aujourd'hui proposées sont de deux ordres :

- Des évolutions de formes et de références visant à prendre en compte l'ordonnance du 23 juillet 2015 et du décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics qui se sont substitués au code des marchés publics.

- La modification du premier seuil interne de procédure. Jusque-là ce seuil était fixé à 15 000 € HT. Il vous est aujourd'hui proposé d'appliquer la liberté laissée par les textes en fixant ce premier seuil à 25 000 € HT. Jusqu'à ce montant, il n'existe pas d'obligation de publicité et de mise en concurrence mais il est demandé aux services de solliciter des devis dans un souci de bonne gestion des deniers publics. Cette modification permettra de faciliter et fluidifier les achats de plus faible montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les modifications apportées au règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée de la Ville de Montpellier ;
- d'approuver ledit règlement tel qu'annexé à la présente délibération.

Max LEVITA : En un mot, le seuil a été porté de 15 K€ à 25 K€. Les opérations supérieures à 25 K€ continuent donc à passer devant les procédures d'appel d'offre. En-dessous, nous pouvons laisser la possibilité de ne pas passer en commission d'appel d'offre et de fonctionner en sollicitant des devis dans un souci de bonne gestion. Nous en rendons compte dans le document qui a été délivré en début de séance.

Monsieur le Maire : Je sou mets aux voix l'affaire 36.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

37. Convention de groupement de commandes avec MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour l'acquisition d'un logiciel de commande publique

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, ainsi que dans le cadre de la coopérative de services, la Métropole propose de mutualiser la procédure de mise en concurrence relative à l'acquisition d'un logiciel de commande publique.

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est nécessaire.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne la Métropole comme coordonnateur.

A ce titre, la Métropole sera chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de l'ordonnance susvisée et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de désigner l'attributaire et de lui notifier le marché ou l'accord cadre.

La procédure de passation sera conduite sur la base des besoins fonctionnels globaux suivants : recensement des besoins et planification, rédaction des pièces administratives et financières du dossier de consultation des entreprises, suivi administratif de la procédure de mise en concurrence, suivi technique et financier du marché, interfaces avec un logiciel financier, formation.

La signature de la présente convention n'emporte, pour la Ville, aucune obligation d'achat de la totalité des éléments fonctionnels susvisés. La procédure d'achat qui sera conduite par la Métropole laissera à la Ville toute latitude pour, à son issue, n'acquérir qu'une partie de ces éléments voire aucun en fonction des besoins.

La Ville sera responsable de l'exécution du marché ou accord-cadre conclu à l'issue de la procédure de mise en concurrence, à hauteur de ses propres besoins.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la constitution d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition d'un logiciel de commande publique ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

38. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEF entre en séance.

39. Modification du tableau de suivi des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

La création de deux postes de Technicien et d'un poste d'adjoint du patrimoine pour tenir compte des besoins de la collectivité.

I- Créations de postes :

Filière Technique :

Technicien Territorial : création de deux postes

Filière culturelle :

Adjoint du patrimoine : création d'un poste

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h20.

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2016/0401	Cet avenant au marché n° 6B0089 "Formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics" a pour objet d'augmenter le montant maximum du marché initial de 55 000€ à 56 520€, soit une augmentation de 2,76%. Cette augmentation est nécessaire afin de permettre l'intégration d'un agent supplémentaire inscrit à une session précédente et la validation des unités de capitalisations manquantes à l'obtention de son BPJEPS dont il doit être titulaire afin de pouvoir exercer ses fonctions.
2016/0403	Renouvellement de la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des stagiaires en formation BPJEPS APT, des stagiaires en formation au Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport Rugby, Football et Tennis et des stagiaires en formation au Diplôme d'Etat de professeur de Danse, pour la période du 01/09/2016 au 31/10/2017.
2016/0431	Pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie d'avances "Droits de stationnements", il convient d'en modifier l'adresse, d'autoriser le règlement des facturations liées à l'envoi des sms à la société Paybyphone et d'ajouter un mode de règlement supplémentaire.
2016/0442	Avenant n° 2 au marché de service de recherche et de développement entre la Mairie de Montpellier et l'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail en Languedoc Roussillon (décision n°2015/0460).
2016/0447	Attribution du marché n°6A2021 « Etude patrimoniale Kiosque Bosc » : l'objet de la consultation consiste à missionner un prestataire pour la réalisation d'un diagnostic patrimonial et architectural ainsi qu'à un cadrage (préconisations, suggestions, estimation de l'enveloppe budgétaire, faisabilité) des travaux nécessaires à la restauration, à la mise en valeur et à l'entretien du Kiosque Bosc. Le marché est attribué à l'équipe composée par ARCHITECTURE & HERITAGE (R.Wieder), sis 29 rue Charles Montaland 69100 VILLEURBANE, mandataire solidaire du groupement conjoint (Aslé Conseil, ALTTS SARL et COS Métrés) pour un montant 16 475 € H.T.
2016/0448	L'opération des halles et de la place Laissac comprend les composantes reconstruction des nouvelles halles et aménagement des espaces publics, intimement liés et relevant de deux compétences distinctes, la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole. Une délibération a ainsi approuvé une convention entre la Métropole et la Ville, confiant à cette dernière la totalité de la maîtrise d'ouvrage. Il convient dorénavant d'organiser le suivi coordonné de cette opération complexe en confiant la maîtrise d'ouvrage déléguée à la SA3M avec un projet de mandat définissant les différentes missions, joint à la présente décision.
2016/0451	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) de la Direction Proximité et Citoyenneté, il convient d'augmenter le montant de l'avance.

2016/0452	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la cession du droit au bail propriété de Monsieur MAZ, situé 1 rue Maréchal, cadastré section HM 196 et de saisir le Juge de l'expropriation afin de fixation de la valeur du bien préempté.
2016/0453	Attribution du marché n° 6D0031 relatif à l'entretien curatif et préventif du matériel de restauration collective et de buanderie : lot 1 société Salager-Serra (Cuisine Centrale - montant maxi 21 000 euros HT), lot 2 société Salager-Serra (restaurants scolaires - montant maxi 30 000 euros HT), lot 3 société Salager-Serra (crèches et halte-garderies - montant maxi 20 000 euros HT), lot 4 société DJL Maintenance (écoles, crèches et parc de Lunaret - montant maxi 20 000 euros HT). Marché à bons de commande conclu pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.
2016/0454	Retire et remplace la décision n°2016/0421. Attribution du marché n°6B0054 relatif à l'achat de boulangerie salée ou sucrée Traditionnelle (lot 1) et Haut de gamme (lot 2) pour les manifestations protocolaires et événementielles (réceptions, vins d'honneur, etc) d'une durée d'un an, renouvelable deux fois, pour un montant total maximum de 85000HT.
2016/0455	Avenant au marché public n° 5D0027 « Grammont – Construction des vestiaires 12 » - lot 1 « Gros oeuvre » conclu avec la Société EMF Entreprises, ayant pour objet la réalisation d'un caniveau d'évacuation des eaux de pluie dont les travaux supplémentaires entraînent une augmentation du montant initial du marché de 860 € H.T, portant ainsi le montant du marché à 449 199,63 € H.T, soit un pourcentage d'augmentation du marché de 0,20 %.
2016/0456	Attribution du marché n° 6D0038 "Maintenance prestations et acquisitions complémentaires sur le logiciel gestion du temps : E Tentation" à la société HOROQUARTZ pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la date de notification, pour un montant annuel maximum de 200 000 € HT , soit un montant total maximum de 800 000 € HT sur la durée totale du marché.
2016/0457	Attribution du MAPA 6B0108 "Formation Gestes et Postures" à l'organisme DEKRA INDUSTRIAL pour un montant de 720€/session. Ce marché est à bons de commande avec un minimum de 1000€ et un maximum de 15 000€/an. Marché d'un an renouvelable deux fois. Cette formation est destinée à apprendre à se protéger contre les troubles musculo-squelettiques en s'appropriant les bonnes positions dans sa pratique professionnelle.
2016/0458	Attribution du marché n° 6B0147 "Mission d'accompagnement à l'élaboration du Plan Stratégique Local relatif au Projet de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola)" au bureau d'études ENEIS Conseil, pour une durée de 5 mois et un montant de 29 962.50 € HT.
2016/0459	Attribution du marché n° 6D0016 "Assistance à maîtrise d'ouvrage - Bureau d'études techniques - Tous corps d'état" à P3G INGENIERIE / VENATHEC / UNDERGROUND ENGINEERING / INGECOR/ GAPIRA INGENIERIE, ayant comme mandataire P3G INGENIERIE pour un montant estimé de 350 000 € H.T. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.
2016/0460	Sinistre incendie école Van Gogh du 21 juillet 2011 : la Ville de MONTPELLIER décide d'accepter le montant d'indemnité tel que précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 335 404€.
2016/0461	Sinistre choc de véhicule école Diderot : la Ville de Montpellier décide d'accepter l'indemnité de sinistre pour un montant de 30 344,29€.
2016/0462	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES DE LA RÉSIDENCE LE ROND POINT D'ASSAS.
2016/0463	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SAS DISTRIBUTION CASINO FRANCE.
2016/0464	Assurance Expositions : la Ville de Montpellier décide d'adopter l'avenant de modification des garanties portant le montant des capitaux à 311 000€ à compter du 10 novembre 2016.
2016/0465	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ERTECO FRANCE.

2016/0466	Afin d'assurer l'entretien des locaux des centres de loisirs ainsi que le service de restauration, le marché n° 6D00221100 a été attribué à la Sté SMDS pour un montant maximum de 200 000 € HT et une durée d'une année.
2016/0467	Sinistre incendie du 16 octobre 2014 James Joyce : la Ville de Montpellier décide d'accepter le montant de l'indemnité tel que précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 36 543,06€.
2016/0468	Sinistre incendie du 4 août 2015 école Painlevé : la Ville de Montpellier décide d'accepter le montant de l'indemnité tel que précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 60 117,55€.
2016/0469	Droit de préemption sur la propriété des consorts JAGLA située 5 rue du Faubourg du COURREAU, cadastrée HW 114 au prix de 65 000€ plus 5 000 € de commission d'agence.
2016/0470	Droit de préemption sur la propriété de Monsieur Rezki AZZAZ située 1 rue du clos René, cadastrée section HM 284 au prix de 89 000 €.
2016/0471	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Laurence COLAS.
2016/0472	La Ville décide d'attribuer les 7 lots du marché de travaux n° 6C0016 "Mise en accessibilité de la Salle Pétrarque - Hôtel de Varennes" ainsi : Lot 1 "Maçonnerie / Pierre de taille : GIRARD (49 016,02 € HT), Lot 2 "Ferreterie" : CHAU ET FER (6 510 € HT), Lot 3 "Menuiseries extérieures métalliques" : THERON ET FILS (14 086,68 € HT), Lot 4 "Peinture / Signalétique" : CORNIL (1 726,38 € HT), Lot 5 "Electricité Courants forts et faibles" : SPIE (24 533,59 € HT), Lot 6 "Menuiserie bois" : ALVAREZ (3 298 € HT), Lot 7 "Espaces verts" : POUSSE CLANET (1 664,35 € HT).
2016/0473	Attribution du marché n° 6B0160 "Rénovation de l'église Saint Roch" pour une durée de 50 mois, sous la forme d'un marché avec une tranche ferme et trois tranches optionnelles, à la société DAEDALUS ARCHITECTURE pour un montant total de 68 200 € H.T.
2016/0474	Accord-cadre n° 6D00401250/1 "Fabrication, pose et dépose d'articles de pavoisement" attribué à la société Décor 34 pour un montant minimum de 50 000 € HT et un montant maximum de 200 000 € HT pour une période de 1 an avec une durée maximum de reconduction de 3 ans. Le montant minimum sur la durée du marché est de 200 000 € HT, le montant maximum de 800 000 € HT.
2016/0476	Extension de la crèche Costebelle : convention de participation entre la Ville de Montpellier, l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault (UDAF 34) et la SERM pour un montant de 8250 €.
2016/0477	Attribution du marché n° 6D0049 « Achat et maintenance de postes de travail bureautique et serveurs pour la Ville et le CCAS » à la société DELL pour le lot 1, à la société APX INTEGRATION pour le lot 2, à la société ORDISYS pour les lots 3 et 4 et un montant total estimé respectivement de 1 160 000 € HT, 200 000 € HT, 80 000 € HT, 400 000 € HT, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.
2016/0478	Attribution du marché de mission d'accompagnement pour la mise en œuvre du plan de gestion forestier du Parc de Lunaret (n°6B0141) à la société Alicina pour un montant de 44 410 euros HT et pour une durée de 10 ans.
2017/0001	Marché de denrées alimentaires N° 5D0036W16 - Lot n° 23 "Fruits frais de saison" : avenant de transfert au marché en raison de la cession du contrat de la société BUONOMO PRIMEURS à la société CANAVESE suite à une dissolution sans liquidation.
2017/0002	Attribution du marché n° 6B0097 "Assistance technique pour une optimisation de l'accueil des usagers dans l'hôtel de Ville et les mairies de proximité" à l'entreprise SYNEOR Consulting du groupe STEDIA, pour un maximum de dépense de 81150 € HT de dépenses sur 2 ans, à compter du 1er janvier 2017.
2017/0003	Attribution du marché public n°7B0002 "Location de films pour le cinéma Nestor Burma" aux différents distributeurs pour un montant global maximum de 50 000 € HT pour l'année 2017.

2017/0004	Attribution du marché public n° 6B0162 "Transport aller et retour d'œuvres d'art pour l'exposition Séquence 1 à la Panacée" à LP ART pour un montant de 85 522.00 € HT.
2017/0005	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. DULAC.
2017/0006	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MAZ Mustapha.
2017/0007	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SAS MIRAND.
2017/0008	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Cécile JOURDAN.
2017/0009	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BORDERIE Jean.
2017/0010	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ TILLOL Rémi (BRIC A BRAC).
2017/0011	Marché public n° 7B0003 : mise à disposition de l'exposition William Gedney, Only the lonely, au Pavillon Populaire du 28 juin au 17 septembre 2017.
2017/0012	Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat de véhicules légers, et de deux roues (7D0001) pour un montant total maximum de commandes de 700.000 € HT.
2017/0013	Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat de couches-culottes (7B0001) pour un montant total maximum de commandes de 75.000 € HT jusqu'au 31 décembre 2017.